

Haute Ecole
« ICHEC – ECAM – ISFSC »



Enseignement supérieur de type long de niveau universitaire

Quel est l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles en Haïti ?

Mémoire présenté par :

Julie NEUS

Pour l'obtention du diplôme de :

Master en gestion de l'entreprise

Année académique 2022-2023

Promoteur :

Laurent LAHAYE

Boulevard Brand Whitlock 6 - 1150 Bruxelles

Remerciements

En préambule, j'aimerais exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui ont participé à la construction de ce mémoire.

Tout d'abord, j'aimerais remercier mon promoteur, Monsieur Laurent Lahaye, pour son suivi, ses conseils judicieux et ses encouragements tout au long de l'élaboration de ce travail.

Je remercie également, la directrice de LifeTime Project, Madame Laetitia Craig et ma maitresse de stage, Madame Camille Tahan pour leur accueil, leurs conseils et leur suivi. Ces stages en Tanzanie et à Strasbourg furent une expérience extraordinaire.

Ensuite, je remercie tous ceux qui ont accepté de réaliser une interview pour la recherche de ce travail :

- Madame Bérangère Tripon, Desk Officer à la Commission européenne de Bruxelles
- Madame Caroline Broudic, co-fondatrice de GEOECO Alternatives
- Monsieur Pierre Van Heddegem, Responsable pays pour Médecins du Monde à Bruxelles
- Monsieur Joël Cachera, Coordinateur des urgences dans la zone des Caraïbes à la Croix-Rouge française
- Madame Martine Haentjens, Représentante pays en Haïti pour Caritas
- Madame Barbara Albrecht, Coordinatrice de projets chez Misereor en Allemagne
- Monsieur Frédéric Thomas, Docteur en Science politique au Cetri à Louvain-la-Neuve
- Madame Sophie Daris, Cheffe de programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Terre sans frontières au Canada.
- Monsieur Marc Daslyn Casimir, Responsable de projet chez AGRIVEV en Haïti
- Monsieur Ronald Cooman Stinfil, médecin et Vice-président d'une association haïtienne.
- Madame Caroline Aubry, ingénieur chez Architectes de l'urgence

Grâce à leurs expertises, j'ai pu élaborer une analyse de qualité qui a été enrichissante pour le travail.

Enfin, je remercie ma famille pour les relectures de ce travail et le soutien témoigné tout au long de la réalisation de mon mémoire et de mes études.

Engagement Anti-Plagiat du Mémoire

« Je soussigné, NEUS, Julie, Master 2, déclare par la présente que le Mémoire ci-joint est exempt de tout plagiat et respecte en tous points le règlement des études en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses signé lors de mon inscription à l'ICHEC, ainsi que les instructions et consignes concernant le référencement dans le texte respectant la norme APA, la bibliographie respectant la norme APA, etc. mises à ma disposition sur Moodle.

Sur l'honneur, je certifie avoir pris connaissance des documents précités et je confirme que le Mémoire présenté est original et exempt de tout emprunt à un tiers non-cité correctement. »

Dans le cadre de ce dépôt en ligne, la signature consiste en l'introduction du mémoire via la plateforme ICHEC-Student.

Table des matières

Introduction générale	2
Partie 1 : L’historique des catastrophes naturelles en Haïti	5
1. Introduction	5
2. Les catastrophes naturelles.....	5
2.1 Définition générale	5
2.2 La cause	7
2.3 Les conséquences	7
2.4 Conclusion	8
3. Haïti.....	9
3.1 Contexte général	9
3.2 Contexte politique	11
3.3 Contexte économique	12
3.4 Violence	14
3.5 Conditions de vie des Haïtiens.....	14
3.6 Enjeux naturels	21
4. Les catastrophes naturelles en Haïti.....	26
4.1 Historique des catastrophes naturelles en Haïti	26
4.2 Le séisme de 2010.....	26
4.3 L’épidémie de choléra	27
4.4 La tempête tropicale Isaac	28
4.5 L’ouragan Matthew	28
4.6 Le séisme de 2021.....	28
4.7 La tempête tropicale Grace.....	29
4.8 Conclusion	29
Partie 2 : La gestion de projet d’urgence en Haïti.....	31
1. Introduction	31
2. Définition générale	32
3. Les acteurs de la gestion de projet d’urgence	34
4. Le cycle de vie de la gestion de projet d’urgence	39
5. Conclusion	48
Partie 3 : L’impact de la gestion de projet d’urgence après des catastrophes naturelles sur la population en Haïti.....	49
1. Introduction	49

2. Méthodologie.....	49
3. Les intervenants	52
4. Les indicateurs	55
5. Analyse des données	58
5.1 Le secteur de la santé.....	58
5.2 Le secteur de l'habitation	62
5.3 Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène	66
5.4 Le secteur de la sécurité alimentaire.....	68
5.5 Le secteur de l'éducation	70
5.6 Problématiques de la gestion de projet d'urgence.....	71
5.7 Conclusion.....	76
5.8 Comparaison avec d'autres pays du Sud.....	77
6. Les recommandations	82
Conclusion générale.....	87
Bibliographie	91

Liste des figures et des tableaux

Figure 1 - Les 3 parties du mémoire	4
Figure 2 - Des inégalités marquées face aux catastrophes naturelles	6
Figure 3 - Localisation de Haïti en Amérique	9
Figure 4 - Localiser Port-au-Prince sur une carte d'Haïti	10
Figure 5 - Instabilité politique, le plus grand obstacle pour les entreprises en Haïti	13
Figure 6 - Nombre de personnes dans le besoin par département	15
Figure 7 - Pyramide des âges en Haïti en 2022	16
Figure 8 - Nombre de personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle	17
Figure 9 - L'insécurité alimentaire en Haïti	20
Figure 10 - Surface forestière (% du territoire) en Haïti	22
Figure 11 - Carte mondiale de formation des cyclones, ouragans, typhons	23
Figure 12 - Population haïtienne exposée aux inondations (graphique de gauche) et aux ouragans (graphique de droite)	24
Figure 13 - Mouvements tectoniques de la plaque Caraïbe	25
Figure 14 - Nombre de personnes affectées par des désastres naturels pour 100 000 habitants.....	26
Figure 15 - Les trois phases de la gestion de projet après une catastrophe naturelle.	32
Figure 16 - Les acteurs de la gestion de projet d'urgence	34
Figure 17 - Cartographie des collectivités territoriales en Haïti	35
Figure 18 - Répartition des bailleurs de fonds en 2010 en Haïti.....	38
Figure 19 - Le cycle d'un projet en sphère	39
Figure 20 - Les 11 secteurs dans la réponse d'urgence	43
Figure 21 - Les composantes d'un projet.....	44
Figure 22 - La ligne du temps des interventions	47
Figure 23 - Répartition des fonds de la DG ECHO à la suite du séisme de 2010 en Haïti par secteur d'intervention	56
Figure 24 - Épidémie de choléra au cours du temps.....	62
Figure 25 - Évolution de l'indice de corruption en Haïti	74
Figure 26 - Carte géographique de l'île d'Hispaniola	77
Figure 27 - Comparaison de la surface forestière en %	78
Figure 28 - Situer le Chili sur la carte de l'Amérique latine.....	79
Figure 29 - Régions les plus touchées par les séismes et tsunamis au cours des 350 dernières années.....	80
Tableau 1 - Récapitulatif des catastrophes naturelles en Haïti.....	30
Tableau 2 - Indicateurs de santé en Indonésie et en Haïti	81

Introduction générale

Durant les dernières années, le réchauffement climatique, la pollution et l'impact de l'homme sur la planète ont entraîné une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles dans le monde. En 2022, 387 catastrophes naturelles se sont produites (Statista, 2022). Malheureusement, selon l'Organisation des Nations unies, ce nombre devrait atteindre 560 événements (UNICEF, s. d.-a) avec une estimation de 150 millions de personnes touchées chaque année en 2030 (ONU, 2020). Tous les pays sont impactés par ces événements imprévisibles mais la gravité de l'impact diffère. Les populations des pays en développement en subissent les plus graves conséquences. Effectivement, les catastrophes naturelles viennent accentuer la pauvreté déjà présente dans ces pays.

Face à ces crises, des organismes humanitaires viennent en aide et mettent en place de la gestion de projet d'urgence. Ils instaurent ces projets dans le but de sauver des vies et d'aider la population à se relever après de tels événements. Cependant, malgré leur intervention, durant toutes ces années, une observation peut être réalisée : selon la Banque mondiale (2022), 47% de la population d'Haïti continue à vivre sous le seuil de pauvreté dans des conditions extrêmement difficiles avec moins de 1 USD/ jour par personne (= 0,91 euro/ jour par personne). Dès lors, la question de recherche de ce travail s'impose : « Quel est l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles en Haïti ? ».

Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Au cours des dernières années, le pays a subi des crises politiques, économiques, sanitaires et sécuritaires en plus du nombre conséquent de catastrophes naturelles qui sont survenues. Il a été choisi pour cette étude en raison du triste record qu'il détient : au cours des treize dernières années, Haïti a supporté 6 catastrophes naturelles majeures. De nombreuses aides venant de l'international ont été déployées dans le pays, ce qui fait d'Haïti un bon exemple pour analyser la gestion de projet d'urgence qui a été mise en place. De plus, ce sujet de mémoire est pertinent puisque, comme il a été cité au début, le nombre de catastrophes naturelles devrait augmenter dans le futur dans ce pays. Par conséquent, savoir comment mieux gérer ces crises humanitaires est important.

L'objectif de ce travail est de comprendre l'impact de la gestion de projet d'urgence instauré par les organismes humanitaires après les catastrophes naturelles qui sont survenues en Haïti. Pour ce faire, ce travail est constitué de 3 parties.

La première partie est dédiée à l'historique des catastrophes naturelles en Haïti. Dans un premier temps, il convient de préciser ce qu'on entend par « catastrophe naturelle », vu que ce concept sera utilisé tout au long de ce travail. Ensuite, il est essentiel d'expliquer le contexte général, le contexte politique et économique du pays ainsi que les conditions de vie des Haïtiens pour mieux comprendre la situation dans laquelle se trouve ce pays. Finalement, cette partie se terminera par une description des catastrophes naturelles qui ont touché le pays depuis le séisme de 2010.

La deuxième partie est consacrée à la description de la gestion de projet d'urgence en Haïti. Il est important de poser une définition sur ce concept ainsi que d'expliquer l'ordre des

interventions des organismes humanitaires après une catastrophe naturelle. Ceci est détaillé grâce au cycle d'un projet avec ses 7 grandes phases qui sont la recherche, les secours et le déblaiement juste après la catastrophe naturelle, l'évaluation initiale, l'analyse, la planification, la mise en œuvre, le suivi et enfin l'évaluation finale.

La troisième partie est dédiée à l'analyse de l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles sur la population en Haïti. À travers une recherche documentaire via des rapports d'organismes humanitaires et des données qualitatives obtenues grâce à des entretiens semi-directifs, ce travail aura pour but de savoir si la gestion de projet d'urgence a été efficace pour aider la population haïtienne à se relever. Les 11 interviews ont été réalisées avec des intervenants pertinents pour le travail qui viennent du milieu de l'humanitaire, du développement et d'Haïti. Chacun d'eux a apporté ses opinions et ses expériences pour enrichir ce travail.

L'analyse de l'impact de la gestion de projet d'urgence a été réalisée au travers de 5 secteurs qui sont : la santé, l'habitation, l'eau, l'assainissement et de l'hygiène, la sécurité alimentaire et enfin le secteur de l'éducation. Pour chacun des secteurs, il sera observé si la gestion de projet d'urgence est efficace à court et à long terme pour aider les Haïtiens à sortir de la pauvreté après de tels événements. Par la suite, certaines problématiques, soulevées par les intervenants, qui empêchent les organismes humanitaires d'avoir un réel impact sur le terrain seront décrites : l'insécurité, le manque de coordination des organismes humanitaires, le manque de collaboration avec les autorités locales ou encore les problématiques de financement.

Pour approfondir l'analyse, cette partie se terminera par une comparaison de la gestion des crises entre Haïti et d'autres pays, notamment avec la République dominicaine, le Chili et l'Indonésie. Cela permettra de définir les différences concernant le relèvement des pays et de tenter d'expliquer les raisons pour lesquelles la population d'Haïti vit toujours sous le seuil de pauvreté malgré l'aide mise en place.

Pour clôturer ce travail, et dans un contexte complexe comme celui d'Haïti, plusieurs solutions possibles seront recommandées.

La figure 1 représente la suite logique de ce mémoire constituée de trois parties.

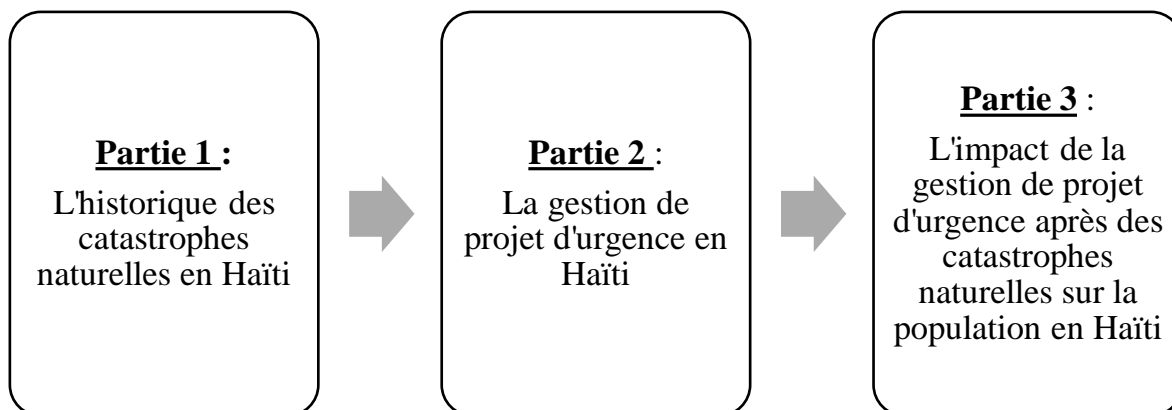


Figure 1 - Les 3 parties du mémoire

Partie 1 : L'historique des catastrophes naturelles en Haïti

1. Introduction

Dans cette partie dédiée à l'historique des catastrophes naturelles en Haïti, il est nécessaire de commencer par une section consacrée aux catastrophes naturelles en général. Dans un premier temps, nous définirons le terme de « catastrophe naturelle ». Celui-ci est important puisqu'il sera souvent utilisé tout au long de ce travail. Les différentes catégories de catastrophes naturelles seront également décrites avec comme objectif d'en comprendre les causes sous-jacentes. Par la suite, la principale cause qui engendre ces catastrophes naturelles, c'est-à-dire le réchauffement climatique, sera expliquée ainsi que ses conséquences sur les populations. L'étude de ces conséquences permettra de définir si elles sont aussi impactantes que ce qui a été décrit dans les médias.

La section suivante sera consacrée à Haïti. Pour comprendre l'impact des catastrophes naturelles sur le pays, il est nécessaire d'expliquer le contexte général, la situation politique et économique, la violence qui y règne, les conditions de vie des habitants, le climat, ainsi que les risques naturels en Haïti.

Cette partie se terminera par une description de l'historique des catastrophes naturelles en Haïti depuis 2010. À partir de cette date, six événements catastrophiques majeurs se sont enchaînés sur le pays, tels que des séismes, des épidémies, un ouragan et des tempêtes. D'ailleurs, Haïti a été reconnu comme étant le pays à avoir déploré le plus de victimes dans le monde pour cette raison (*Haïti, pays le plus meurtri par les catastrophes naturelles*, 2016).

2. Les catastrophes naturelles

2.1 Définition générale

Une catastrophe naturelle est définie comme « un événement d'origine naturelle, subi et brutal, qui provoque des bouleversements importants pouvant engendrer des grands dégâts matériels et humains » (Futura, s. d.-a).

Ces catastrophes naturelles surviennent partout dans le monde de manière imprévisible et touchent des centaines de pays chaque année. Aucune région n'est épargnée. Cependant, la gravité des conséquences diffère. Une inégalité géographique et économique existe face aux risques naturels (*catastrophes naturelles*, s. d.). Les populations des pays en développement sont les plus touchées et en subissent le plus les conséquences (*Changement climatique*, 2022). Pour justifier qu'il existe une inégalité géographique, les graphiques ci-dessous

illustrent bien cette théorie (Organisation météorologique mondiale, 2021). Ils démontrent que les pays en développement sont beaucoup plus touchés par des catastrophes naturelles et, par voie de conséquence, subissent plus de décès que dans les pays développés, ceci entre 1970 et 2021.

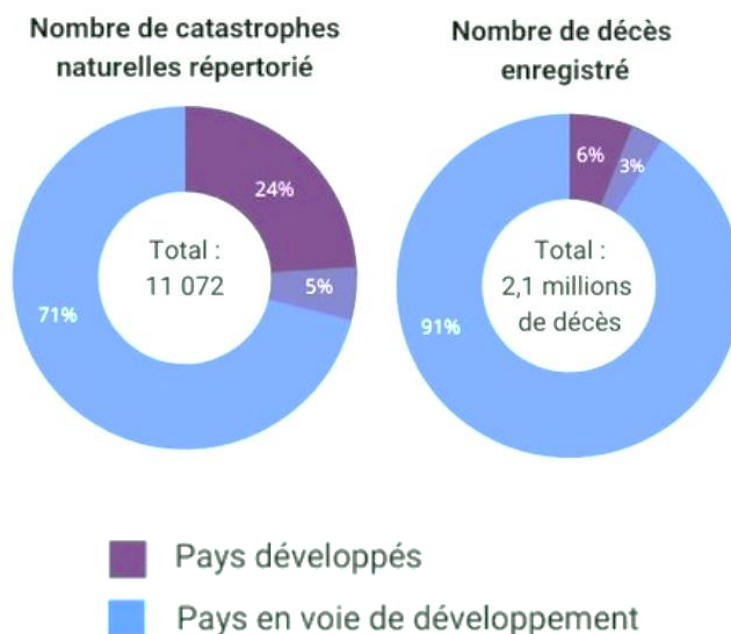


Figure 2 - Des inégalités marquées face aux catastrophes naturelles

Source : Organisation météorologique mondiale. (2021, septembre 30). *Les catastrophes naturelles ont été multipliées par cinq depuis 1970*. Novethic. <https://www.novethic.fr/actualite/infographies/isr-rse/infographie-les-catastrophes-naturelles-ont-ete-multipliees-par-cinq-depuis-1970-150194.html>

En conclusion, plus la communauté vit sous le seuil de pauvreté et plus elle est vulnérable. De plus, selon les données de la Banque mondiale, 26 millions de personnes tombent dans la pauvreté chaque année à cause d'une catastrophe naturelle (Malpass, 2021).

❖ Catégorisation des catastrophes naturelles

Il existe différentes catégories de catastrophes naturelles. La première catégorie rassemble les catastrophes géologiques. C'est un risque lié à la nature du sol. Les séismes, les tsunamis, les glissements de terrain ainsi que les éruptions volcaniques en font partie (*CATASTROPHES NATURELLES (notions de base)*, *Les grands types de catastrophes naturelles - Encyclopædia Universalis*, s. d.).

La deuxième catégorie regroupe les catastrophes climatiques. Celles-ci sont causées par des éléments du climat comme le vent, le changement de température, la pluie, etc. (Metzger,

2021). Les principales sont les inondations, les cyclones, les sécheresses ainsi que les tornades. Les catastrophes naturelles les plus fréquentes – à savoir, les inondations – ont causé en 2021, le plus de dégâts humains, avec 4000 décès (Statista, s. d.).

Enfin, il existe les catastrophes biologiques ou écologiques qui causées par des organismes comme des virus, des toxines ou des micro-organismes mettent en danger la santé des êtres humains. Les épidémies et les épizooties appartiennent à cette catégorie (*catastrophes naturelles*, s. d.).

2.2 La cause

Un des plus grands facteurs qui engendre des catastrophes naturelles dans le monde est le changement climatique. Il aggrave le nombre et l'intensité des catastrophes naturelles. Ce serait à cause du changement climatique que le nombre d'événements aurait doublé en 20 ans (*Le changement climatique, moteur du doublement des catastrophes naturelles au cours des 20 dernières années (ONU) | ONU Info*, 2020). Effectivement, l'augmentation de la température et la hausse du niveau des mers entraînent une augmentation de l'intensité, de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles (*Changement climatique*, 2022). Cette théorie a été prouvée avec l'augmentation du nombre de cyclones depuis les années 2000 à cause du changement de température de la mer. Les catégories les plus puissantes (4 et 5) des cyclones se sont vu augmenter et entraîner de graves conséquences sur les pays (Solidarité laïque, 2020).

Venant appuyer le lien entre les catastrophes naturelles et le changement climatique, une analyse scientifique réalisée par l'Organisation météorologique mondiale a conclu que la probabilité des précipitations qui créent des inondations a été accrue de 43 % à cause du changement climatique (Joy Hassol et al., 2016). Avec l'augmentation de la température, l'air chaud contient beaucoup plus d'humidité ce qui entraîne des pluies abondantes (Joy Hassol et al., 2016).

Pour conclure, comme le disent les scientifiques de l'Organisation météorologique mondiale, « Plus aucun événement n'est entièrement naturel mais il est causé par un climat qui est modifié ». Par conséquent, la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ont augmenté et continueront de s'amplifier au cours des prochaines années.

2.3 Les conséquences

Les conséquences des catastrophes naturelles sont dévastatrices. Certaines impactent directement les êtres humains tandis que d'autres n'ont des effets que dans un second temps (*catastrophes naturelles*, s. d.). Selon une étude, les conséquences peuvent se manifester jusqu'à 5 ans après les événements (*Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles*, s. d.). Les effets secondaires sont des données très complexes à

observer, car les évaluations rapides et l'aide apportée ne prennent pas en compte ces dommages indirects. Plusieurs exemples seront analysés à la fin de cette partie.

La première conséquence, ce sont les millions de victimes et blessés par an dans le monde provoqués par les catastrophes naturelles. Depuis les années 2000, 1,2 million de personnes auraient perdu la vie (*Le changement climatique, moteur du doublement des catastrophes naturelles au cours des 20 dernières années (ONU) | ONU Info*, 2020). Selon les Nations unies, depuis 2018, le nombre de victimes total sur une année aurait augmenté de 50 %. Leurs études estiment à 150 millions le nombre de personnes qui seront touchées chaque année aux environs de 2030 (ONU, 2020).

La deuxième conséquence, c'est le coût économique que les catastrophes naturelles engendrent. En 2022, elles s'élèvent à 255 milliards d'euros à travers le monde (Fournasson, s. d.). Bien évidemment, cela impacte les systèmes économiques et politiques des différents pays avec des effets négatifs sur le taux de croissance du produit intérieur brut, sur la balance commerciale, sur le tourisme, sur le niveau de l'endettement, sur le niveau de l'emploi, sur les revenus des ménages et finalement sur les finances publiques (*Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles*, s. d.).

Ensuite, ces catastrophes naturelles limitent l'accès aux ressources nécessaires et impactent directement la population. Les habitations, les bâtiments, les infrastructures, les voies de communication ainsi que les lignes électriques sont affectés. L'eau potable peut être contaminée, les cultures et les stocks alimentaires peuvent être détruits. Dès lors, de graves problèmes de santé peuvent faire surface comme des épidémies, des pneumonies ou d'autres pathologies (UNICEF, s. d.-a).

Finalement, les catastrophes naturelles créent aussi des effets secondaires sur la population, ce qui veut dire qu'elles dégradent le niveau de vie des citoyens. Parmi les conséquences communes, citons la difficulté d'avoir accès à des sources d'approvisionnement, la perte d'emploi, la réduction des revenus et l'impossibilité pour certains enfants de se rendre à l'école (*Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles*, s. d.). Bien évidemment, tout cela influe sur la santé physique et psychologique des habitants.

2.4 Conclusion

Ce chapitre a permis d'en apprendre plus sur les catastrophes naturelles en général. Ce qu'il faut retenir, c'est que ces événements imprévisibles causés par le réchauffement climatique provoquent de grands dégâts matériels et humains dans tous les pays. Cependant, les habitants des pays en développement subissent de plus grandes conséquences en termes de victime, de coût économique, de privation de ressources et de dégradation de leur niveau de vie.

3. Haïti

Après avoir défini les catastrophes naturelles ainsi que leurs causes et conséquences, il est intéressant de poser le contexte général en Haïti vu que c'est le pays en développement étudié. L'objectif est de comprendre la situation politique et économique, la violence qui y règne, les conditions de vie de la population, le climat, ainsi que les risques naturels. Tout cela permettra par la suite de comprendre l'impact des catastrophes naturelles sur le pays.

3.1 Contexte général

Haïti est un pays des Grandes Antilles en Amérique latine. Il est situé dans les Caraïbes avec au nord, l'Océan Atlantique et au sud, la mer des Caraïbes. Cet État représente un tiers de l'île d'Hispaniola. Les deux autres tiers sont occupés à l'est par la République dominicaine.

Le territoire haïtien est composé d'un archipel et de plusieurs îles dont La Gonâve, l'Île Cacaïque, Les Cayemites, l'Île de la Tortue et l'Île-à-Vache. Au total, Haïti a une superficie de 27 750 km² (Mérat, 2018). Ce chiffre équivaut presque à la superficie de la Belgique qui est de 30 688 km².

Haïti est l'unique territoire francophone indépendant des Caraïbes. Effectivement, le français et le créole haïtien sont les deux langues officielles du pays. Le français est le plus utilisé dans les documents officiels et dans le secteur de l'éducation. Par contre, le créole est la langue la plus parlée par les habitants, environ 90 % des Haïtiens la pratiquent au quotidien (Gomez, 2017). La langue secondaire du pays, l'espagnol, est utilisée par certains citoyens qui habitent le long de la frontière avec la République dominicaine (Gomez, 2017).



Figure 3 - Localisation de Haïti en Amérique

Source : *Haïti sur la carte du monde*. (s. d.). Récupéré de <http://www.carte-du-monde.net/pays-1446-localiser-haiti-sur-carte-du-monde.html>

La capitale d'Haïti est Port-au-Prince. Elle se trouve au sud-ouest du pays entre la mer et les collines. En 2021, la population totale se montait à 11 448 000 habitants dont 20 % vivent à la capitale (*World Bank Open Data*, 2021). Ce phénomène de macrocéphalie urbaine signifie « un développement excessif de la ville la plus peuplée d'un territoire qui va déséquilibrer la hiérarchie urbaine du pays » (Géo confluences, 2022). Effectivement, la capitale concentrait la majorité des investissements publics, les infrastructures du pays et la majorité des distributions d'aide lors de catastrophes naturelles. Tout cela a engendré un exode rural, une augmentation des bidonvilles et une crise du logement s'ajoutant au manque d'infrastructures de base (Altenor, 2021).



Figure 4 - Localiser Port-au-Prince sur une carte d'Haïti

Source : Ministère des Affaires Etrangères. (2005). *Haïti : Carte*. <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/amsudant/haiticarte.htm>

Haïti compte deux ports principaux : le port international de la capitale, Port-au-Prince et celui de Saint-Marc. Le pays recense au total 6 aéroports dont 2 internationaux.

Concernant le contexte général en Haïti, le pays est confronté à des difficultés dans son développement économique et social à cause de plusieurs problématiques comme la violence, l'insécurité, la pauvreté, l'instabilité politique, la corruption et les catastrophes naturelles (La Banque mondiale, 2022). Toutes ces problématiques seront abordées dans ce travail.

3.2 Contexte politique

Depuis de longues années, le contexte politique s'avère très instable. Le pays a subi plusieurs crises politiques en parallèle des catastrophes naturelles. Comme le travail porte sur les catastrophes naturelles depuis le séisme de 2010, seul le contexte politique à partir de 2006 sera présenté.

De 2006 à 2011, René Préval a été élu pour un second mandat. Son premier mandat a couru de 1996 à 2001 (Baron, 2017). C'est le seul président qui a terminé ses deux mandats dans toute l'histoire d'Haïti sans avoir subi de coup d'État. Cependant, en 2008, des manifestations appelées « émeutes de la faim » ont eu lieu, dues au fait que le président n'arrivait pas à gérer la crise économique du pays à ce moment-là (Baron, 2017). De plus, René Préval était au pouvoir lors du séisme de 2010 qui a causé plus de 280 000 décès (ONU, 2023a). De nouveau, de nombreux citoyens lui ont reproché son manque d'autorité et de prises de décisions face à l'impact de la catastrophe naturelle sur le pays.

Entre 2011 et 2016, c'est Michel Martelly qui lui succéda en tant que président de la République. Durant son mandat, la corruption a été visible et le scandale Petro Caribe l'a prouvé. De l'argent venant de l'aide économique du Venezuela destiné à améliorer les services publics d'Haïti aurait été détourné par des hommes politiques (Thomas, 2020). Le montant de l'exaction s'élevait à 3,8 milliards de dollars (Lemoine, 2019). À la fin du mandat de Martelly, un gouvernement provisoire s'est mis en place pendant un an à cause de l'ouragan Matthew (Lemoine, 2019).

À partir de 2017 et jusqu'en 2021, Jovenel Moïse a été élu président du pays. Tout au long de ces années, de nombreuses manifestations contre le gouvernement concernent le salaire minimum de certaines entreprises du textile, l'augmentation du prix du carburant et la corruption des hommes politiques (Lemoine, 2019). Dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021, le président Jovenel Moïse a été assassiné (FRANCE 24, 2022). Cet événement a aggravé la crise politique du pays. Peu après, c'est le Premier ministre Ariel Henry qui a repris la direction du pays en étant désigné. Cependant, les Haïtiens remettent en cause sa légitimité (Charpentier, 2023).

De 2016 à aujourd'hui, il n'y a plus eu d'élections en Haïti. Ce qui veut dire qu'à ce jour, un gouvernement a été désigné, mais n'a pas été élu. De plus, il n'y a plus aucun parlement, aucun député, aucune autorité locale et nationale et plus aucun sénateur (Charpentier, 2023). Pour résumer, depuis le 9 janvier 2023, il n'y a plus aucun élu politique en fonction puisque les mandats ont expiré. À l'heure actuelle, ce sont les gangs armés qui détiennent le pouvoir dans plusieurs parties du territoire (Frayse & Thomas, 2023). Ce qu'il faut observer, c'est que certains hommes politiques collaborent avec eux et sont également impliqués depuis des années dans des trafics de drogue et des réseaux criminels (Thomas, 2023a). Certains d'entre eux, dont l'ancien président du Sénat, Joseph Lambert, ont été condamnés par le Canada et les États-Unis pour ces faits. Au niveau international, des sanctions ont également été mises en place contre ceux qui soutiennent ces bandes armées (Thomas, 2023a).

Selon Frédéric Thomas, docteur en sciences politiques au CETRI, il n'y aura pas d'élection cette année ni l'année prochaine. La solution pour relever le pays, d'après lui, serait l'accord Montana signé le 30 août 2021 qui réunit des organisations sociales, des syndicats, des églises et des mouvements paysans. Cet accord veut une rupture du lien entre la classe

politique et les bandes armées. De ce fait, cela permettrait au pays de réaliser des élections libres et de rétablir l'ordre républicain en élisant un Président et un Premier ministre. Cette transition durerait 2 ans, le temps de reconstruire l'État haïtien. Ainsi, les institutions publiques comme la police pourraient récupérer du pouvoir et de la crédibilité pour rétablir l'ordre dans le pays. Seulement, ces solutions sont pour le moment bloquées par le gouvernement et la diplomatie internationale (Thomas, 2023c). Depuis 2020, les organisations haïtiennes alertent le Core Group (Groupe qui est composé des États-Unis, de l'UE, de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, du Brésil, du Canada, de l'Organisation des États américains et la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies) sur la situation ainsi que sur leurs politiques qui bloquent les issues possibles. D'autres campagnes internationales, comme *Stop silence Haïti* ont été créés pour essayer d'avoir un impact (CNCD-11.11.11 et al., 2023).

Face à la situation avec les gangs qui fonctionnent sous un « régime de terreur et de violence », début juillet 2023, le ministère des Affaires étrangères d'Haïti a relancé un appel auprès du Conseil de sécurité pour demander le déploiement de l'aide internationale. Malgré les appels, depuis le mois d'octobre 2022, aucun pays n'a décidé pour l'instant d'accéder à cette demande (ONU, 2023c). Comme l'aide internationale n'est pas encore intervenue, des groupes d'autodéfense se sont rebellés partout sur le territoire haïtien et ont causé 264 meurtres d'hommes appartenant à des gangs (FRANCE 24, 2023).

En conclusion, les Haïtiens manquaient déjà de confiance envers les dirigeants politiques avant les catastrophes naturelles, mais depuis lors, ce manque de confiance s'est aggravé. Comme le dit un jeune Haïtien : « Les dirigeants sont incompetents, corrompus, malhonnêtes et indignes » (Jabouin, 2021). L'enquête de France 24 vient appuyer ce point de vue. Selon les témoignages recueillis, l'État et les autorités locales sont vus comme passifs, instables et sans réaction face aux drames que le pays subit depuis plusieurs années (FRANCE 24, 2022).

3.3 Contexte économique

Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde et l'économie continue de s'effondrer en raison des crises politiques, de la corruption, des crises sanitaires et sociales ainsi que des catastrophes naturelles.

Pour mieux comprendre le contexte économique du pays, il est important d'expliquer les antécédents concernant la dette haïtienne. Jusqu'à la période anticoloniale et antiesclavagiste, Haïti était une colonie riche, puis elle a décidé de réclamer son indépendance. Le 1er janvier 2004 a marqué les 200 ans de cette décision (CADTM France, 2003). Pour accepter ce tournant, la France a exigé d'Haïti une dette d'indépendance. Celle-ci représente à peu près 150 millions de francs-or, ce qui est une somme colossale pour le pays (CADTM France, 2003). La croissance de toutes les richesses du pays comme le café est dédiée au remboursement de la dette. Malgré les sommes récoltées, celles-ci sont insuffisantes. Le pays a donc recours à des emprunts auprès d'institutions multilatérales comme le FMI, la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement pour pouvoir rembourser (CADTM France, 2003). De plus, en échange de ces emprunts, le pays

doit accepter des accords économiques très contraignants. Dès lors, avec cette indépendance, Haïti se retrouve dans une spirale d'endettement.

Durant toutes ces années, l'économie haïtienne a été faible et a rencontré de nombreuses difficultés. Selon les données de la Banque mondiale, la croissance du PIB a toujours été lente avec en moyenne 1,6 % par an (Groupe de la Banque mondiale, 2022). Le PIB d'Haïti était de 1 700 USD par habitant en 2022. En termes de comparaison, le PIB du pays est 5 fois plus bas que celui de la République dominicaine, son pays voisin qui subit les mêmes problématiques concernant les catastrophes naturelles (Agence de Développement économique, 2022). Cette année marque la quatrième année consécutive de la chute du PIB réel du pays en négatif (Groupe de la Banque mondiale, 2022). Ceci est causé par la réduction des activités commerciales, du départ de nombreuses entreprises, ainsi que par la diminution des investissements. Deux raisons à cela : l'instabilité politique qui règne en Haïti et les catastrophes naturelles. La première représente un obstacle pour les entreprises, comme le démontre le graphique ci-dessous, qui permet la comparaison avec la République dominicaine. En Haïti, l'influence négative de la politique sur les entreprises du pays est de 84,4 % contrairement à la République dominicaine où elle s'élève seulement à 9 %.

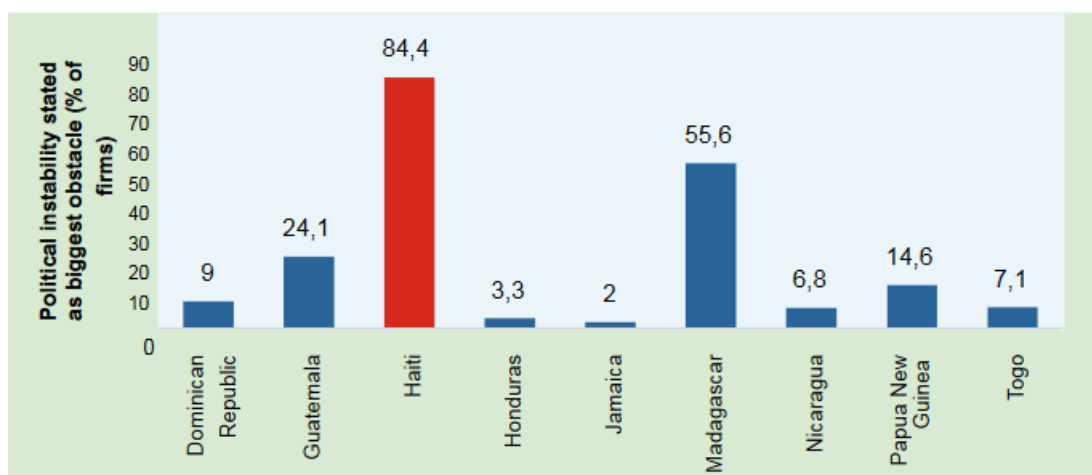


Figure 5 - Instabilité politique, le plus grand obstacle pour les entreprises en Haïti

Source : Ministère de la planification et de la coopération externe d'Haïti. (2021). *Evaluation post-désastre en Haïti*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_emp/documents/publication/wcms_831133.pdf

Selon la Banque mondiale, la croissance économique du pays ne s'améliorera pas dans les prochaines années vu la faiblesse des institutions, les infrastructures déficientes, un capital humain limité, des marchés financiers sous-développés, un environnement commercial défaillant ainsi qu'une insécurité liée à la violence (Groupe de la Banque mondiale, 2022).

3.4 Violence

Depuis des années, des gangs armés sont présents en Haïti. Or, depuis la crise économique, sociale et politique, ils sont en forte augmentation. Fin 2022, environ 150 gangs étaient comptabilisés dans le pays. Ces groupes armés ont décidé de faire régner leur loi (FRANCE 24, 2022). Ils se trouvent majoritairement dans la capitale, à Port-au-Prince.

Selon les Nations unies, les groupes armés contrôleraient 80% de la zone (Thomas, 2023c). Ils ont pris le pouvoir face à un État impuissant. Leur objectif est d'utiliser la violence et les enlèvements pour se faire entendre. Effectivement, entre janvier et septembre 2022, plus de 755 enlèvements ont eu lieu (FRANCE 24, 2022). Grâce aux rançons réclamées, les gangs s'achètent des armes provenant illégalement des États-Unis et ainsi ils peuvent prendre davantage de pouvoir sur le territoire (FRANCE 24, 2022). En résumé, les gangs frappent et tuent les habitants, pillent les maisons, incendient les voitures et volent (Thomas, 2023b). En 2022, plus de 2100 meurtres ont été commis par les bandes armées (Frayse & Thomas, 2023).

En outre, de nombreuses coalitions s'organisent entre les gangs, leur permettant d'asseoir leur pouvoir sur le plus de territoire possible. Les habitants en Haïti sont les premières victimes. Personne n'est épargné, que ce soient les enfants, les femmes, les hommes ou les personnes âgées. Certains habitants témoignent de leur peur d'être blessés ou de mourir (Thomas, 2023b). Ces violences ont plusieurs conséquences : de nombreux blessés, des déplacements de population et des pénuries de nourriture et de carburant, puisque les gangs bloquent l'accès aux routes (FRANCE 24, 2022). Depuis 2020, plus de 19 000 personnes ont quitté leurs habitations et la moitié s'est rendue dans des bidonvilles de Port-au-Prince (Arte, 2022).

Ainsi, l'insécurité présente dans le pays vient s'ajouter à un contexte économique et politique compliqué. Malheureusement, l'espoir que l'aide internationale intervienne pour lutter contre les gangs disparaît de jour en jour. Le Canada et les États-Unis refusent d'envoyer leurs forces armées dans le pays. La police haïtienne, le seul organe institutionnel qui continue à fonctionner, est à ce jour seul à agir pour essayer de rétablir la sécurité. Cependant, l'aide est dérisoire, puisque selon l'ONU, il y aurait 1,06 policier pour 1000 habitants (Jacot, 2023). De plus, comme expliqué dans le contexte politique, les groupes d'autodéfense qui se rebellent viennent ajouter une complexité dans la gestion de cette violence. Bien évidemment, dans ces conditions, il est difficile d'obtenir un changement favorable aux habitants.

3.5 Conditions de vie des Haïtiens

Haïti est le pays le plus pauvre de l'Amérique latine. Près de 60 % de la population, soit 6 millions d'Haïtiens, vit sous le seuil de pauvreté avec 2,41 USD par jour et 2,5 millions vivent avec moins de 1,23 USD par jour (*Réduction de la pauvreté | Programme De Développement Des Nations Unies*, s. d.). Cette pauvreté est causée par divers facteurs économiques, politiques et sociaux. Elle est plus marquée dans les zones rurales à cause des conditions défavorables du milieu agricole (La Banque mondiale, 2022). Une autre donnée

peut souligner cette pauvreté : en 2021, 2,2 millions d'enfants et d'adolescents avaient un besoin urgent de recevoir une assistance humanitaire (O.J.H, 2023).

En 2022, 4,9 millions de personnes nécessitaient une aide d'urgence et étaient dans le besoin, dont 57 % sont des femmes et des filles (OCHA, 2023). Le terme « être dans le besoin » signifie « qu'une personne est dans une situation intolérable du fait que les choses essentielles à la vie lui manquent » (CNRTL, s. d.). Les secteurs les plus en difficulté sont l'habitation, la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation. La carte, ci-dessous montre où se situent les personnes les plus en demande. Effectivement, c'est dans la zone de la capitale, Port-au-Prince, que le nombre est le plus élevé. Notamment à cause des différentes catastrophes naturelles qui ont eu lieu dans cette zone comme le séisme de 2010, les épidémies de choléra et la tempête tropicale Isaac, ainsi qu'à cause de l'exode rural que ces catastrophes naturelles ont engendré.

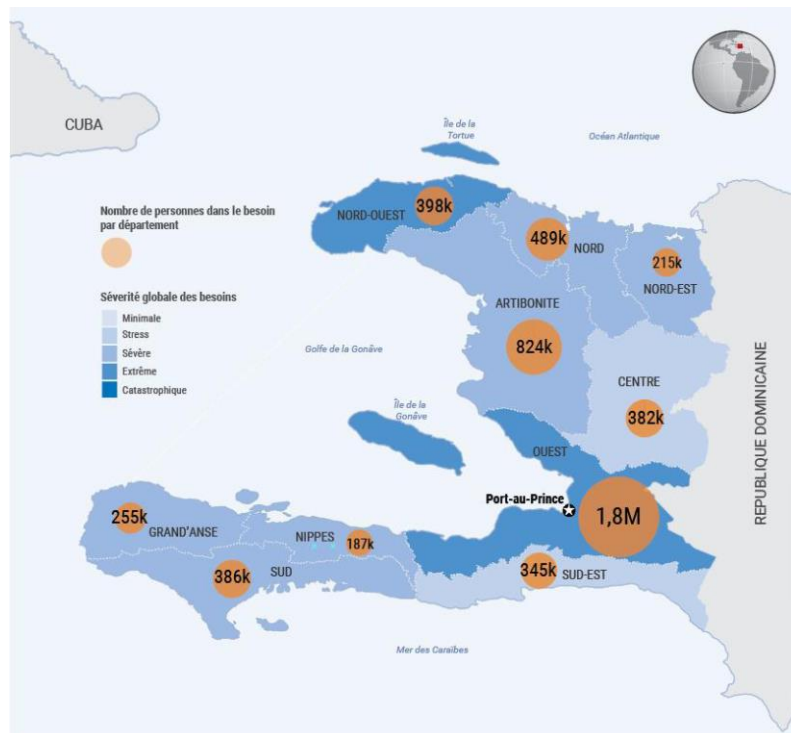


Figure 6 - Nombre de personnes dans le besoin par département

Source : OCHA. (2023). *Aperçu des besoins humanitaires Haïti*. file:///C:/Users/Isaco/Downloads/HAITI_HNO-2023_FINAL.pdf

Concernant la démographie d'Haïti, en 61 ans, la population totale est passée de 3,87 millions à 11,45 millions d'habitants. La croissance est de 196,1 % (*Croissance de la population en Haïti, 2022*). Comme le montre la pyramide des âges ci-dessous, la grande majorité de la population est âgée de moins de 25 ans, soit 54 % (UNICEF, 2019). Effectivement, l'âge moyen en Haïti s'élève à 24,10 ans (*Croissance de la population en Haïti, 2022*). La pyramide montre également le faible pourcentage de personnes âgées.

Seulement 4,5 % de la population a plus de 65 ans. Les données de la Banque mondiale peuvent le confirmer, qui calculent l'espérance de vie à 60 ans en 2021 (Banque mondiale, 2021a).

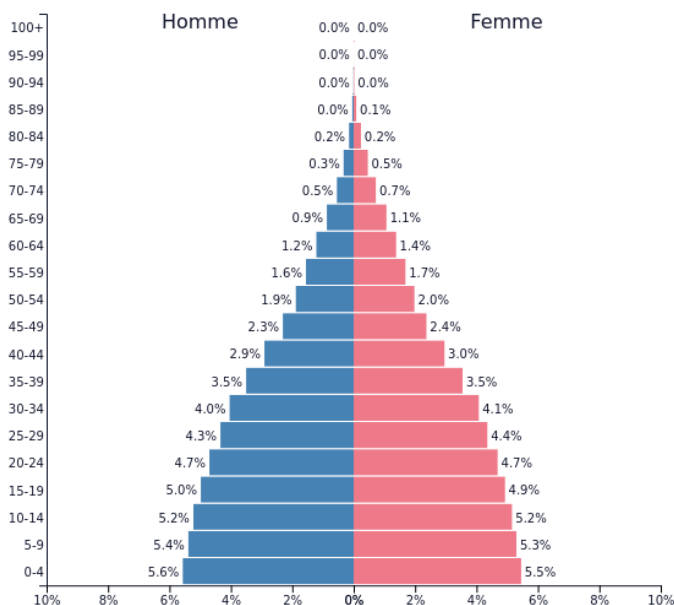


Figure 7 - Pyramide des âges en Haïti en 2022

Source : *Population Pyramids of the World*. (2022). PopulationPyramid.Net. <https://www.populationpyramid.net/haïti/2022/>

Dans cette partie consacrée aux conditions de vie des Haïtiens, il est important de comprendre tous les facteurs qui influencent la situation actuelle dans laquelle ils vivent. Pour cela, la suite de ce travail va passer en revue chaque secteur (habitat, travail, éducation et santé) et détaillera ces spécificités dans le but de mieux comprendre le milieu et le mode de vie des citoyens.

❖ **Secteur de l'habitat :**

Le premier facteur de la pauvreté est le secteur de l'habitat. En Haïti, selon l'Institut de Statistique et d'Informatique (IHSI), il y aurait 5 types de logements. Le premier serait les habitations très précaires constituées de bâches et de tôles qu'on retrouve dans les bidonvilles. Le deuxième type serait les ajoupas, des petites maisons surélevées sur des pieux et recouvertes de feuilles ou de branchages (*Définition du mot ajoupa*, s. d.). Le troisième serait les maisons basses constituées d'un seul étage. L'avant-dernier type serait les appartements et finalement, il y aurait les maisons hautes de plusieurs étages ou villas. En Haïti, la moyenne des logements compte 2,7 pièces avec 2,1 personnes par pièce (UCLBP, 2016).

Suite au séisme de 2010 qui a frappé le pays, plus d'un million et demi de personnes se sont retrouvées sans abri (Mérineau & Viau, 2016). À partir de ce moment-là, les personnes se sont déplacées près des villes pour trouver un logement. Dès lors, les bidonvilles se sont multipliés, des camps de déplacés se sont formés, les abris temporaires en ville ont augmenté. Selon les données de la Banque mondiale (2022), 49%, soit la moitié de la population, vit dans des bidonvilles.

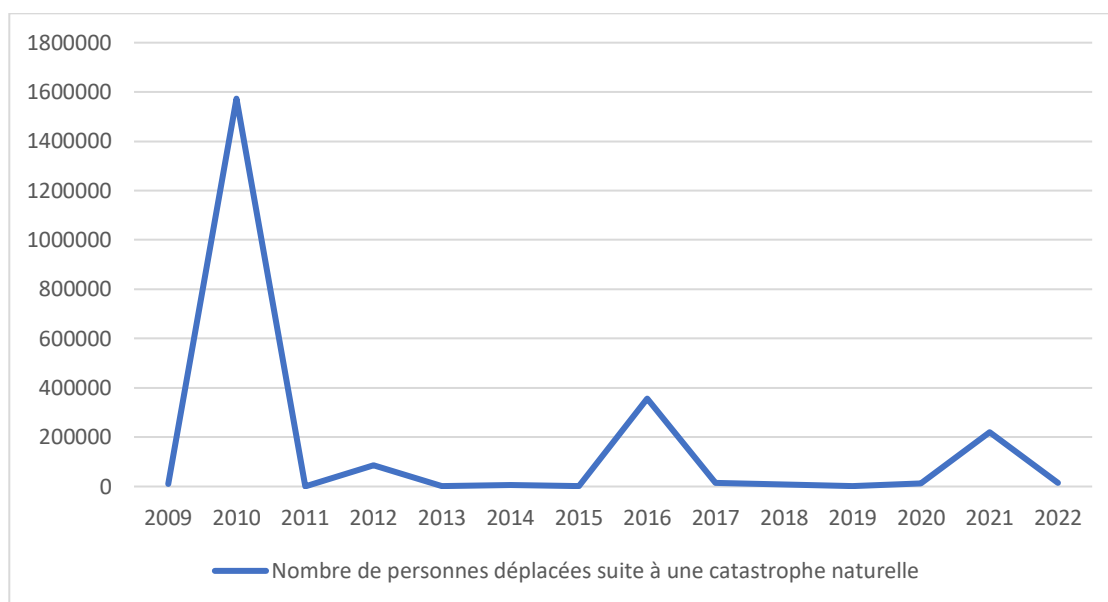


Figure 8 - Nombre de personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle

Source : Banque mondiale. (2023a). *Internally displaced persons, new displacement associated with disasters- Haïti*. World Bank Open Data. <https://data.worldbank.org>

Le graphique montre 4 grands pics de déplacements de personnes vers les villes en Haïti depuis l'année 2009 (Banque mondiale, 2023a). Ceux-ci représentent le séisme de 2010, la tempête Isaac en 2012, l'ouragan Matthew en 2016 et le séisme de 2021. Grâce à cette courbe, nous pouvons observer une corrélation entre le nombre de personnes déplacées et les catastrophes naturelles.

Le secteur du logement ne semble n'avoir jamais été une priorité pour les pouvoirs publics et de ce fait, la situation s'est dégradée au fil des années (Mérineau & Viau, 2016). Cette détérioration s'est également accentuée avec les catastrophes naturelles qui ont frappé le pays. Face à ces situations, les populations ont dû trouver des solutions pour avoir un lieu où abriter leur famille. L'aide internationale est également intervenue et a installé les T-Shelter, des abris transitoires près des villes, constitués de matériaux non réutilisables comme des bâches et des tôles (Mérineau & Viau, 2016). Ce logement était prévu pour être une solution à court terme. Cependant, 13 ans après, une partie de la population continue à y vivre. Ces nombreux camps en ville avec des logements précaires sont organisés et accueillent des centaines, voire des milliers de personnes (UCLBP, 2016). Ils sont souvent

construits sur des terrains à risques, c'est-à-dire où de fortes probabilités existent que des glissements de terrain ou des inondations surviennent. Les conditions de vie sur place y sont très difficiles (Les docus, 2018). Effectivement, les rues et les maisons sont insalubres. De plus, il n'y a aucun accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité et à l'hygiène (André, 2021). Il y a une moyenne de 82 personnes pour une latrine (Amnesty International, 2015). Dans les camps, certains enfants aident leurs parents dans les tâches quotidiennes, comme faire à manger ou laver les vêtements puisqu'ils n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. De plus, ils ne peuvent pas sortir des camps pour des raisons de sécurité (Arte, 2022).

En raison de la violence qui règne dans les rues du pays, énormément de familles se déplacent vers les camps de la capitale ou bien se rassemblent dans des maisons pour se sentir en sécurité. Dans les villes, certaines pièces de ces maisons réunissent entre 6 et 10 familles. Les habitants sont obligés de dormir à même le sol. En plus du manque de place et des conditions sanitaires défavorables, ces maisons ne respectent pas les normes sismiques (Arte, 2022).

❖ **Secteur du travail :**

En Haïti, 66 % des habitants sont sur le marché de l'emploi (Banque mondiale, 2023b). Nombre de ces travailleurs reçoivent des revenus insuffisants sous le seuil légal qui est de 70 gourdes (monnaie locale) par jour (Banque mondiale, 2023b). 80% de l'emploi du pays viendrait du secteur informel (Pierre, 2022). Dans le secteur formel, l'agriculture représente un pourcentage important, devant l'industrie et les services. Parmi les travailleurs, 20 % d'entre eux cumuleraient deux emplois pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille (Jorès Mérat, 2019).

Selon l'Observatoire de la jeunesse haïtienne, le chômage affecte en moyenne 40% des habitants, en majorité les jeunes (O.J.H, 2021). Ce pourcentage démontre l'exposition importante de la population à la pauvreté à cause du manque d'emploi dans le pays. Cette problématique est accentuée par l'exode rural qui entraîne une saturation du marché de l'emploi en ville. De plus, l'État n'offre aucune possibilité d'aide aux jeunes pour trouver un poste (Bureau international du Travail, 2014).

❖ **Secteur de l'éducation :**

En Haïti, il existe environ 19500 écoles fondamentales et secondaires. La majorité de celles-ci sont privées, soit 83 % (Veitl, 2020). En plus, du matériel scolaire et des transports que les parents payent, ces écoles demandent une compensation financière pour s'inscrire et assister aux cours. Faute de moyens, 34 à 40 % des enfants n'ont pas accès à l'école (Veitl, 2020).

Dans les écoles, les cours sont majoritairement donnés dans des bâtiments inadaptés. En effet, il y a très peu d'infrastructures de base. Seules 50% des écoles ont un accès à l'eau, 53% ont accès à des latrines et seulement 25% ont accès à de l'électricité (Jabouin, 2021).

De plus, les revêtements des établissements ne sont pas les mêmes en milieu urbain et en milieu rural. Certaines écoles ont des toits composés de tôles et de paille en milieu rural contrairement aux écoles urbaines qui sont coiffées d'un toit en béton (Veitl, 2020). Face à des catastrophes naturelles, les écoles dans les villages sont plus facilement détruites. 35% de celles-ci ont été impactées durant les 15 dernières années et par conséquent, les enfants ne savent plus s'y rendre (Jabouin, 2021).

À l'école primaire, le taux de scolarisation est de 68% pour les enfants issus de familles défavorisées et de 92 % pour ceux de familles plus riches (UNICEF, 2017). Le système scolaire est inégalitaire puisque les enfants des familles aisées ont accès à des écoles privées offrant un système éducatif de qualité contrairement aux familles défavorisées qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans de tels établissements (Lespinasse, 2020).

Avant la fin du deuxième cycle, en moyenne, 40 % des enfants abandonnent le système éducatif (UNESCO, 2020). Plusieurs causes peuvent expliquer ces abandons comme la fermeture des écoles lors de certains événements dont les catastrophes naturelles, le faible niveau de formation des enseignants, les classes surchargées, le manque d'équipement, l'absence de cantine ainsi que les élèves sur-âgés (UNESCO, 2020). Selon l'Unicef (2019), le terme « sur-âgés » se définit comme un phénomène que l'on retrouve dans des contextes précaires où un élève dépasse d'au moins deux ans l'âge scolaire de sa classe.

En effet, un peu moins de 3 % du budget haïtien est attribué à l'éducation. Ce pourcentage est insuffisant pour apporter un enseignement de qualité aux enfants du pays (Paroles et Actions, 2022).

❖ **Secteur de la santé :**

Les besoins en soins de santé ont toujours été présents en Haïti, mais ils ont été décuplés ces dernières années, notamment à cause des catastrophes naturelles, de la violence endémique et de l'épidémie de choléra qui persiste. Les mauvaises conditions de vie des Haïtiens ont également un impact sur leur santé physique et psychologique. Effectivement, en Haïti, l'accès aux services de nutrition, de santé, d'eau et d'assainissement est très réduit.

Par conséquent, en 2022, 1 enfant sur 5 est atteint de malnutrition aiguë (UNICEF, 2022). Cette maladie survient lorsque l'apport en nourriture est insuffisant (Action contre la faim, s. d.). Elle entraîne un ralentissement du métabolisme et une diminution du fonctionnement du système immunitaire. Or, le corps d'un enfant a besoin de nutriments et d'énergie pour se développer.

Une étude sur l'insécurité alimentaire réalisée par le bureau de la coordination des affaires humanitaires confirme le manque d'apport alimentaire. En 2022, 4,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. (OCHA, 2022b) Comme la carte ci-dessous le montre, tous les départements du pays sont en situation de crise dont trois en situation d'urgence.

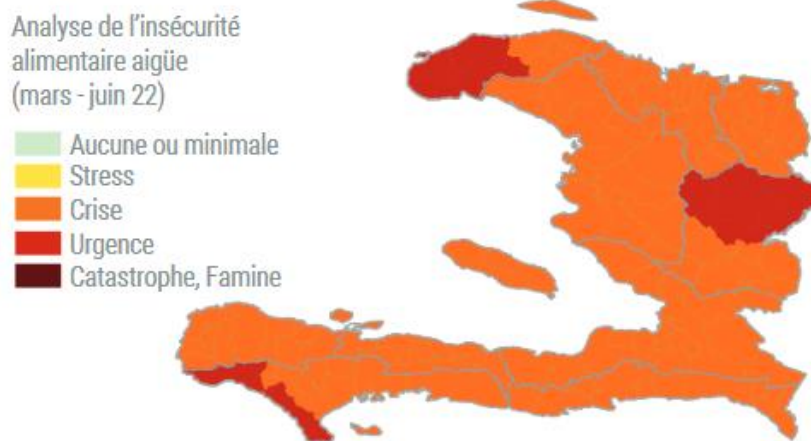


Figure 9 - L'insécurité alimentaire en Haïti

Source : OCHA. (2022b, mai 5). *Aperçu humanitaire en Haïti*. <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-202200505.pdf>

À titre de comparaison, en 2017, 1,3 million d'habitants étaient en insécurité alimentaire. Ce qui veut dire que le nombre d'habitants touchés a été multiplié par 3,5 durant les 5 dernières années (OCHA, 2022b).

En outre, Haïti ne possède pas d'infrastructure opérationnelle pour l'eau et pour l'assainissement. Selon le rapport de CARE, plus de 4 millions de personnes, soit presque 1 personne sur 3 n'ont pas accès à de l'eau potable et 7 millions, soit plus de 6 personnes sur 10 n'ont pas accès à des toilettes (CARE, 2015). C'est le cas dans de nombreux camps. Par conséquent, les maladies, telles que le choléra augmentent et entraînent de nombreux décès.

Dans le contexte des catastrophes naturelles, des crises politiques et économiques et des violences, les infrastructures médicales peinent à assurer les soins de santé des habitants. Elles doivent composer avec des pénuries de personnel, d'équipements, de médicaments et de sang pour les perfusions. Sur la base des normes recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le pays devrait avoir un lit d'hôpital pour 1000 citoyens. Or, en 2021, Haïti comptait 0,6 lit pour 1000 habitants dans la plupart des régions et 0,3 lit pour 1000 habitants dans deux régions. Les soins de santé sont loin d'atteindre les normes souhaitées (Henrys, 2022). C'est le même cas pour le personnel médical : le ratio pour 10 000 habitants était de 25 personnes, englobant les médecins, les infirmières et les sages-femmes. En Haïti, en 2021, le ratio moyen était de 7,66 et 5 régions variaient entre 3,66 et 4,64 employés (Henrys, 2022). Ces statistiques démontrent le manque de personnel soignant.

De plus, l'accès aux services est restreint par la violence entretenue par les gangs et la pénurie de carburant. Que ce soit le personnel ou les patients, certains n'ont pas la possibilité

d'atteindre les centres de santé ou les hôpitaux à cause du danger. Le même problème se pose pour les ambulances qui sont bloquées par les barrages des gangs. En raison des problèmes d'accès, l'approvisionnement en médicaments est également impacté (Médecins du Monde, 2022). Ces problématiques entraînent de graves conséquences sur la santé de la population.

En conclusion, la plupart des habitants luttent physiquement et mentalement pour survivre face à la pauvreté (La Banque mondiale, 2022).

3.6 Enjeux naturels

Vu que cette partie concerne le contexte du pays, il est intéressant de décrire les enjeux naturels d'Haïti pour pouvoir mieux comprendre les raisons de la survenue de catastrophes naturelles sur le territoire.

❖ Climat

Haïti est un pays au climat tropical, ce qui veut dire que tout au long de l'année, les températures sont élevées, avec un minimum de 18 degrés Celsius. La moyenne annuelle varie entre 25°C et 30°C (*Milieu naturel: le Climat d'Haïti*, 2023). Deux saisons se succèdent : la saison sèche, du mois de novembre au mois de mars et la saison des pluies, du mois d'avril au mois d'octobre. Cette dernière est celle où il y a le plus de risques d'ouragans, auxquels s'ajoutent généralement des vents violents et des inondations. Ceci sera expliqué dans la partie consacrée aux risques naturels.

❖ Milieu naturel

Le pays s'étend sur 27 750 km² et est formé de chaînons montagneux, de forêts et de terres agricoles (Larousse, 2023b). Cependant, comme les Haïtiens utilisent du bois et du charbon de bois comme source d'énergie, le pays subit une importante déforestation, c'est-à-dire une destruction massive de la végétation. Comme démontré sur le graphique ci-dessous, au fil des années, la surface forestière en Haïti diminue. Elle est passée de 13,7 % à 12,6 %.

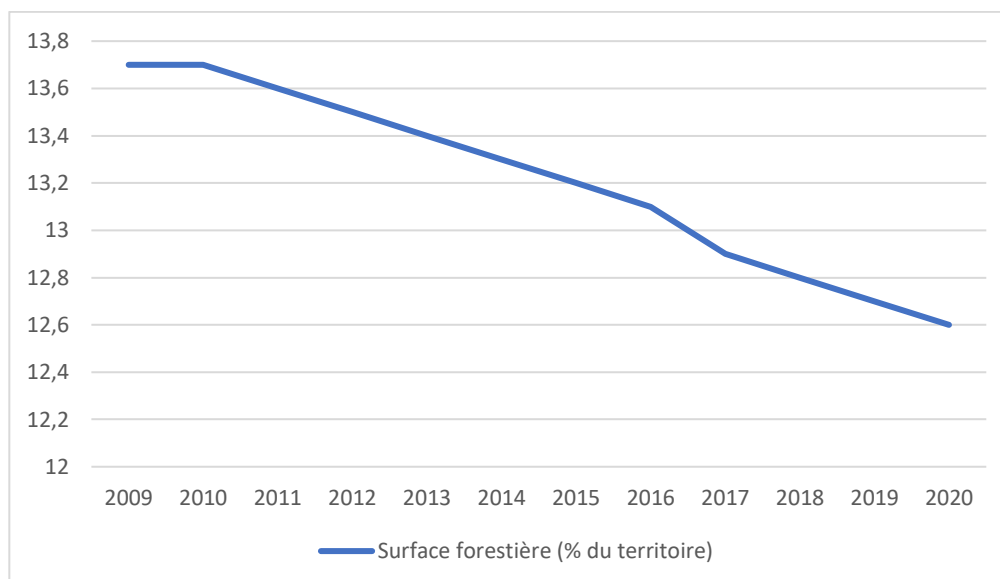


Figure 10 - Surface forestière (% du territoire) en Haïti

Source : Banque mondiale. (2021b). *Surface forestière (% du territoire)—Haïti | Data*. Banque mondiale.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.FRST.ZS?locations=HT&start=2009>

Deux conséquences sont observées face à cette déforestation : l'érosion du sol et des glissements de terrain (ministère des Travaux publics, Transports et Communications, 2020). Effectivement, en cas de fortes pluies, l'eau n'est plus absorbée ou freinée par la nature, ce qui entraîne des éboulements le long des pentes. Les conséquences des fortes pluies sur les habitations et la population en sont donc aggravées. Une comparaison de la surface forestière sera réalisée entre la République dominicaine et Haïti à la fin de ce travail. L'objectif sera d'analyser les différences d'impacts entre ces deux pays voisins.

À ce jour, l'économie du pays repose sur l'agriculture. En Haïti, les fruits et les légumes poussent toute l'année. D'ailleurs, le pays est l'un des principaux producteurs de mangues de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Beaucoup de produits sont destinés à l'exportation, comme le cacao, les huiles essentielles, les fruits et le café (Consulat général d'Haïti, s. d.) Cependant, face au changement climatique, l'agriculture est très vulnérable.

❖ Risques naturels

Avant d'expliquer les risques naturels en Haïti, il est important de mieux comprendre le concept en définissant la notion de risque. Un risque se définit comme « le rapport entre l'aléa, la probabilité qu'un événement survienne et la vulnérabilité des biens et des personnes pour un site donné » (Garcia & Trabaud, 2014).

Haïti est un pays très exposé aux risques naturels et qui est régulièrement touché par des catastrophes naturelles. Le pays vit sous la menace de 3 grandes familles de risques : des risques quotidiens, des risques fréquents et des risques occasionnels. Par conséquent, c'est le pays qui a enregistré le plus grand nombre de personnes décédées à cause des catastrophes naturelles dans le monde (Garcia & Trabaud, 2014).

- **Des risques quotidiens**

Cette première catégorie regroupe l'insécurité qui règne dans le pays à cause de la prise du pouvoir par les gangs. Comme expliqué auparavant, des hommes armés frappent et tuent les habitants, pillent les maisons, incendient les voitures et organisent des enlèvements.

Dans cette catégorie, il y a également le climat tropical qui engendre de fortes chaleurs et de l'humidité ainsi que les risques de maladies causés par l'insalubrité et le manque de soins (Garcia & Trabaud, 2014)

- **Des risques fréquents, connus et récurrents**

Il s'agit ici du risque de cyclones, d'inondations et d'épidémies (Garcia & Trabaud, 2014).

En effet, l'île se trouve sur la ligne des cyclones tropicaux qui se forment dans l'océan Atlantique. Le terme « cyclone tropical » ou bien « ouragan » recouvre les tempêtes constituées de vents violents soufflant à plus de 119 km/h (Decrouy, 2021). Par conséquent, en raison de sa position géographique, le pays est touché par des tsunamis, des inondations et des glissements de terrain (*Haiti*, s. d.).

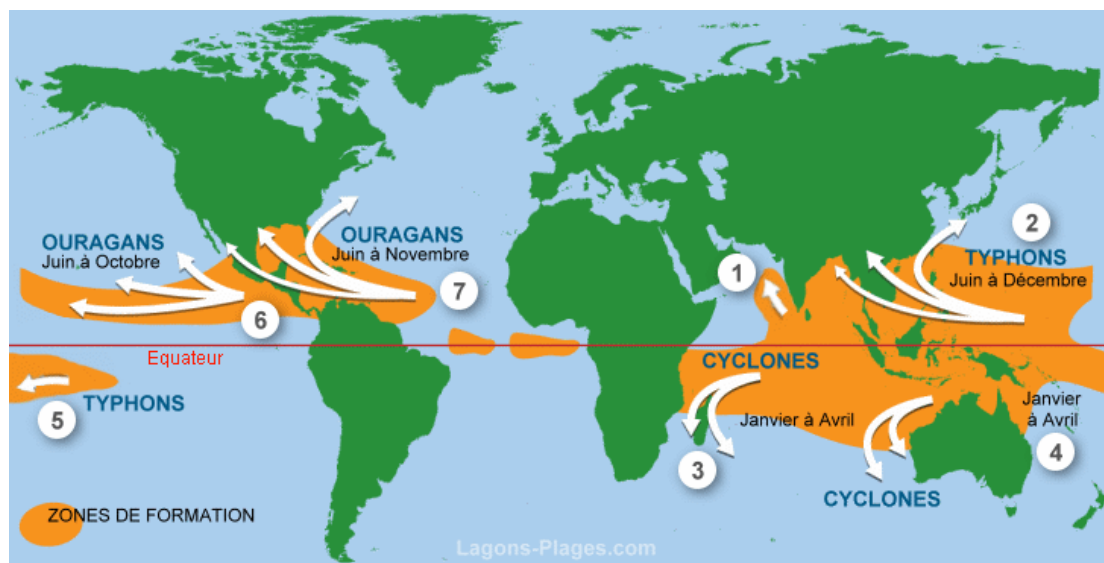


Figure 11 - Carte mondiale de formation des cyclones, ouragans, typhons

Source : *Cyclones de l'océan Indien, Ouragans de l'Atlantique et Typhons du Pacifique*. (s. d.). Consulté 8 juin 2023, à l'adresse <https://www.lagons-plages.com/cyclones-typhons-ouragans-tropicaux.php>

Par contre, l'impact en zone urbaine et en zone rurale diffère. Les graphiques ci-dessous montrent que la population des zones urbaines est la plus touchée par les inondations et les ouragans.

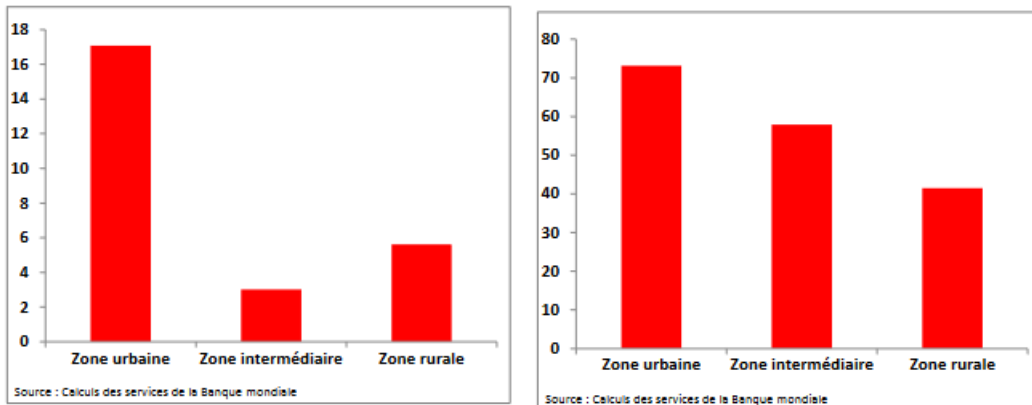


Figure 12 - Population haïtienne exposée aux inondations (graphique de gauche) et aux ouragans (graphique de droite)

Source : Ministère de l'Economie et des finances. (2016). *Evaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction.*

Des risques occasionnels, exceptionnels

Ce dernier groupe comprend les risques sismiques (Garcia & Trabaud, 2014).

Effectivement, Haïti est situé sur la plaque caraïbes entre 4 autres plaques tectoniques, ce qui rend le pays très vulnérable aux tremblements de terre. La lithosphère terrestre est composée de 15 plaques majeures et 40 plaques mineures qui se déplacent. Les deux plaques tectoniques en Haïti représentées sur la carte ci-dessous se déplacent à une vitesse de 2 centimètres par an (Lacassin et al., 2013). Lors de ces déplacements, les plaques peuvent créer différents mouvements entre elles comme s'écarter l'une de l'autre, entrer en collision ou bien passer l'une sous l'autre (Futura, s. d.). Ce sont ces mouvements qui ont entraîné les séismes ayant touché régulièrement le pays durant ces derniers siècles.

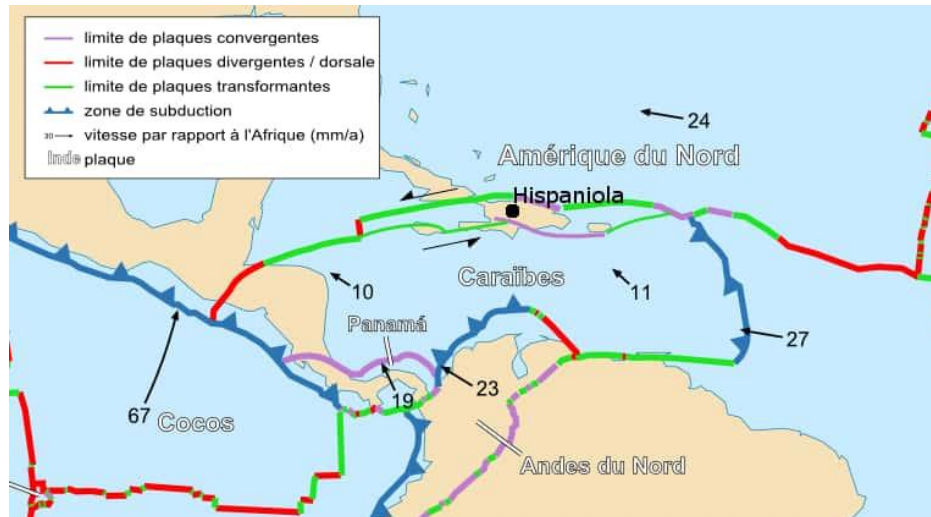


Figure 13 - Mouvements tectoniques de la plaque Caraïbe

Source : Rattinacannou, J.-E. (2011, juillet 21). *Haïti, formée sur un grumeau du Gondwana !* Futura. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/geologie-haiti-formee-grumeau-gondwana-31482/>

En conclusion, tous ces risques naturels entraînent de graves conséquences humaines et économiques sur le pays, puisque plus de 96 % de la population haïtienne y est exposée (La Banque mondiale, 2022). Selon l'indice de Maple Croft - l'indice de vulnérabilité en termes de catastrophes naturelles -, Haïti fait partie des trois pays les plus vulnérables face au réchauffement climatique (Banque mondiale, s. d.). Haïti, victime des changements climatiques, verra prochainement une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles.

4. Les catastrophes naturelles en Haïti

4.1 Historique des catastrophes naturelles en Haïti

Comme expliqué dans la section précédente, Haïti est un pays vulnérable face aux catastrophes naturelles. Effectivement, le pays a été impacté par divers événements durant des décennies. Comme schématisé sur le graphique ci-dessous, 6 événements ont eu lieu durant les 13 dernières années : le séisme de 2010, la tempête tropicale Isaac, l'épidémie de choléra, l'ouragan Matthew, le séisme de 2021 et la tempête Grace.

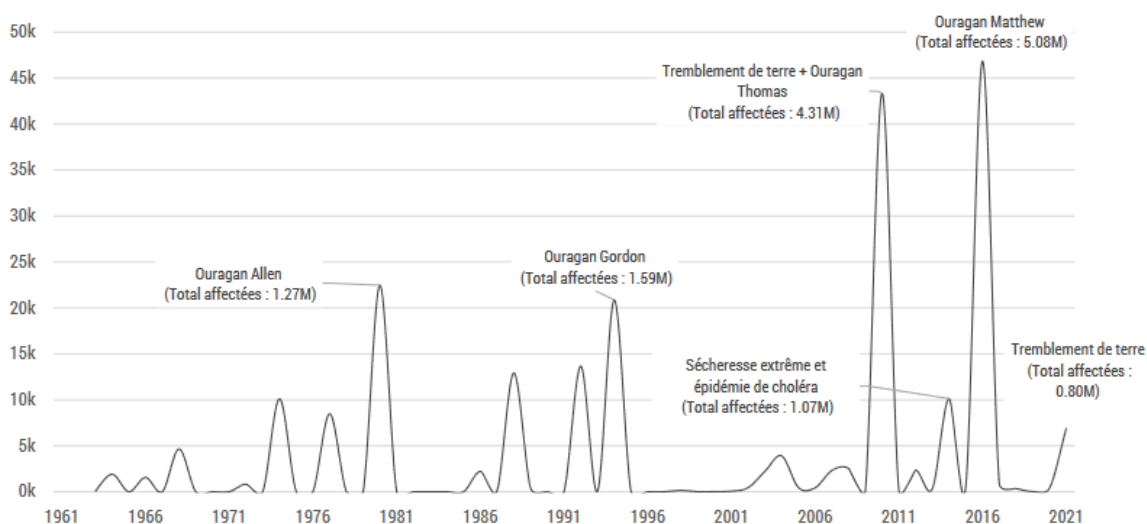


Figure 14 - Nombre de personnes affectées par des désastres naturels pour 100 000 habitants

Source : OCHA. (2022a, mars). *Aperçu des besoins humanitaires Haïti*. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hti_hpc_2022-hno_fr_final.pdf

Pour mieux comprendre l'impact que les catastrophes naturelles ont eu sur le pays et la population, les 6 dernières catastrophes naturelles depuis 2010 vont être expliquées ci-dessous.

4.2 Le séisme de 2010

Le terme séisme peut se définir comme « un mouvement ou une vibration soudaine de la croûte terrestre causée par la libération d'énergie, contenue dans la terre, sous forme d'ondes sismiques. Les séismes sont classés en fonction de leur origine, de leur magnitude et d'autres

formes, mais ils ont tous pour caractéristique d'être transitoires, c'est-à-dire qu'ils ne durent pas plus de quelques secondes ou parfois quelques minutes » (Bordino, 2021).

Le 12 janvier 2010 à 16h53 heure locale, un séisme de magnitude entre 7 et 7,2 sur l'échelle de Richter a frappé l'île d'Haïti. L'ouest du pays et notamment la capitale de Port-au-Prince ont été touchés. La première secousse du séisme a duré 48 secondes et a été suivie de 2 autres (Edouard Bergeon & Gael Pouvreau, 2021). Ce séisme a été l'une des catastrophes naturelles mondiales causant le plus de victimes avec 200 000 morts et 300 000 blessés (ONU, 2023a). Bien sûr, les tremblements de terre sont les risques naturels les plus imprévisibles et les plus dangereux (Magdelaine, 2023). Mais, un rapport, a souligné que les infrastructures et les bâtiments de l'île n'étaient pas adaptés pour résister à de telles secousses sismiques. Ils n'étaient pas construits selon les normes des zones à risques (Lacassin et al., 2013). Par conséquent, 313 000 habitations ont été détruites. À la suite du séisme, 1,5 million de personnes ont été déplacées dans les provinces aux alentours et des millions de personnes ont perdu leur logement. Cette catastrophe naturelle a été destructrice pour le pays en causant plus de 7,9 milliards de dollars de dégâts (Commission européenne, 2013). Face à cette catastrophe naturelle, l'aide internationale a été massive. Mais, l'État haïtien a été mis à l'écart dans la prise de décision, la coordination et la mise en place des opérations de secours (UNICEF & Dara, 2018).

4.3 L'épidémie de choléra

Le séisme de 2010 a affaibli les infrastructures d'eau et d'assainissement, déclenchant une épidémie de choléra signalée le 22 octobre 2010. Cette maladie est causée par l'ingestion d'une bactérie qu'on retrouve dans des aliments ou de l'eau contaminés. Elle provoque une perte d'eau et d'électrolytes. Les symptômes sont au nombre de deux : diarrhées et vomissements (CARE, 2015). Cette maladie fait énormément de dégâts car elle se propage rapidement et entraîne une mortalité élevée.

Selon Médecins Sans Frontières, en 2010, cette épidémie est à l'origine de 800 000 malades et au moins 10 000 décès (Renaud Piarroux, 2019). C'est seulement en 2019 que la maladie a été éradiquée (Medhi Meddeb, 2019). Mais, en 2022, 3 ans après, les autorités nationales ont confirmé l'apparition de plusieurs cas de choléra. C'est principalement dans les zones de Port-au-Prince et à Cité Soleil que l'épidémie prend une grande ampleur en raison des conditions sanitaires compliquées et des déplacements de la population à cause des gangs (OMS, 2022). Il faut rappeler que dans ces zones, les habitants ont difficilement accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. En décembre 2022, 15 400 cas suspectés étaient enregistrés. Un mois après, le 15 janvier 2023, le ministère haïtien de la Santé publique annonçait une augmentation de 57% du nombre de cas suspectés, qui s'élève alors à 24 232 dont 20 505 personnes hospitalisées et 483 décès (ONU, 2023b).

4.4 La tempête tropicale Isaac

Une telle catastrophe naturelle se définit comme « une dépression qui présente des vents soutenus d'une vitesse comprise entre 63 et 118 km/h » (Futura, s. d.-b)

La tempête tropicale Isaac s'est formée dans l'océan Atlantique et a atteint Haïti dans la nuit du 24 au 25 août 2012. Elle a touché la région de Port-au-Prince et a provoqué des inondations et des glissements de terrains, causant, de graves dégâts matériels et l'évacuation de milliers de familles des 165 camps de la capitale. De plus, les vents allant jusqu'à 170 km/h ont fait 24 morts, 42 blessés et 3 disparus (Croix-rouge française, 2012).

4.5 L'ouragan Matthew

Le terme ouragan peut se définir comme « une tempête dans laquelle interviennent une combinaison de différents facteurs comme des basses pressions, des vents forts et des pluies » (Decrouy, 2021).

Le 4 octobre 2016, 6 ans après le séisme de 2010, Haïti a été touché par l'ouragan Matthew. Cet ouragan a été dévastateur pour le pays. Les vents soufflant à 230 km/h ont d'abord touché le département du sud puis se sont étendus vers la côte nord-ouest (ministère de l'Économie et des finances, 2016). Toute une partie de la péninsule ouest a été envahie. Deux millions de personnes ont été touchées, 600 décès enregistrés (Banque mondiale, s. d.). Comme autres conséquences, l'ouragan a impacté les habitations causant la destruction complète de 103 900 logements, la destruction partielle de 111 475 et l'inondation de 21 972 maisons (UCLBP, 2016). Au total, ce sont 175 000 personnes qui se sont retrouvées sans logement et qui ont dû aller habiter dans 224 abris temporaires (Veitl, 2020). Le coût des dégâts est estimé à plus de 720 millions de dollars (UCLBP, 2016).

En plus des conséquences humaines, plusieurs secteurs ont connu des pertes, comme l'agriculture, les transports, l'éducation et la santé. Au total, 33 357 écoles ont été endommagées, ce qui fait que de nombreux enfants n'ont plus la possibilité de recevoir une éducation de qualité (Veitl, 2020).

4.6 Le séisme de 2021

Le 14 août 2021, le sud de l'île d'Haïti a encore une fois été touché par un séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter. C'est dans cette même région que l'ouragan Matthew avait frappé le pays. L'épicentre du séisme se trouvait à environ 125 km de la capitale. Le bilan humain fut lourd, puisque 59% des habitants de la péninsule Sud ont été touchés. Au total, le tremblement de terre a causé 2 246 morts, 329 disparus et 12 763

blessés (ministère de la Planification et de la coopération externe d'Haïti, 2021). Concernant les autres dommages, 54 000 maisons ont été détruites et 83 770 bâtiments ont subi de graves dégâts (établissements publics, écoles, hôpitaux, etc.). Les dommages causés par le séisme sont estimés à 1,6 milliard USD (Ministère de la planification et de la coopération externe d'Haïti, 2021).

4.7 La tempête tropicale Grace

Trois jours après ce séisme, la tempête tropicale Grace a touché le pays. Elle a provoqué de nombreuses inondations et glissements de terrain. Les conséquences sur la population ont été gravissimes. 2 200 morts, 12 268 blessés, 344 personnes disparues, 130 000 habitations dévastées. Les réseaux d'eau n'ont plus été fonctionnels (Justine Muzik Piquemal, 2022). Des milliers de personnes vulnérables ont eu besoin d'une assistance humanitaire de la part des organismes internationaux.

4.8 Conclusion

Au cours des 13 dernières années, Haïti a subi plus de 6 catastrophes naturelles qui ont eu des conséquences dévastatrices sur le pays. Pour analyser l'impact de celles-ci, il est intéressant de réaliser un tableau comparatif qui résume les conséquences de ces événements sur la population. Les chiffres ci-dessous démontrent bien l'impact négatif des catastrophes naturelles sur le pays ainsi que les besoins médicaux et de subsistance sous-jacents des Haïtiens.

Tableau 1 - Récapitulatif des catastrophes naturelles en Haïti

Catastrophe naturelle en Haïti	Nombre de décès	Nombre de blessés	Nombre de sans-abris	Domages financiers
Séisme 2010	200 000	300 000	1,5 M	7.9 G
Tempête tropicale Isaac	24	42	/	/
Ouragan Matthew	600	438	170 000	720 M
Séisme 2021	2 246	12 763	54 000	1,6 G
Tempête tropicale Grace	2 200	12 268	130 000	/

Cette description de l'impact terrible des catastrophes naturelles sur Haïti amène à se poser plusieurs questions : « Comment l'aide humanitaire est-elle intervenue dans le pays et qu'a-t-elle mis en place pour aider la population lors de ces événements ? ». La seconde partie de ce travail va tenter d'y apporter des éléments de réponses. Par la suite, la troisième et dernière partie analysera l'impact de ces interventions sur la population haïtienne et déterminera si l'aide d'urgence est efficace sur le court et long terme.

Partie 2 : La gestion de projet d'urgence en Haïti

1. Introduction

Haïti est un pays confronté à un grand nombre de catastrophes naturelles. De ce fait, ses habitants doivent en supporter de graves conséquences. Pour venir en aide à la population et relever le pays, des organismes humanitaires interviennent et mettent en place des projets d'aide d'urgence qui nécessitent de la gestion de projet. Cette deuxième partie sera consacrée à cette thématique.

Dans un premier temps, il est important de définir d'un point de vue global la gestion de projet et de différencier la gestion de projet d'urgence et la gestion de projet de développement ainsi que de définir l'ordre d'intervention après une catastrophe naturelle.

Par la suite, les quatre acteurs (les bénéficiaires, les autorités locales, les bailleurs et l'intervention internationale) qui entrent en jeu dans la gestion de projet d'urgence seront décrits, chacun dans leurs spécificités et leurs rôles.

Après cela, ce travail expliquera comment le cycle d'un projet d'urgence se déroule. Il existe 7 grandes phases que les organismes humanitaires parcourent tout au long de la période post-catastrophe. La première phase est dédiée à la recherche, au secours et au déblaiement. Après cette période capitale, les organismes humanitaires vont réaliser une évaluation initiale qui permettra d'obtenir une vue globale de la situation et d'évaluer la zone touchée, les personnes impactées et les dommages engendrés. L'étape suivante concerne l'analyse des problématiques ressorties lors de l'évaluation, des personnes touchées et des besoins de la population. La quatrième phase consiste à planifier et à concevoir les opérations d'urgence en déterminant les objectifs et les actions à mettre en place. La phase suivante est consacrée à la budgétisation du projet d'urgence. Il est important de savoir d'où viennent les financements et quelles opérations ils vont financer. L'avant dernière phase doit mettre en œuvre les activités déterminées lors de la phase précédente. Finalement, la dernière phase consiste en un suivi et une évaluation de la gestion de projet d'urgence pour observer l'efficacité, la pertinence, la durabilité et l'impact de celle-ci sur la population.

La dernière partie sera consacrée à l'explication des différentes phases de la gestion de projet d'urgence et de développement après une catastrophe naturelle sur une ligne du temps. L'objectif sera de pouvoir observer la différence entre les deux.

2. Définition générale

❖ **Qu'est-ce que la gestion de projet ?**

L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles en Haïti. Mais tout d'abord, il est important de définir le terme de « gestion de projet ». C'est le déroulement d'un « ensemble d'activités coordonnées et maîtrisées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques » (Granger, 2023).

Face à une catastrophe naturelle, la gestion de projet va se diviser en trois phases distinctes. La première phase est dédiée à la gestion de projet d'urgence et elle est dirigée par l'aide humanitaire, tandis que les phases suivantes, de réhabilitation et de reconstruction, sont pilotées par l'aide au développement. Dans la suite de ce travail, le thème sera axé sur la gestion de projet d'urgence, c'est à dire la première phase.

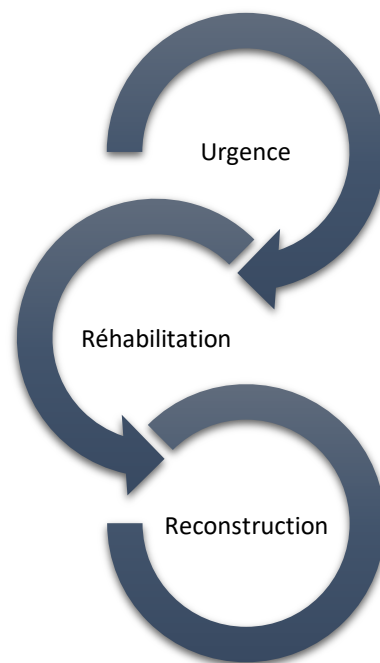


Figure 15 - Les trois phases de la gestion de projet après une catastrophe naturelle.

❖ **Phase 1 : La gestion de projet d'urgence**

Celle-ci est définie comme « une période durant laquelle les projets visent à sauver des vies humaines » (*Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles*, s. d.). Cette phase se met immédiatement en place après des catastrophes naturelles. Elle est réalisée par les organismes de l'aide humanitaire, comme les organisations non gouvernementales « urgentistes ». Médecins Sans Frontière, UNICEF,

Acted, Action contre la faim ou encore Première Urgence internationale en font partie. Ces organisations sont très souvent « sans frontières », c'est-à-dire qu'elles interviennent dans un pays lors d'une crise humanitaire puis repartent dans des délais assez courts (Brière et al., 2021). Cependant, certaines d'entre elles ont une double fonction et participent également à l'aide au développement durant les phases 2 et 3. Dès lors, elles s'inscrivent dans une démarche dite « d'humanitaire durable » (Brière et al., 2021). Dans ce cas, elles s'implantent dans le pays avec des bureaux pour travailler main dans la main avec les populations affectées par la crise humanitaire.

La gestion de projet d'urgence apporte une assistance humaine et matérielle. Différentes actions vont être mises en place comme la recherche, le sauvetage et l'évacuation des habitants. Puis vient l'évaluation des besoins de la population et finalement, la mise en place et la construction de camps, l'assistance médicale ou encore les distributions de nourriture et de kits. L'objectif des interventions d'urgence est de répondre aux besoins primaires indépendamment de la religion, du sexe ou de la nationalité des habitants (CARE, 2015). Les organismes s'engagent à défendre les droits des citoyens.

❖ Phase 2 et 3 : la gestion de projet de développement

La gestion de projet de développement peut être définie comme « un ensemble de tâches cohérentes, dépendantes les unes des autres, participant à un but commun pour contribuer à un processus de changement d'une situation considérée comme problématique » (GPE Afrique, s. d.). Ces projets sont conçus par des associations de solidarité internationale ou des organisations non gouvernementales. La gestion de projet de développement dure environ 18, 24 ou 36 mois.

Selon l'Union européenne, il existerait deux types de projets de développement.

- **Projets à produits valorisables** : cette catégorie est dédiée aux projets de développement qui permettent de développer l'offre des biens et services que l'on sait mesurer sous forme monétaire. Exemples : projet de développement artisanal, agricole, industriel ou encore des projets pour l'eau, l'électricité, etc. (GPE Afrique, s. d.).
- **Projets à produits non valorisables** : cette catégorie est dédiée aux projets de développement sociaux comme l'éducation, la formation professionnelle, la santé, etc. (GPE Afrique, s. d.).

La phase 2 de la gestion de projet de développement après une catastrophe naturelle concerne la phase de réhabilitation. Dans cette phase, toutes les activités sont menées dans l'objectif que les habitants reviennent à une vie normale. Ce sont les services de base qui sont rétablis ainsi que le réseau routier et les installations comme les aéroports, les ports, les ponts, etc. Il est en effet essentiel d'avoir un réseau fonctionnel pour le bon déroulement des opérations. Durant cette phase, les réparations des habitations, des bâtiments et des infrastructures se mettent également en place. Les habitants retournent au travail, cherchent

un nouvel emploi, créent de nouveaux projets ou encore soutiennent le retour à l'école des enfants (*Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles*, s. d.).

Enfin, la phase 3 de reconstruction consiste à rebâtir le territoire en tendant vers un développement plus durable et résilient. Elle se déroule avec le soutien de la population locale. Pour ce faire, elle se base sur une évaluation des dégâts survenus lors d'une catastrophe naturelle.

3. Les acteurs de la gestion de projet d'urgence

La gestion de projet d'urgence est un processus multiacteurs, il y a donc plusieurs intervenants dans les projets en Haïti. Ils sont au nombre de quatre : les bénéficiaires, les collectivités territoriales, les acteurs de l'aide internationale et les bailleurs.

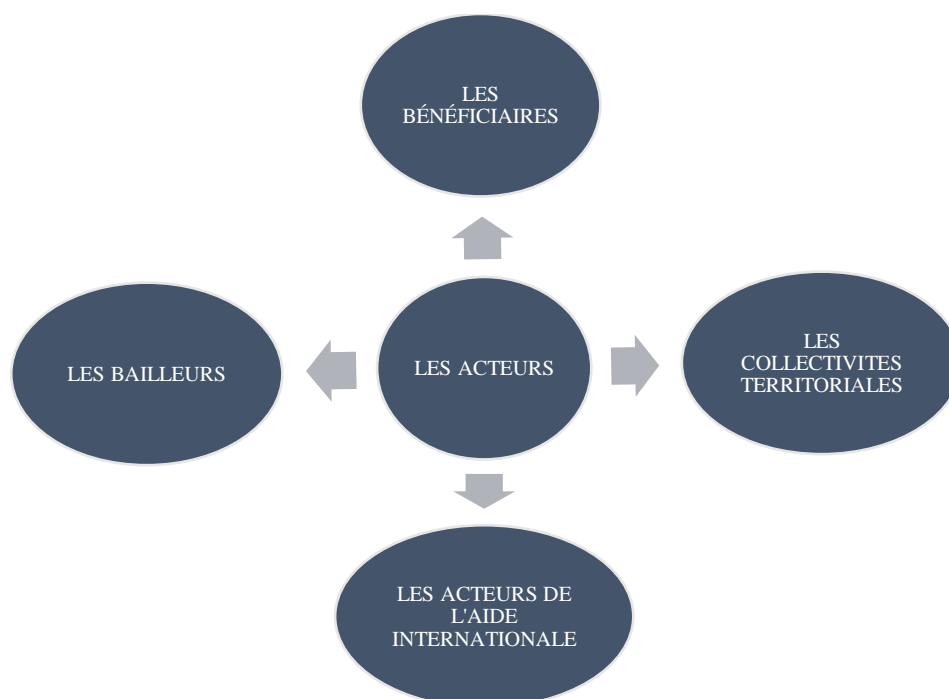


Figure 16 - Les acteurs de la gestion de projet d'urgence

- **Les bénéficiaires**

Selon le Groupe U.R.D (Urgence, Réhabilitation et Développement), les bénéficiaires sont « les personnes à qui la réponse humanitaire est destinée ou ceux supposés en tirer un bénéfice direct » (Groupe URD, 2009). Dans ce travail, les bénéficiaires sont les

communautés locales haïtiennes impactées de manière directe ou indirecte par une catastrophe naturelle. Les victimes sont les enfants, les hommes et les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les femmes enceintes. Les responsables de la gestion de projet d'urgence prennent en compte tous les Haïtiens peu importe leur sexe, leur âge, leur religion, leurs capacités mentale et physique, leur orientation sexuelle, etc. L'aide d'urgence tente de résoudre les problématiques rencontrées par les bénéficiaires donc leur contribution est importante durant le cycle du projet. En outre, plus leur investissement sera élevé, plus les projets seront durables dans le temps. Effectivement, ceux-ci répondront exactement aux intérêts des communautés locales (Brière et al., 2021).

- **Les collectivités territoriales :**

Haïti est un pays décentralisé depuis 1987, ce qui veut dire que les compétences (politiques, techniques et administratives) et les moyens (matériels, logistiques, financiers, etc) de l'État sont transférés à des collectivités territoriales (ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, 2018). Celles-ci sont « des structures administratives, dotées de la personnalité morale, qui prennent en charge les intérêts de la population d'un territoire déterminé » (Larousse, 2023). Il existe trois collectivités distinctes : les départements (10), les communes (146) et les sections communales (571). Chacune d'elles est gouvernée par un Conseil d'Administration et une Assemblée (Rivière, 2019).



Figure 17 - Cartographie des collectivités territoriales en Haïti

Source : Rivière, A. (2019). Haïti : Des collectivités territoriales écartées de la reconstruction. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, LXXII(279), Article 279. <https://doi.org/10.4000/com.10204>

Les sections communales sont les plus petites entités du territoire en Haïti. Elles sont au nombre de 571 (UNICEF, 2023). Le Conseil d'Administration de la section communale composé de 3 membres élus a plusieurs rôles majeurs comme préparer et soumettre des projets publics, prévoir le budget, décider des mesures d'urgence et enfin défendre les intérêts de la population lors des décisions communales. Par rapport à l'intervention des associations et des ONG sur le terrain, c'est également le conseil qui va en contrôler le bon fonctionnement légal ainsi que la collaboration qui en découle. Ce conseil se réunit une fois par semaine. L'Assemblée de la section communale, quant à elle, permet d'approuver les décisions du Conseil d'Administration en assistant à une réunion une fois par trimestre. C'est à ce niveau que la population peut participer, se regrouper et se mobiliser. (ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, 2018). Ces collectivités territoriales peuvent sensibiliser et récolter des informations concernant les besoins réels de la population haïtienne, dans le but d'avoir un impact positif dans la gestion de projet d'urgence.

- **Les acteurs de l'aide internationale**

Confronté à des catastrophes naturelles en Haïti, le gouvernement peut décider de faire appel à l'aide internationale. Cette aide représente une « assistance volontaire provenant des pays internationaux » (Jobert, 2012). Celle-ci est constituée de 3 sources.

La première, ce sont les associations et les ONG humanitaires. Elles peuvent être déjà implantées dans le pays en disposant d'un ou plusieurs bureaux depuis plusieurs années, ou bien, arriver sur le terrain lorsqu'une catastrophe naturelle survient. Cela a été le cas lors du séisme de 2010 : énormément d'ONG sont arrivées en masse, ce qui avait donné au pays le surnom de « république des ONG » (Torquebiau, 2021). Le personnel peut être constitué de personnes locales, d'expatriés et/ou de bénévoles. Les organisations les plus connues intervenues en Haïti après les différentes catastrophes naturelles sont Médecins Sans Frontière, la Croix-Rouge française, ACTED, UNICEF, CARITAS, Urgence sans frontière, Action contre la faim ou encore Handicap International.

La deuxième source, ce sont les organisations internationales publiques qui font partie de l'Union européenne, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires ou de l'ONU. Prenons un exemple d'intervention de l'ONU : le bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU se crée après des catastrophes naturelles en Haïti. C'est ce bureau qui ouvre un programme d'action appelé « cluster » (Veitl, 2020). Ce système a été introduit en 2005 (Oxfam et al., 2010). L'objectif est de « synchroniser les organismes gouvernementaux, sans buts lucratifs et privés (Comfort, 2010). Au total, 11 clusters sont définis, un dans chaque secteur (santé, éducation, agriculture, eau et

hygiène, logistique, etc.). Chaque cluster est composé d'organisations humanitaires ainsi que d'autres groupes, comme des organisations non gouvernementales (ONG), des représentants du gouvernement, des agences de l'ONU ou encore des organisations de la société civile (Oxfam et al., 2010). Ces clusters permettent de faciliter la planification, la coordination et la mise en place des opérations. Ils offrent une vue plus claire des priorités et des responsabilités par secteur. Sur la base de ces données, les ONG peuvent décider dans quelles zones elles vont intervenir et par quels moyens. Leurs opérations s'appuient sur leurs capacités techniques, matérielles et financières. En faisant partie de ces clusters, les organismes renforcent également les liens de partenariats avec les différentes parties prenantes (Oxfam et al., 2010). Cependant, toutes les ONG n'intègrent pas ces clusters. C'est un choix qu'elles font.

La dernière source, ce sont les entreprises. Effectivement, celles-ci peuvent financer les projets réalisés par les organismes humanitaires. Il existe différentes formes de dons possibles : financier, matériel et de compétences. En échange, certaines ONG peuvent décider d'accepter ou non de faire de la publicité pour les entreprises, en mettant leur logo en avant sur leurs sites, articles ou affiches (Szymczak, 2023).

- **Les bailleurs de fonds**

Lorsqu'une catastrophe naturelle survient, il est nécessaire d'obtenir des fonds pour réaliser les projets. Pour ce faire, les organismes vont faire appel à des bailleurs de fonds. Ceux-ci peuvent être définis comme « des personnes physiques ou morales qui fournissent de l'argent pour financer un projet, soutenir une cause ou couvrir des frais spécifiques » (Office québécois de la langue française, 2019).

Les bailleurs de fonds peuvent être des États, des gouvernements, des organisations régionales ou internationales et des municipalités. Dans la plupart des cas, les bailleurs lancent un appel à projet auquel les organismes peuvent répondre dans un délai déterminé. Chacun d'eux a défini des critères d'exigences particuliers qu'il est important de respecter pour être éligible. Les bailleurs de fonds se trouvent tous dans une thématique de préférence comme : l'eau, l'assainissement et le traitement des déchets, l'éducation, l'égalité des genres ou le développement durable. Ils assurent généralement les financements durant 1 à 3 ans.

Le graphique ci-dessous illustre la diversité de fonds qui existent après des crises humanitaires. Il représente la répartition des fonds apportés par les différents bailleurs après le séisme de 2010 en Haïti.

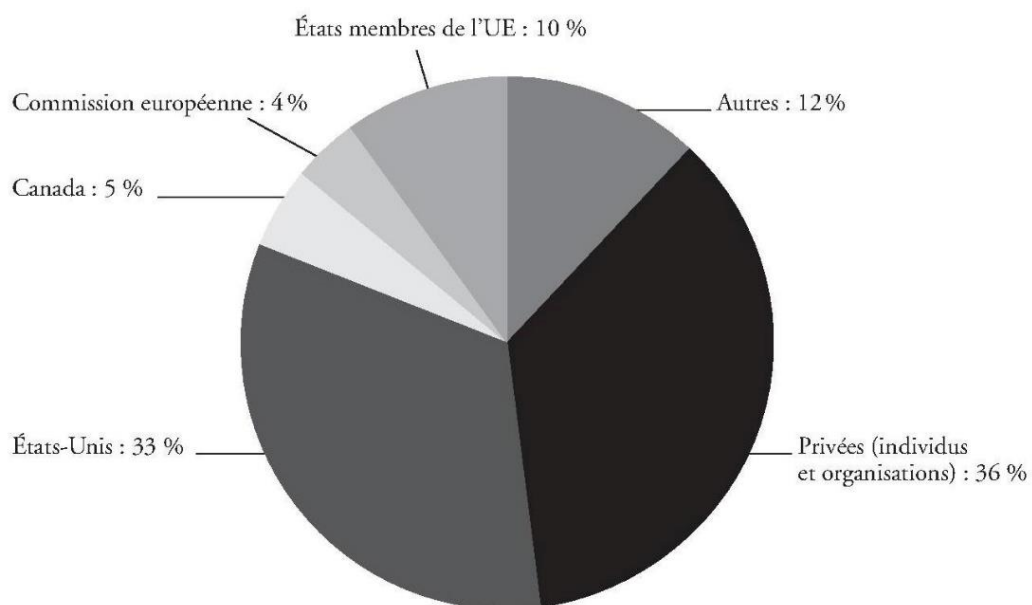


Figure 18 - Répartition des bailleurs de fonds en 2010 en Haïti

Source : Grünwald, F. (2017). L'aide humanitaire : Quel bilan deux ans après le séisme ? In J.-D. Rainhorn (Éd.), *Haïti, réinventer l'avenir* (p. 171-184). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsh.8341>

4. Le cycle de vie de la gestion de projet d'urgence

Lors d'une catastrophe naturelle en Haïti, les organismes d'urgence sont très rapidement mobilisés et mettent en place des cycles de projet pour venir en aide à la population. Le cycle de projet, ci-dessous, représente une procédure habituelle utilisée après la survenue d'une crise humanitaire. Il existe différentes phases distinctes comme la recherche, les secours et le déblaiement juste après la catastrophe naturelle, puis l'évaluation initiale, l'analyse, la planification, la mise en œuvre, le suivi et enfin l'évaluation. Ces phases vont être détaillées ci-dessous.

Le cycle est en forme de sphère car l'environnement externe peut varier et il est donc nécessaire à ce moment-là de réanalyser les objectifs et de replanifier. La durée dans le temps d'un cycle est limitée avec une date de commencement et une date de fin. Elle peut durer quelques semaines, mois ou trimestres.

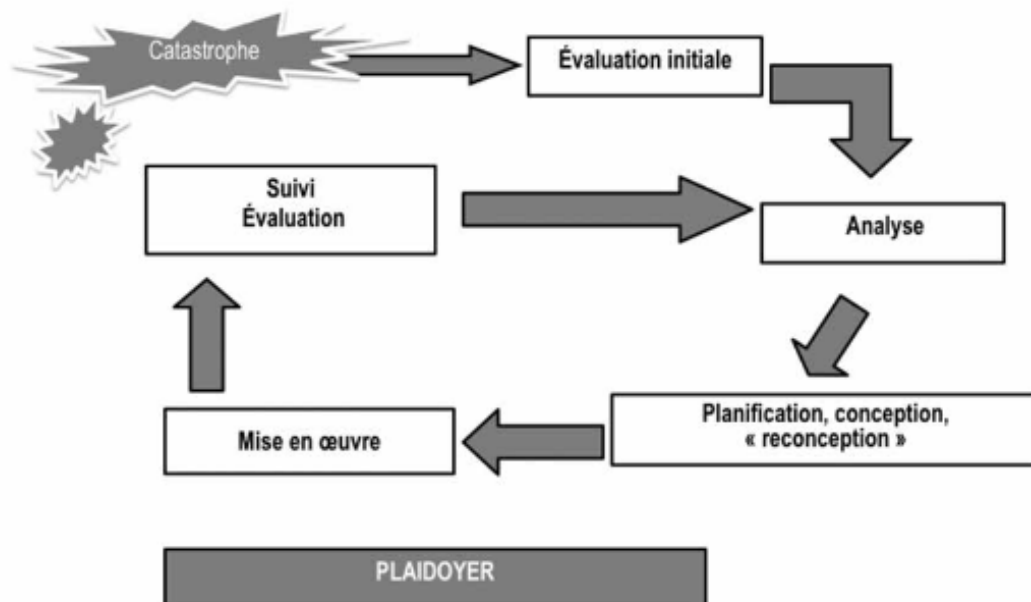


Figure 19 - Le cycle d'un projet en sphère

Source : Brière, S., Conoir, Y., Poulin, Y., Maltais, S., & Auclair, I. (2021). *La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire* (2^e éd.). Presses de l'Université Laval.

❖ Recherche, secours et déblaiement

Dès que la catastrophe naturelle s'est produite et bien avant que le cycle de projet des organismes d'urgence ne se mette en place, la phase de recherche, de secours et de déblaiement débute. Les premières personnes à intervenir sont la population locale. Dans un premier temps, chaque famille tente de mettre ses membres en sécurité et de trouver un abri si le sien est détruit. Ensuite, les habitants vont collaborer entre eux et tenter d'aider le plus de citoyens possible. Par exemple, ils essaient de sortir les enfants, les adultes, les personnes âgées des décombres lors de séismes (Groupe URD, 2011). Quelques minutes à quelques heures après la catastrophe naturelle, les policiers et les pompiers locaux sont déployés sur la zone. Les coordinations sont réalisées par les autorités locales. Le lendemain, les secouristes internationaux et l'armée arrivent sur le terrain. Grâce à leurs interventions, des milliers de personnes sont sauvées. Plus les opérations se font rapidement et plus les chances de sauver des vies sont élevées. Cette rapidité va dépendre de nombreux facteurs comme la gravité des dégâts, l'accessibilité des axes routiers, le nombre d'équipes de secours, etc (Groupe URD, 2011). Peu après, les habitants sont pris en charge par les équipes médicales composées de médecins et d'infirmiers. Lors du séisme de 2010 en Haïti, le personnel soignant a réalisé au total 17 000 consultations, 2 550 hospitalisations et 1300 interventions chirurgicales liées à la catastrophe, durant le mois qui a suivi l'événement (Groupe URD, 2011).

❖ Évaluation initiale

L'évaluation initiale permet d'avoir une vue globale sur la situation humanitaire. Elle observe l'évolution et aide les acteurs principaux à comprendre les enjeux. Grâce à elle, les acteurs de l'aide humanitaire pourront prendre des décisions d'intervention stratégique. Cette évaluation se réalise via des études qualitatives et quantitatives avant et après la catastrophe naturelle (UNHCR, 2015).

Dans un premier temps, l'évaluation post-catastrophe commence par la délimitation de la zone géographique qui a été touchée. Pour ce faire, des images satellitaires sont réalisées et des experts sont envoyés sur le terrain.

Dans un second temps, l'évaluation se concentre sur l'estimation de la population touchée. Dans ce cas, elle divise la population touchée en 3 catégories : primaire, secondaire et tertiaire. Elle est réalisée par des institutions responsables des premiers secours d'urgence (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, s. d.).

La population touchée primaire : cette catégorie concerne les habitants qui ont été affectés par la catastrophe naturelle de manière directe. Ils étaient présents dans la zone lors de l'incident. Ces personnes peuvent être décédées, impactées physiquement et mentalement ou bien avoir subi des pertes matérielles comme la disparition de leur habitation, de leur mobilier, de leur bétail, etc. (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, s. d.).

La population touchée secondaire : cette catégorie concerne les habitants qui ont été affectés par la catastrophe naturelle de manière indirecte. Ces personnes habitent à côté de la zone touchée. Leurs revenus et leurs moyens de subsistance ont été impactés (ONU et al., s. d.).

La population touchée tertiaire : cette catégorie concerne les habitants qui ont été affectés par la catastrophe naturelle de manière indirecte. Ils habitent loin de la zone où s'est produit l'incident. Cependant, ils ont été impactés par la diminution des moyens de transport, des services de base et dans leurs revenus (ONU et al., s. d.).

Ensuite, une évaluation des dommages est réalisée. Celle-ci représente l'estimation en valeur monétaire des dégâts et des pertes. Les spécialistes distinguent deux types de dommages : les dommages directs et les dommages indirects.

Les dommages directs : cette catégorie désigne les pertes de biens et de propriété, comme la destruction des maisons, des équipements, des mobiliers, des bâtiments publics, des réseaux de télécommunications, des axes routiers, etc. (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, s. d.). L'intensité des dégâts va être liée au type de catastrophe naturelle.

Les dommages indirects : cette catégorie désigne « l'aggravation d'un dommage direct ou l'apparition d'un nouveau dommage rattaché à un dommage direct » Cela se traduit par une perte de revenu, la perte d'intérêt, la perte de marchés, etc. (*Préjudice indirect*, s. d.).

Enfin, l'évaluation s'achève par une estimation des effets démographiques. La première composante est le taux de mortalité. Celui-ci représente le nombre de décès survenus lors de la catastrophe naturelle et également ceux dans les jours et semaines qui suivent. Effectivement, des décès peuvent se produire plus tard, consécutifs à la détérioration de blessures ou à l'apparition de maladies. La deuxième composante concerne le taux de migration. Lors de tels événements, les populations se retrouvent sans abri et migrent dans des camps pour bénéficier de l'aide humanitaire. Par conséquent, ce taux de migration augmente. Enfin, la dernière composante est le taux de chômage. Dès l'instant où beaucoup d'infrastructures, de bâtiments, de cultures ont été détruits, de nombreux habitants se retrouvent sans emploi.

Les spécialistes peuvent rencontrer des complications lors de l'évaluation, au niveau de la source, de la qualité ou bien de l'accès aux informations. Ainsi, la qualité des informations, peut être biaisée puisque plusieurs organisations se chargent de recueillir le nombre de victimes après une catastrophe naturelle. De ce fait, des habitants sont souvent comptés deux fois. De plus, il est difficile d'estimer le nombre de personnes qui ont subi des dégâts matériels. Des spécialistes évaluent les pertes à un instant T mais quelques jours plus tard, d'autres pertes peuvent se rajouter qui ne seront pas comptabilisées (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, s. d.).

❖ Analyse

Après avoir réalisé l'évaluation initiale de la situation, la deuxième étape consiste à procéder à une analyse. Pour ce faire, il existe plusieurs méthodes comme organiser des réunions, faire des enquêtes, réaliser des ateliers participatifs, etc. L'analyse va consister en une évaluation des problèmes, des personnes les plus vulnérables ainsi que des besoins de la population qui a été touchée par la catastrophe naturelle. Ce travail est facilité pour les organismes qui font partie des clusters organisés par l'ONU. Ils ont plus rapidement connaissance des problématiques et des besoins, vu qu'ils sont rassemblés par thématique et qu'ils collaborent entre eux (Brière et al., 2021).

Le travail débute par l'analyse des problématiques qui sont ressorties lors de l'évaluation initiale. Pour trouver une solution, il est important de comprendre les problèmes apparus, ainsi que leurs conséquences sur la population. Concernant l'aide d'urgence, les organismes ne priorisent pas cette analyse, mais ils se focalisent plus sur la deuxième étape.

La deuxième étape consiste en l'analyse des personnes les plus vulnérables. Ce sont des « personnes en situation de faiblesse physique ou psychique » (Larousse, s. d.-b). À la suite de l'évaluation de l'ONU après le séisme de 2021 en Haïti, plusieurs groupes cibles sont ressortis -ceux-ci étaient déjà les mêmes lors du séisme de 2010. Du plus vulnérable au moins vulnérable, on trouve : les enfants, les femmes, les personnes vivant dans les zones enclavées, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et finalement les déplacés (OCHA, 2022a).

La dernière étape analyse les besoins immédiats de la population et les secteurs prioritaires. Un besoin désigne « une exigence née d'une privation nécessaire à la vie d'un être humain » (Larousse, s. d.-a). Chaque organisme humanitaire identifie les besoins des habitants auxquels il va répondre. Plus le besoin est important et plus ce secteur sera prioritaire. Selon Jerry Chandler, directeur général de la protection civile d'Haïti, les premières activités à planifier sont celles qui apportent la sécurité et la protection de la population. De son côté, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU identifie 11 secteurs importants. C'est là qu'intervient, comme vu précédemment, le programme d'action nommé « cluster » qui rassemble plusieurs organismes humanitaires dans chaque secteur pour assurer une meilleure coordination des actions. Sur la figure ci-dessous, les 11 secteurs qui interviennent dans la réponse d'urgence sont représentés.

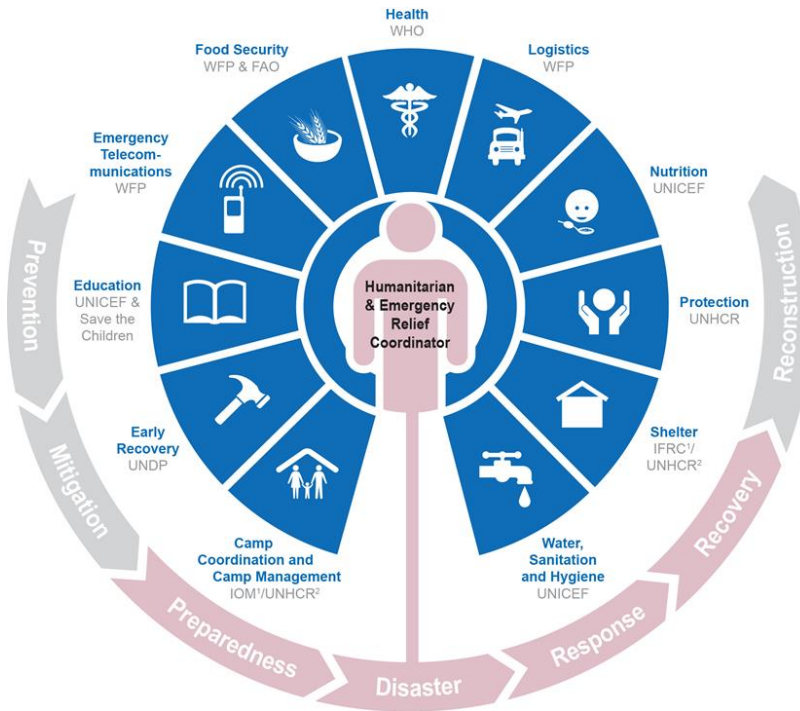


Figure 20 - Les 11 secteurs dans la réponse d'urgence

Source : OCHA. (2020, mars 31). *What is the Cluster Approach?* Humanitarian response. <https://www.humanitarianresponse.info/fr/coordination/clusters/what-cluster-approach>

❖ Planification et conception

L'objectif de cette phase est de déterminer les objectifs et de planifier les opérations.

Pour que les interventions mises en place par l'aide d'urgence correspondent aux besoins de la population, il est important de commencer par définir les objectifs, les résultats attendus et les activités qui vont être réalisées. Ces informations sont résumées par un cadre logique qui peut être défini comme « un outil qui permet de consolider l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet d'urgence » (Sansom, 2015). Il revêt la forme d'un tableau qui va décrire le projet dans son entièreté. Ce cadre logique est essentiel pour les bailleurs de fonds, pour les membres des ONG et pour les gouvernements. Il offre une vue globale du projet d'urgence. Ce tableau se décline en quatre grandes composantes : l'objectif global, l'objectif spécifique, les résultats et les activités. L'objectif global représente « l'impact que ce projet d'urgence atteindra de concert avec d'autres projets » (Sansom, 2015), tandis que l'objectif spécifique désigne « la raison d'être du projet » (Sansom, 2015). Chaque objectif spécifique peut correspondre à un secteur en particulier (santé, eau et assainissement, éducation, etc.). Ces objectifs se rapportent alors à un ou plusieurs résultats attendus. Le résultat est ce que l'équipe projet va réaliser. Pour terminer, dans le but d'atteindre chaque résultat, des activités vont être exécutées. Elles sont décrites comme « les actions qui sont mises en œuvre sur le terrain » (Sansom, 2015). Il peut y avoir entre 2 et 7 activités par résultat.

Une fois que ces 4 composantes sont planifiées, il faut associer à chacune d'elles des indicateurs vérifiables (quantitatifs ou qualitatifs) et des moyens de vérification qui pourront être une base pour le suivi et l'évaluation du projet. Ces moyens permettent de vérifier si les objectifs sont atteints (Brière et al., 2021). Pour terminer la planification des opérations, chaque activité va être rapportée à des acteurs clés qui les réaliseront. Le résumé de ce processus sous forme de graphique est illustré ci-dessous.

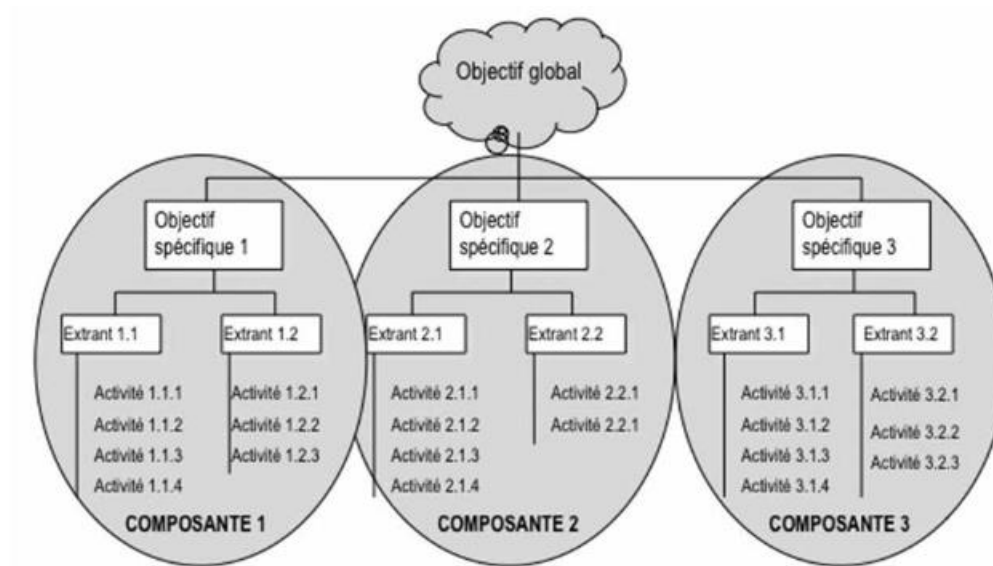


Figure 21 - Les composantes d'un projet

Source : Brière, S., Conoir, Y., Poulin, Y., Maltais, S., & Auclair, I. (2021). *La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire* (2^e éd.). Presses de l'Université Laval.

Cette phase de planification n'est pas linéaire, tout se met en place en même temps. Cependant, il peut y avoir des retours en arrière pour s'assurer de la pertinence de certains points de l'intervention.

Une fois que les étapes du projet ont été mises en place, il est nécessaire d'élaborer un calendrier et de déterminer la date de début et de fin du projet, ainsi que celles des activités. Comme la gestion de projet d'urgence est de courte durée, les activités seront estimées en semaines. Grâce à ce calendrier, les acteurs ont une vue d'ensemble sur le déroulement des activités.

❖ **Budgétisation**

En même temps que la planification du cycle de projet, l'organisme d'urgence élabore un budget. Celui-ci va détailler les coûts des activités dans le temps. Généralement pour la gestion de projet d'urgence, ils sont exprimés par mois.

Il existe deux catégories de coûts :

- Les coûts des ressources : les salaires du personnel de l'organisme, les véhicules, les bureaux, les hébergements, les transports, frais de communication, frais d'impression, frais bancaires, maintenance informatique, etc. (Brière et al., 2021).
- Les coûts des activités du projet y compris les coûts de gestion, de suivi et des évaluations initiales et finales (Brière et al., 2021).

Pour chacun des coûts, il faut indiquer le type de dépense, le coût par unité, le type d'unité, le nombre d'unités et le total de la dépense.

Dans la plupart des cas, les bailleurs de fonds définissent un pourcentage de coûts de ressources à ne pas dépasser. Cependant, ils demandent également un autre pourcentage à la fin du budget, le taux d'imprévu, défini comme : « le montant total des coûts qui n'étaient pas prévus, auxquels on ne s'attendait pas, mais qu'il est nécessaire de financer ». La norme est de 5 % du coût total du projet (Brière et al., 2021).

Après avoir défini les dépenses du projet, les organismes d'urgence établissent une stratégie de financement. Ils déterminent ainsi par quels moyens ils vont recevoir des fonds.

Lors des opérations d'urgence, les organisations financent les projets de plusieurs façons :

- Les fonds propres : cette catégorie représente les dons qu'elles reçoivent, les cotisations des membres, le financement de certains projets, etc. Cet argent est directement accessible et permet de réaliser les projets rapidement. Grâce à ces fonds, les premières opérations d'assistance et les premiers déploiements des membres sont financés (Brière et al., 2021).
- Les subventions publiques obtenues de bailleurs de fonds : cette source de financement représente la majorité des fonds obtenus par les ONG (Szymczak, 2023). Dans un premier temps, les organismes définissent les besoins de financement et identifient plusieurs bailleurs de fonds qui peuvent financer les activités. Les bailleurs définissent différents critères et ne financent que certains secteurs d'activité. De plus, certains d'entre eux demandent que le projet soit financé par une partie des fonds propres de l'organisation. Dans le cas où leur organisme est éligible, les gestionnaires de projet remplissent une proposition de projet déposée par le bailleur de fonds en expliquant en détail leur opération. Ce sont alors les bailleurs qui analysent la pertinence du projet et s'ils vont le financer. Cependant lors d'une crise humanitaire, tous les organismes recherchent des fonds et beaucoup d'entre eux en réclament aux mêmes financeurs. De ce fait, toutes les propositions de projet ne sont pas acceptées. Il existe une grande compétition entre les ONG pour recevoir les fonds. C'est pour toutes ces raisons, qu'il est important pour les organisations d'avoir un financement propre. Dans le cas où le financement du projet d'urgence est accepté, le bailleur de fonds réclame des rapports qui montrent l'évolution des activités sur le terrain, les résultats obtenus et l'utilisation des fonds. Les dépenses réelles et celles qui étaient prévues doivent être justifiées dans le rapport (Brière et al., 2021).
- Les entreprises et les fondations : certaines entreprises décident de soutenir les projets d'urgence après des catastrophes naturelles. Elles financent les activités soit

sous forme monétaire soit sous forme matérielle. En contrepartie, le logo de leur entreprise ou de leur fondation peut être mis en avant lorsque l'ONG communique sur ses activités (Szymczak, 2023).

En conclusion, pour être sûr que toutes les activités soient mises en place, il est nécessaire que les organisations aient des fonds propres et qu'elles soient financées par plusieurs bailleurs de fonds et partenaires.

❖ **Mise en œuvre**

Cette phase consiste en l'exécution dans le temps des activités qui ont été déterminées lors de la phase précédente.

Les organismes doivent constituer l'équipe projet qui va travailler sur les différentes activités sur le terrain. Ensuite, chaque membre de l'équipe va exécuter les tâches qui lui sont confiées dans le document réalisé durant la phase de conception. Ils doivent prendre conscience du contexte, des objectifs, des activités, de la méthodologie à appliquer et de leurs rôles.

❖ **Suivi et évaluation**

Dès le commencement des activités, le suivi des opérations débute. Il permet de recueillir des données à un instant T et de vérifier si l'avancement correspond aux objectifs fixés (Brière et al., 2021). C'est le chef de projet qui va suivre le calendrier, la mise en œuvre des activités, la gestion des risques et les dépenses réalisées. Les informations obtenues permettent d'adapter le cycle du projet si nécessaire. Ce suivi assure de meilleurs résultats finaux. Durant ce laps de temps, des réunions seront réalisées avec l'équipe projet (Brière et al., 2021).

L'évaluation de la gestion de projet d'urgence permet d'observer l'efficacité, la pertinence, la durabilité et l'impact du projet. À la différence du suivi, qui lui se fait régulièrement, l'évaluation est réalisée généralement une seule fois en gestion de projet d'urgence. Celle-ci est basée sur les indicateurs choisis lors de la concrétisation du projet. L'évaluation en temps réel du projet d'urgence analyse si les résultats obtenus sont en cohérence avec les objectifs qui avaient été fixés. Les effets et les impacts des interventions de l'aide internationale ressortent lors de cette évaluation (Brière et al., 2021).

Toutefois, les évaluateurs de l'aide d'urgence sont confrontés à différents problèmes pendant ces évaluations. Lors de crises humanitaires comme des catastrophes naturelles, l'évaluation initiale se fait très rapidement. L'évaluateur du projet peut donc manquer de données de référence ou bien celles-ci peuvent ne plus être pertinentes si d'autres changements se sont additionnés. Dans ce cas, l'évaluateur doit réinterroger les bénéficiaires. Une deuxième problématique peut être le manque d'accès et l'insécurité qui règne dans le pays. Aussi, les réponses des bénéficiaires devront-elles être récupérées via d'autres approches. Enfin, lors d'une crise, les habitants ont peu de temps à accorder à une

évaluation. Dans ce cas, l'évaluateur privilégie les évaluations en groupe plutôt que des questionnaires individuels ou des groupes de paroles (Brière et al., 2021).

Chaque organisme réalise sa propre évaluation en interne. Cependant, l'ONU réalise aussi des évaluations interagences pour obtenir une vue d'ensemble sur l'action de plusieurs organismes humanitaires (Brière et al., 2021). Les évaluations sont essentielles puisqu'elles permettent de fournir des preuves concernant les résultats des opérations aux bailleurs de fonds qui financent les projets.

À la fin de la gestion de projet d'urgence se tient une réunion qui permet de dresser le bilan des opérations sur le terrain. Cette réunion peut convier la direction de l'organisation, les bailleurs de fonds, des parties prenantes clés et les membres de l'équipe projet. La discussion finale concerne les résultats obtenus, les problèmes non résolus, l'impact sur la population et les leçons qui ont été apprises. Tous ces points sont résumés dans un rapport de fin de projet approuvé par le comité de direction de l'organisme.

❖ Résumé des interventions sur une ligne du temps

Le Groupe URD (Urgence, Réhabilitation et Développement) a réalisé une ligne de temps qui représente l'ensemble des opérations ainsi que les acteurs concernés lors d'une catastrophe naturelle de moyenne à grande ampleur. La mortalité - c'est-à-dire le nombre de décès - ainsi que la morbidité - le nombre de malades - sont représentées sur l'axe des Y. Sur l'axe des X, le graphique représente le temps en jour, semaine et mois. En ce qui concerne les données en rouge, elles illustrent le séisme de 2010 qui s'est produit en Haïti.

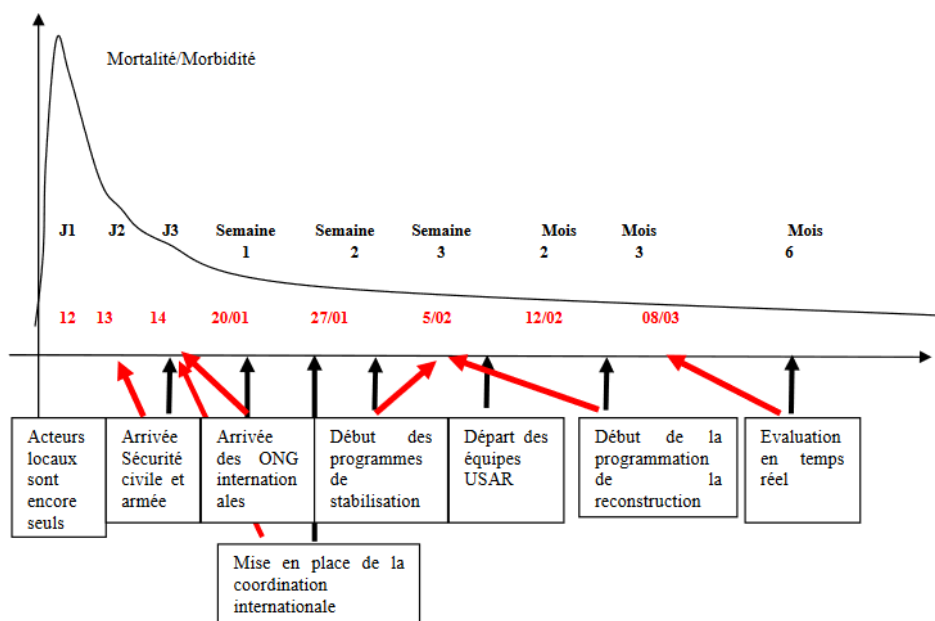


Figure 22 - La ligne du temps des interventions

Source : Groupe URD. (2010). *Étude en temps réel de la gestion de la crise en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010.*

file:///C:/Users/Isaco/Downloads/Gestion%20de%20crise%20Haïti.pdf

À partir de l'instant où une catastrophe naturelle survient, différentes opérations vont être exécutées. La première période du J1 au Mois 2 est la phase d'urgence. Comme vu précédemment, c'est le moment où les acteurs vont apporter une assistance humaine et matérielle. Au J1, ce sont les acteurs locaux qui procèdent au sauvetage sous la coordination des autorités locales. La sécurité civile et l'armée arrivent dans les heures qui suivent pour continuer les recherches, les secours et les déblaiements du territoire. Entre-temps, le gouvernement fait appel à l'aide internationale et celle-ci arrive quelques jours après. Au cours de la première semaine, la coordination internationale se met en place. Différents projets d'aide humanitaire sont réalisés pour venir en aide à la population. La durée de la phase d'urgence peut varier d'une catastrophe naturelle à une autre, mais en moyenne, elle reste active entre 2 et 3 mois. Par la suite, l'aide d'urgence se retire au fur et à mesure pour laisser la place à la gestion de projet de développement. Le graphique montre bien qu'à partir du mois 3, la phase de reconstruction débute. Au cours du mois 6, des évaluations des projets sont effectuées, dans le but d'analyser les résultats obtenus.

Concernant le séisme de 2010 en Haïti, le graphique permet d'observer une intervention rapide de la sécurité civile, de l'armée et de l'aide internationale. Ceci démontre bien que l'ordre des interventions reste toujours le même. Cependant, le moment où les acteurs entrent en jeu et interviennent n'est pas fixe. Cela dépend de nombreux facteurs dans le pays concerné.

5. Conclusion

Face aux catastrophes naturelles qui surviennent régulièrement en Haïti, l'aide humanitaire intervient pour venir en aide à la population en réalisant de la gestion de projet d'urgence. Comme le travail porte sur l'analyse de celle-ci, l'objectif de cette partie était de définir la gestion de projet en général, ainsi que de différencier la gestion de projet d'urgence et celle de développement. Pour rappel, la gestion de projet se divise en trois phases distinctes dont la première est consacrée à la gestion de projet d'urgence tandis que les deux autres (phase de réhabilitation et de reconstruction) sont réalisées par la gestion de projet de développement.

Concernant la gestion de projet d'urgence, cette phase commence après l'apparition d'une catastrophe naturelle et est mise en place par des organismes humanitaires. Elle va apporter une assistance humaine et matérielle dans le but de répondre aux besoins primaires de la population comme un abri, de la nourriture, de l'eau potable, une assistance médicale, etc. La gestion de projet d'urgence comporte 7 phases distinctes qui se succèdent : la recherche, les secours et le déblaiement juste après la catastrophe naturelle, l'évaluation initiale, l'analyse, la planification, la mise en œuvre, le suivi et enfin l'évaluation. La durée de ce cycle est variable et peut durer entre quelques semaines ou quelques mois.

Partie 3 : L'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles sur la population en Haïti

1. Introduction

La première partie de ce travail a planté le décor avec l'historique des catastrophes naturelles en Haïti ainsi que ses conséquences sur la population. Par la suite, la deuxième partie a expliqué comment les organismes humanitaires mettent en place, sur le terrain, la gestion de projet d'urgence après un risque naturel. Enfin, la troisième partie de ce travail consiste à analyser l'impact de la gestion de projet d'urgence, suite à des catastrophes naturelles, sur la population en Haïti.

Dans un premier temps, cette partie expliquera la méthodologie appliquée pour réaliser l'analyse de ce travail. Elle consiste en deux étapes qui ont permis de recueillir des informations sur le sujet : la recherche documentaire et une étude qualitative. Cette étude est basée sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de 11 intervenants aux profils variés, dans le but d'obtenir des informations de qualité.

Par la suite, le travail exposera les 5 indicateurs choisis sur base de l'avis des intervenants pour réaliser l'analyse. Par ordre de priorité, ce sont le secteur de la santé, de l'habitation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la sécurité alimentaire et enfin de l'éducation.

Après avoir obtenu toutes les informations, celles-ci vont être analysées et classées parmi les 5 indicateurs choisis. L'objectif est d'observer l'impact des actions mises en place par les organismes humanitaires à court et à long terme. Plusieurs problématiques pertinentes qui empêchent la gestion de projet d'urgence d'avoir un réel impact ont été également soulevées lors des entretiens et seront ajoutées à cette analyse. Pour terminer celle-ci, la situation d'Haïti sera comparée à d'autres pays qui ont subi les mêmes types de catastrophes naturelles, ce qui permettra de faire ressortir les différences concernant le relèvement des pays.

À la fin de cette partie, l'analyse permettra de mieux comprendre l'aide d'urgence qui a été gérée lors des catastrophes naturelles en Haïti et de distinguer ce qui a bien fonctionné de ce qui a été problématique. Par la suite, quelques recommandations d'améliorations pourront être tirées.

2. Méthodologie

La méthodologie peut se définir comme : « l'ensemble des méthodes et des techniques qui orientent l'élaboration d'une recherche et qui guident la démarche scientifique » (Amaral, 2016).

La démarche méthodologique utilisée pour le recueil des informations de ce travail est en deux étapes : la recherche documentaire de données existantes et une étude qualitative. Ces deux étapes ont comme objectif de répondre à la question de recherche de ce travail.

La recherche documentaire consiste en la lecture approfondie de rapports et de documents scientifiques réalisés par des associations, des ONG ou des institutions publiques sur la mise en place, le suivi et les résultats obtenus lors de la gestion de projet d'urgence en Haïti après des catastrophes naturelles. Ce sont des rapports ou des documents comportant des données du terrain provenant soit de sites internet, soit d'employés travaillant dans des organismes humanitaires. Ces ressources sont essentielles pour récolter des données concrètes venant du terrain puisque seuls ces organismes peuvent les rassembler. Les sites internet ont également été choisis pour répondre au mieux à la question de recherche. De cette recherche documentaire, deux types de recueils de données ont été extraits : les données chiffrées et les données sous forme littéraire. Chacune d'elles a été vérifiée. En revanche, l'analyse a été limitée dans un certain temps par le manque de données accessibles. De nombreux rapports d'organismes étant confidentiels, il a été difficile de réunir des données chiffrées pour établir une comparaison avant/après les catastrophes naturelles. De plus, il était prévu au départ d'étudier l'impact des projets grâce à des indicateurs de la Banque mondiale. Cependant, de telles données sont manquantes. Malgré cela, des rapports et documents convaincants ont été utilisés. En résumé, cette méthode est pertinente puisqu'elle permet d'enrichir la compréhension du fonctionnement de la gestion de projet d'urgence en Haïti et d'obtenir des données précises venant du terrain.

L'étude qualitative, quant à elle, est une méthode qui permet d'analyser et de comprendre des informations via des entretiens individuels. En amont des entretiens, un guide avec une vingtaine de questions ouvertes pertinentes a été préparé sur le sujet pour pouvoir vérifier les hypothèses (Voir ANNEXE 1 : le guide d'entretien). Bien que ces questions soient une base, d'autres questions en lien avec le sujet ont été ajoutées au cours de l'entretien. Lors de ce travail, les entretiens ont été réalisés par visioconférence. La durée de ceux-ci est estimée entre 45 min et 1 h 30 avec une moyenne de 1 heure chacun. L'objectif de l'analyse qualitative a été d'obtenir sur le sujet des données de qualité provenant de professionnels. Trois types de profils ont été choisis. Le premier profil représente des professionnels de l'humanitaire puisque ce sont eux qui interviennent en premier lors des catastrophes naturelles. Ensuite, des professionnels du développement vu qu'ils interviennent dans un second temps. Finalement, le dernier profil se compose d'Haïtiens puisqu'ils sont concernés par ces crises. L'objectif était de diversifier les profils pour obtenir plus de pertinence. Par conséquent, l'étude s'appuie sur 11 interviews semi-directives avec des responsables de projet de plusieurs organismes humanitaires et de développement comme Médecins du Monde, la Croix-Rouge française, Caritas, Action contre la faim, etc ainsi que des Haïtiens. Ci-dessous, un tableau de présentation de chaque intervenant.

Nom et prénom	Nom de l'organisme	Fonction	Date de l'interview
Bérangère Tripon	Commission européenne de Bruxelles	Desk Officer	27/03/2023
Caroline Broudic	Groupe URD	Coordinatrice de projet	20/04/2023
Pierre Van Heddegem	Médecins du Monde	Responsable pays	02/05/2023
Joël Cachera	Croix-Rouge française	Coordinateur des urgences dans la zone des Caraïbes	05/05/2023
Martine Haentjens	Caritas	Responsable pays	03/04/2023
Barbara Albrecht	Misserior	Coordinatrice de projet	12/04/2023
Frédéric Thomas	Cetri	Docteur en science politique	13/04/2023
Sophie Daris	Terre sans frontière	Cheffe de programme de l'Amérique latine et des Caraïbes	03/05/2023
Marc Daslyn Casimir	AGRIPEV Haïti	Responsable de projet	01/05/2023
Ronald Cooman Stinfil	Association en Haïti	Vice-Président	15/06/2023
Caroline Aubry	Architectes de l'urgence	Ingénieure	01/08/2023

Les données obtenues ont recensé les expériences et les avis de chacun sur l'impact de la gestion de projet d'urgence en Haïti. Les objectifs principaux étaient de comprendre la situation générale en Haïti, les actions mises en place pour aider la population ainsi que

l'impact de celles-ci à court et long terme dans plusieurs secteurs. L'étude qualitative privilégie les détails et la pertinence plutôt que la quantité. Le nombre de réponses favorables a été limité par rapport aux demandes envoyées par mail, par WhatsApp, sur LinkedIn, sur les groupes Facebook, etc. Toutes les informations concernant les personnes qui ont été contactées se trouvent en annexe (voir ANNEXE 2 : les personnes contactées pour une demande d'entretien). Malgré cela, les personnes interrogées ont apporté des informations essentielles pour l'analyse. Finalement, pour décider de l'arrêt de l'étude, le principe du point de saturation a été suivi. En effet, la recherche de données s'est arrêtée au moment où plus aucune nouvelle information n'a été découverte.

Après ces deux étapes, les informations ont été synthétisées entre cinq secteurs : le secteur de la santé, le secteur de l'habitation, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et enfin le secteur de l'éducation. Dans un premier temps, toutes les actions réalisées dans ces secteurs par les organismes humanitaires seront décrites en détail. Par la suite, une analyse des données sera réalisée et permettra d'observer l'impact à court et long terme. Pour finir, cette analyse permettra d'élaborer une conclusion concernant l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles en Haïti.

3. Les intervenants

Dans le cadre de l'analyse qualitative, plusieurs entretiens semi-directifs par visioconférence ont été réalisés. Le choix des 11 intervenants a été réalisé sur la base de profils variés en termes de statuts professionnels et de lieux de travail pour assurer la pertinence et la qualité des informations recueillies. Il semblait important de cibler 3 catégories d'intervenants : ceux du secteur humanitaire qui font de la gestion de projet d'urgence, ceux du secteur du développement et des Haïtiens. Ces 3 catégories d'intervenants vont permettre d'obtenir des informations enrichissantes sur le sujet et d'analyser l'impact de la gestion de projet.

Avant d'observer les informations qui ont été recueillies, il semble intéressant de décrire le parcours professionnel de chaque intervenant pour prouver sa fiabilité ainsi que d'expliquer comment ce travail a été enrichi grâce à lui.

Le secteur de l'humanitaire :

Bérangère Tripon : elle a commencé à travailler avec Action contre la faim en septembre 2002. Elle a été tout d'abord coordinatrice administrative. Par la suite, elle est devenue coordinatrice financière. Dans ces postes, elle a réalisé plusieurs missions au Libéria puis en République démocratique du Congo. Quelques années après, elle est devenue coordinatrice de zone puis directrice pays au Soudan. Au total, elle a travaillé neuf ans sur le terrain. En 2010-2011, après le séisme, elle se rend en Haïti où elle coordonne les projets. Après cette mission, elle décide de travailler chez Solidarité Internationale en tant que Desk

Officer. Son rôle était de superviser tous les projets à l'international. Finalement, depuis 2016, elle a le même poste de Desk Officer mais à la Commission européenne de Bruxelles. Elle s'occupe principalement de l'Ukraine, de la Somalie, du Kenya et du Soudan.

Bérangère Tripon a apporté à ce travail son expertise dans la planification et la coordination de projet d'urgence ainsi que son expérience sur le terrain lors du séisme de 2010 en Haïti.

Caroline Broudic : elle a commencé sa carrière chez Action contre la faim où elle est restée 15 ans. Ensuite, de 2004 à 2014, elle a travaillé en Haïti en tant que coordinatrice pour le bureau URD qui évalue les projets mis en place par l'aide humanitaire.

Lors de l'entretien, Caroline Broudic a expliqué le fonctionnement des interventions d'urgence d'Action contre la faim lors d'une catastrophe naturelle. Elle a partagé son ressenti et son expérience de terrain. Elle a également apporté au travail des informations sur l'évaluation des projets d'urgence et sur la façon dont les organismes humanitaires évaluent l'efficacité de leur réponse.

Pierre Van Heddegem : il a commencé dans l'humanitaire après ses études, en 2014. Jusqu'en 2021, il a travaillé pour Médecins Sans Frontières. Au total, il a réalisé 18 missions sur le terrain. Depuis 2022, il travaille pour Médecins du Monde au siège à Bruxelles. Il est responsable de plusieurs pays. Il s'est rendu deux fois en Haïti, après l'ouragan Mathew, sur une période de 3 mois et ensuite de 2 mois.

Pierre Van Heddegem a apporté à ce travail son expertise dans la gestion de projet d'urgence en général ainsi que son expérience avec Médecins Sans Frontières en Haïti. Il a expliqué le fonctionnement et l'impact du secteur médical.

Joel Cachera : à l'origine, ingénieur en gestion de l'eau, il a travaillé 5 ans dans un bureau d'étude sur des projets urbains en Inde et à La Réunion, puis il a basculé vers l'humanitaire. Il a commencé à travailler à la Croix-Rouge dans la zone sud-ouest de l'Asie sur des projets de développement et d'urgence durant une dizaine d'années. Par la suite, il a travaillé un an au siège à Paris, puis il est parti travailler pour la zone des Caraïbes comme coordinateur des urgences. Il aide au renforcement de la Croix-Rouge des pays sur la partie eau et assainissement. Il a été 3 fois en Haïti pour deux urgences : les séismes de 2010 et de 2021 et pour un projet de développement, en juillet 2022.

Joel Cachera a apporté son expertise dans le domaine de l'humanitaire en expliquant le fonctionnement des distributions de kits alimentaires, d'hygiène et de nettoyage ainsi que de leurs contenus.

Caroline Aubry : elle travaille comme ingénieur avec Architectes de l'urgence. Avec cette fondation, elle est intervenue plusieurs mois en Haïti ainsi que dans d'autres pays comme le Népal, le Mozambique, etc.

Caroline Aubry a pu apporter des informations concernant l'impact de la gestion de projet d'urgence dans le secteur de l'habitation, puisqu'Architectes de l'urgence aide la population à se reloger après des catastrophes naturelles.

Le secteur du développement :

Martine Haentjens : elle a vécu au total 32 ans en Haïti. Elle a commencé par travailler dans un mouvement paysan dans le pays durant 13 ans. Ensuite, elle a collaboré comme représentante pays pour l'association Protos qui se nomme à ce jour Join for Water. Par la suite, elle a expérimenté la gestion de programme pendant un an chez Actionnit. À l'heure actuelle, elle est représentante pays pour Caritas. Toute sa carrière a été dédiée à la gestion de projets de développement, mais depuis 2016, elle fait également de la gestion de projet d'urgence avec Caritas.

Martine Haentjens a partagé son expérience après avoir vécu une partie de sa vie en Haïti. Elle a apporté à ce travail des éclaircissements sur le contexte du pays et sur les conditions de vie des habitants. Ce qui a été le plus enrichissant, c'est sa vision de la gestion de projet d'urgence et celle de la gestion de développement. Elle a su en énoncer les aspects positifs ainsi que les différences puisqu'elle a de l'expérience dans les deux secteurs.

Barbara Albrecht : salariée depuis 20 ans chez Misserior, une association dans le développement durable en Allemagne, elle coordonne depuis 2012 les projets en Haïti. L'association supervise 80 projets dans plusieurs domaines comme le développement durable, l'éducation et la santé. Lorsqu'adviennent des catastrophes naturelles, elle participe également à l'aide d'urgence.

Cette interview a apporté une vision de la gestion d'urgence du point de vue d'une gestionnaire d'un organisme de développement. Barbara Albrecht a partagé son opinion externe et ce qu'elle a observé dans la mise en place de projets d'urgence lors d'une catastrophe naturelle.

Frédéric Thomas : docteur en science politique, il a commencé à travailler dans une ONG belge comme responsable de projets en Haïti. Il s'est rendu sur place en 2009 et en 2010 après le séisme. Depuis, il est chargé d'étude au Centre tricontinental, Cetri, à Louvain-la-Neuve. Frédéric Thomas a écrit de nombreux articles sur les situations de crises en Haïti.

Il a montré son expertise concernant les situations de crises dans le pays. De ce fait, l'entretien a permis d'en apprendre davantage sur les problématiques qui peuvent diminuer l'impact de la gestion de projet d'urgence sur la population comme l'instabilité de l'état, l'insécurité dans le pays, ainsi que la mauvaise coordination entre les organismes humanitaires.

Sophie Daris : elle travaille depuis 9 ans dans l'organisation Terre sans frontière au Canada. Elle a commencé en tant qu'organisatrice d'événements puis elle est devenue cheffe de

programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Terre sans frontière mène des projets au Mexique, en Équateur, en Bolivie et en Haïti. Dans ce dernier pays, l'association s'oriente davantage vers l'aide au développement, mais lors d'une catastrophe naturelle, elle intervient avec l'aide d'urgence. Une équipe locale de 55 personnes est présente sur le terrain depuis 2014.

L'entretien avec Sophie Daris a permis d'obtenir son opinion sur les interventions de l'aide d'urgence après une catastrophe naturelle. Elle a une vision externe sur leur impact puisque les organismes de développement dans lesquels elle travaille interviennent plutôt dans les semaines suivant l'aide d'urgence.

Citoyens d'Haïti :

Marc Daslyn Casimir : Cet Haïtien a vécu le séisme de 2010. Depuis, il a travaillé dans plusieurs ONG locales et internationales dont ACTED jusqu'en 2022. Aujourd'hui, il est responsable de projet chez AGRYPEV en Haïti.

Cet entretien a été enrichissant pour ce travail puisque Marc Daslyn Casimir a expliqué son histoire et sa vie ainsi que son vécu face aux différentes catastrophes naturelles survenues en Haïti. Il a également partagé son expérience dans les ONG locales ainsi que son point de vue sur l'aide internationale.

Ronald Cooman Stinfil : Il vit depuis 7 ans en France. Il a assisté à plusieurs catastrophes naturelles dont le séisme de 2010, l'ouragan Mathew et plusieurs tempêtes. Il a une formation de médecin et à l'heure actuelle, il est également vice-président d'une association haïtienne.

Ronald Cooman Stinfil a apporté à ce travail son point de vue sur le contexte en Haïti et a partagé son témoignage après avoir vécu les catastrophes naturelles. Son avis de citoyen a été très enrichissant.

4. Les indicateurs

Après avoir récolté toutes les données pertinentes lors des entretiens semi-directifs et de la lecture des rapports d'organismes humanitaires, celles-ci vont être réparties dans plusieurs secteurs choisis. Par la suite, les données de chaque secteur seront analysées dans le but de définir l'efficacité de l'aide d'urgence.

Pour sélectionner les secteurs les plus pertinents, le travail s'est basé sur les 11 secteurs que les Nations unies identifient après une catastrophe naturelle. Pour rappel, il y a le secteur de l'éducation, la télécommunication, le relèvement précoce, la sécurité alimentaire, la santé, la logistique, la nutrition, la protection, l'habitation, la coordination des camps et enfin, le secteur de l'eau, des installations sanitaires et de l'hygiène. Parmi tous ceux-ci, quelques-

uns ont été priorités. Le choix des 5 secteurs a été discuté avec les intervenants sur la base des besoins prioritaires de la population directement après une catastrophe naturelle en Haïti. Grâce à leurs expériences de terrain, ils ont pu observer quels étaient les secteurs qui devaient être pris en charge en priorité. Donc, lors des interviews, chaque intervenant a cité quelques secteurs prioritaires selon lui. Le choix des secteurs s'est également basé sur la répartition du principal bailleur de fonds européen, le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO). Il a distribué des fonds à plusieurs secteurs lors du séisme de 2010 en Haïti. Dès lors, pour réaliser l'analyse, le choix s'est porté sur les secteurs avec le plus haut pourcentage de fonds alloués.

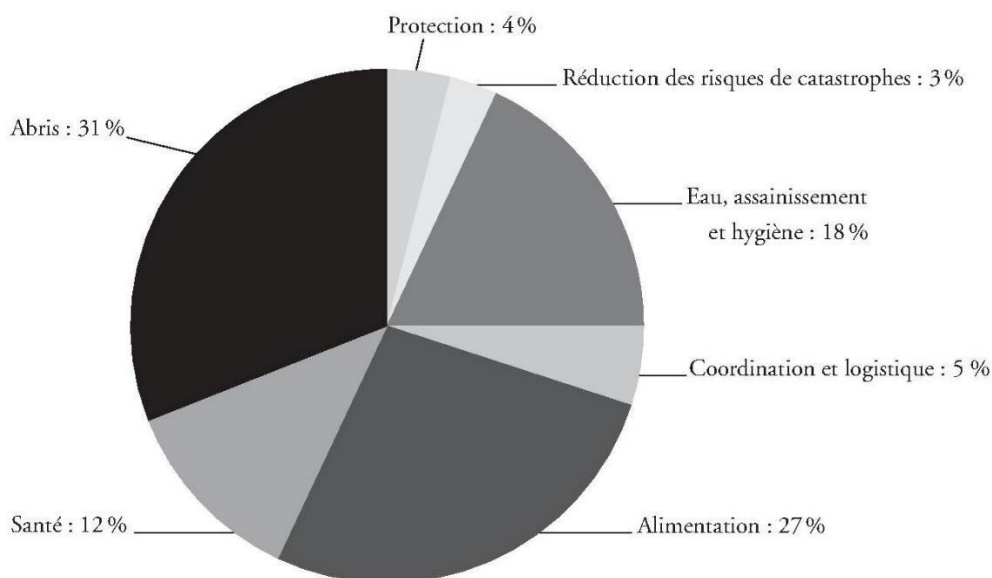


Figure 23 - Répartition des fonds de la DG ECHO à la suite du séisme de 2010 en Haïti par secteur d'intervention

Source : Grünewald, F. (2017). L'aide humanitaire : Quel bilan deux ans après le séisme ? In J.-D. Rainhorn (Éd.), *Haïti, réinventer l'avenir* (p. 171-184). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsmh.8341>

Effectivement, comme il a été décrit dans les premières pages de ce travail, une catastrophe naturelle entraîne énormément de conséquences négatives pour la population. Il y a des personnes décédées, des blessés, des sans-abris, une diminution de la nourriture disponible à cause du milieu agricole qui est affecté ainsi que des problématiques d'hygiène après de tels événements. Tout ceci explique la répartition des fonds alloués à la suite du séisme de 2010 dans le pays.

Finalement, les 5 secteurs choisis sont, par ordre de priorités : le secteur de la santé, puis de l'habitation, ensuite de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, puis celui de la sécurité alimentaire et enfin celui de l'éducation. L'écartement des autres secteurs ne reflète pas leur

non-importance mais ils ont un effet direct moindre sur la population et ils sont moins abordés dans les rapports d'évaluation des organismes humanitaires.

Les 5 secteurs choisis :

❖ Le secteur de la santé

En raison du nombre de personnes décédées et de blessés après une catastrophe naturelle, il est important que ce secteur soit classé en premier, puisqu'il a comme objectif de sauver des vies. Grâce aux personnels de santé, des soins médicaux et psychologiques sont apportés aux personnes touchées par la catastrophe naturelle.

❖ Le secteur de l'habitation

Ce secteur est en deuxième position dans l'ordre de priorité puisqu'il vient en aide aux personnes qui se retrouvent sans logement. Effectivement, après une catastrophe naturelle, de nombreux habitants perdent leur maison parce qu'elles sont totalement ou partiellement détruites. Dès lors, l'aide humanitaire a pour objectif de leur apporter un abri sûr, digne et correct.

❖ Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

Lors de catastrophes naturelles, de nombreuses infrastructures liées au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont détruites. De plus, les personnes déplacées sont privées d'accès à ces services. Or, pour la dignité de la population et éviter les épidémies, il est essentiel de garantir une accessibilité à ces infrastructures. Dès lors, l'aide humanitaire offre des services d'hygiène sûrs et met en place des mesures préventives contre les maladies.

❖ Le secteur de la sécurité alimentaire

Lors d'une catastrophe naturelle, de nombreuses personnes perdent leur terre agricole ou bien leur nourriture. Dès lors, ce secteur fait partie des plus importants puisqu'il a comme objectif de fournir des denrées alimentaires pour améliorer la situation nutritionnelle de la population.

❖ Le secteur de l'éducation

À la suite de la destruction des écoles et de l'augmentation de l'exode rural dû aux catastrophes naturelles, des enfants ne se rendent plus à l'école. Pour éviter une déscolarisation, ce secteur est important et est pris en charge assez rapidement.

5. Analyse des données

Après avoir récolté les données via la recherche documentaire et les entretiens avec les professionnels, celles-ci vont être analysées et classées dans les 5 secteurs choisis. L'objectif de cette partie est de comprendre l'impact de la gestion de projet d'urgence et d'analyser son efficacité dans chaque secteur. En observant les effets de l'impact, cela permet d'améliorer l'efficacité de l'aide et ainsi proposer des recommandations.

Pour chaque secteur, la première partie consistera en l'explication des actions mises en place par les organismes humanitaires pour répondre aux besoins de la population haïtienne lors des catastrophes naturelles. La deuxième partie sera consacrée à l'analyse de l'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme, c'est-à-dire dans les 6 mois suivant les actions mises en place. Finalement, la dernière partie analysera l'impact des interventions des organismes humanitaires à long terme à plus de 6 mois.

Ce travail montrera également que certaines problématiques empêchent une réelle efficacité de la gestion de projet d'urgence. Celles-ci seront expliquées et illustrées par des exemples.

À la fin de cette partie, l'analyse permettra de définir l'impact de la gestion de projet d'urgence sur la population après des catastrophes naturelles en Haïti.

5.1 Le secteur de la santé

❖ Actions mises en place

Lors d'une catastrophe naturelle, c'est le secteur de la santé qui est le plus impacté et donc le plus important. Effectivement, selon les témoignages des intervenants, de tels événements entraînent un nombre considérable de décès, de blessés plus ou moins graves et de personnes impactées psychologiquement. Comme expliqué dans le chapitre précédent, les recherches, les secours et le déblaiement sont la première étape de la gestion de projet d'urgence. Cette étape se réalise grâce à l'aide des policiers et pompiers locaux ainsi que l'aide des secours internationaux, avec pour objectif d'intervenir le plus rapidement possible. En lien avec cet objectif, les organismes humanitaires vont déployer des actions en offrant gratuitement à la population des soins de santé, sous différentes formes. À titre d'exemple, après le séisme de 2010, Médecins Sans Frontières a soigné plus de 350 000 Haïtiens en 10 mois (Médecins Sans Frontières, 2023) et Médecins du Monde a pris en charge 850 000 patients durant la phase d'urgence (Pankert, 2015).

Toutes les informations ci-dessous qui expliquent les actions organisées par les organismes humanitaires ont été citées par les intervenants suivants : Martine Haentjens, Marc Daslyn Casimir, Sophie Daris et Pierre Van Heddegem.

Pour les personnes habitant dans les villes lors des dernières crises environnementales majeures en Haïti, l'aide internationale a construit des tentes afin d'y organiser des

consultations et des opérations chirurgicales. Ce sont des médecins, infirmiers et kinés internationaux qui pratiquent ces soins.

Des équipes mobiles sont créées pour pouvoir se déplacer dans les zones les plus reculées des campagnes. Une équipe est constituée en général d'un médecin, de deux infirmières et d'un logisticien, mais leur nombre peut varier en fonction de la situation. En général, l'équipe mobile se déplace sur un site différent chaque jour. Contrairement au travail réalisé en ville sous les tentes (opérations et prise en charge des cas graves), seules les blessures superficielles et la prévention des maladies telles que le choléra sont traitées par les équipes mobiles.

Dans le secteur médical, des distributions d'aide à la mobilité ont également été mises en place. Par exemple, après le séisme de 2010, l'association Handicap International a distribué 120 aides comme des béquilles, des fauteuils roulants ou encore des déambulateurs (Handicap International, 2022).

❖ **L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme**

Dans ce secteur, tous les intervenants affirment que la gestion de projet d'urgence semble avoir un impact positif et est essentielle. Premièrement, le personnel de santé a soigné les personnes qui étaient dans le besoin sans discrimination de genre, race, milieu de vie ou encore religion.

De plus, l'impact à court terme est important vu que les soins apportés pour tous les habitants sont gratuits. Comme expliqué, dans le contexte d'Haïti, les moyens financiers empêchent la population d'avoir accès à des soins de santé de qualité et une partie de la population souffre de malnutrition. De ce fait, lors de la gestion de projet d'urgence, les citoyens ont la possibilité de consulter un membre du personnel de la santé pour répondre à leurs besoins médicaux. Les premiers soins les plus demandés après une catastrophe naturelle sont les soins pour les blessures physiques, les maladies liées au manque d'eau potable, les soins des enfants, les soins de maternité et les chocs émotionnels. C'est à partir de 2010 que les organismes humanitaires ont pris conscience de l'importance du soutien psychologique de la population et qu'il était nécessaire de l'instaurer directement après l'incident et non pas plusieurs semaines après. Pour prouver que l'intervention des organismes humanitaires a un impact positif à court terme, l'Unicef estime que 6 mois après le séisme de 2010, plus de 260 000 enfants ont bénéficié de l'aide d'urgence. D'après eux, les enfants avaient besoin de ces soins (UNICEF, s. d.-b). D'autres chiffres peuvent également prouver l'impact positif comme ceux de Handicap International qui a permis à plus de 90 000 personnes d'obtenir des soins de réadaptation. Plus de 25 000 personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial (Handicap International, 2020)

Ce qui fait que l'impact à court terme est plus impactant dans le secteur de la santé, c'est la rapidité des organismes humanitaires comme Médecins Sans Frontières, la Croix-Rouge, Médecins du Monde, etc à intervenir. Effectivement, peu importe la catastrophe naturelle survenue en Haïti, la réponse a été plus rapide (quelques heures) que celles qui ont eu lieu

au Pakistan ou en Indonésie (3-4 jours) (Organisation panaméricaine de la santé, 2012). Selon Pierre Van Heddegem, coordinateur de projet chez Médecins du Monde et ancien employé chez Médecin Sans Frontières, MSF peut déployer ses actions rapidement et être très efficace grâce à deux paramètres : le premier réside dans son implantation sur le territoire haïtien bien avant que la catastrophe ne survienne. Cela permet de délivrer des soins et de mettre en place des actions dans les premières heures après l'incident sans attendre l'arrivée d'une aide extérieure. Le second paramètre est l'existence d'une pharmacie déjà sur place et la capacité de recevoir, dans les 24 h qui suivent, des médicaments et du matériel livrés par avion.

Cependant, la moitié des intervenants interviewés considèrent que l'impact de la gestion de projet d'urgence dans le secteur de la santé était plus efficace en zone urbaine qu'en zone rurale. Effectivement, en ville, les habitants bénéficient de tentes médicales, de centres de santé et d'hôpitaux pour recevoir des soins gratuits. En revanche, à la campagne et dans les zones plus reculées, la population a moins de possibilités d'accès aux soins apportés par l'aide internationale. Malgré les équipes mobiles qui se déplacent dans les communautés, celles-ci sont insuffisantes. Certaines régions n'en bénéficient même pas. D'après Sophie Daris, cheffe de programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Terre sans frontières, certaines communautés isolées n'ont pas vu d'organismes durant toutes les périodes de crise. Human Rights Watch est également du même avis : l'organisme témoigne dans un rapport du manque d'accès aux soins de santé pour les filles et les femmes, dans les zones les plus reculées, après le séisme de 2010, malgré la grande quantité des services offerts dans le pays.

Effectivement, certaines d'entre elles n'ont pas bénéficié de soins pour plusieurs raisons. La première raison est due au manque d'information concernant les aides disponibles. La plupart des Haïtiennes interrogées dans les camps et bidonvilles par Human Rights Watch ne savaient pas quels types de soins étaient offerts ni où ils étaient proposés, et elles connaissaient très peu d'organisations humanitaires qui travaillaient dans la zone. La deuxième raison, c'est que les filles et femmes pauvres n'ont pas les moyens financiers de se déplacer en transport pour aller dans les lieux où sont prodigués les soins. Enfin, elles ne savaient pas financer certaines prestations qui n'étaient pas incluses dans celles délivrées gratuitement (Human Rights Watch, 2011).

D'autres données peuvent montrer que l'efficacité des soins médicaux après le séisme de 2010 a été plus impactant dans les villes. Effectivement, comme les dispositifs médicaux (centres, tentes, équipes mobiles, etc.) étaient moins présents dans le milieu rural, une étude de l'Université de Michigan a démontré que plus de 20 % des décès ont été causés, non par le séisme, mais bien à cause du manque de soins apporté dans les six semaines après la catastrophe naturelle (Organisation panaméricaine de la santé, 2012).

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à long terme

Quelques mois, voire années, après les différentes crises environnementales subies en Haïti, l'aide internationale liée à la gestion de projet d'urgence se retire petit à petit. Le nombre de tentes médicales et les services des équipes mobiles diminuent. Dès lors, ce sont les équipes locales qui reprennent le contrôle. Ce qui veut dire que le nombre de membres du personnel de santé diminue et que les soins de santé sont de nouveau payants. La situation redevient comme avant la catastrophe naturelle et une partie de la population qui a été touchée ne sait plus se faire soigner à cause du manque de moyens financiers. C'est une situation problématique pour beaucoup d'habitants qui souffrent de maladies chroniques, pour ceux qui doivent continuer à bénéficier de soins pour leurs blessures ou pour ceux qui ont été impactés psychologiquement.

Le fait que la majorité des ONG humanitaires se retirent au fur et à mesure est également un problème dans les camps où les citoyens ont été déplacés après le séisme de 2010. Comme elles s'occupaient des soins, de l'approvisionnement en eau potable et du nettoyage des sanitaires, à leur départ, la situation sanitaire s'est dégradée. (Allix, 2013).

Malgré ces effets négatifs observés, prenons un exemple qui montre l'impact positif des interventions médicales sur le long terme. Grâce aux soins de santé, les systèmes de prévention et le suivi offert par les organismes humanitaires internationaux qui sont implantés sur le terrain, l'épidémie de choléra a diminué au cours des années (OMS, 2022). Selon Oxfam, des cas ont continué de se déclarer seulement dans les zones où aucune intervention n'a été réalisée (Oxfam, 2011). Sur le graphique ci-dessous, il peut être observé un pic de la maladie en 2011. Ce pic représente les conséquences des problèmes d'approvisionnement en eau et assainissement ainsi que le déplacement des habitants dans les camps après le séisme de 2010. Ces problématiques augmentent la transmission de la bactérie. Cependant, la diminution de l'épidémie les années suivantes montrent bien l'impact positif des soins de santé mis en place sur le long terme. En 2016, lors de l'ouragan Matthew, il y a une légère augmentation des cas détectés mais les organismes humanitaires dans le secteur de la santé, ont bien géré l'épidémie. D'ailleurs, les cas ont diminué les années qui ont suivi.

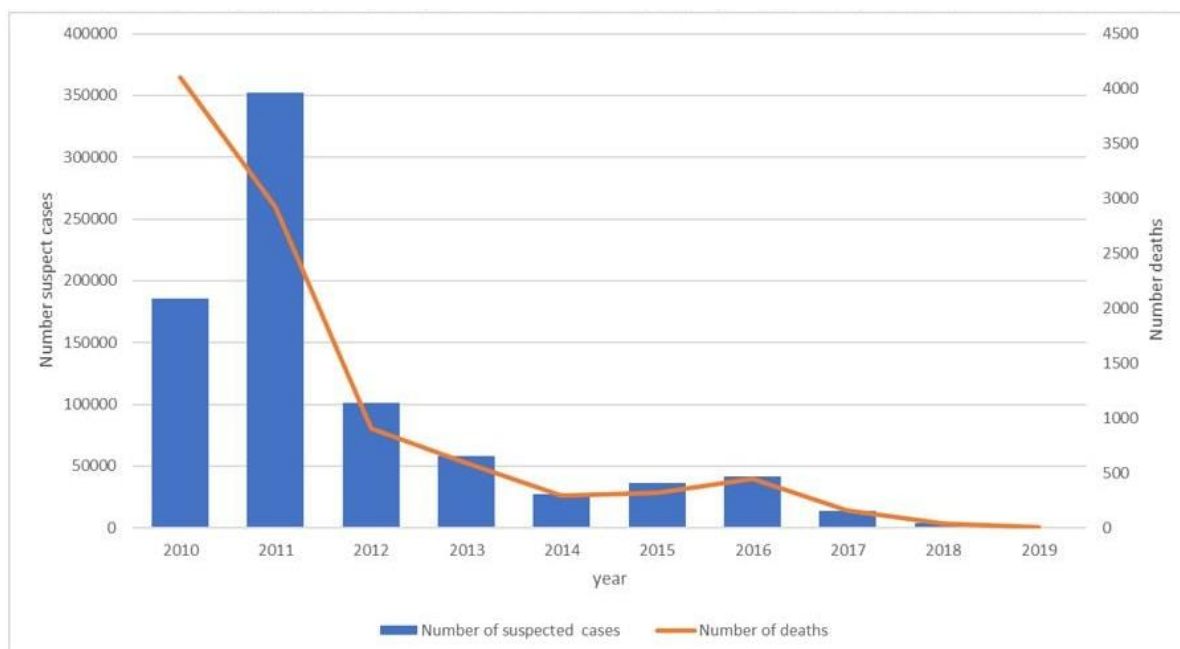


Figure 24 - Épidémie de choléra au cours du temps

Source : OMS. (2022, octobre 12). *Choléra – Haïti*. <https://www.who.int/fr/emergencies/disease-outbreak-news/item/2022-DON415>

Cependant, la situation médicale dans le pays reste complexe. Comme le dit, Marc Daslyn Casimir, citoyen haïtien, la situation médicale déjà compliquée avant une catastrophe naturelle devient encore pire après.

5.2 Le secteur de l'habitation

❖ Actions mises en place

Après les catastrophes naturelles vécues par Haïti depuis 2010, une grande partie des maisons sont partiellement ou totalement détruites. Par conséquent, des familles se retrouvent du jour au lendemain sans abri. Dès lors, le premier besoin prioritaire des habitants est de retrouver un toit pour pouvoir se loger avec leurs familles.

Pour les personnes qui n'ont plus de logement, les organismes humanitaires ont mis en place plusieurs actions, qui diffèrent selon les catastrophes naturelles. Après chaque événement, 3 pools de maisons sont définis : les maisons marquées en vert, en bon état et toujours habitables, les maisons marquées en jaune qu'il est nécessaire de réparer, les maisons marquées en rouge qui sont détruites et dont les habitants doivent être évacués (Grünwald, 2017). Lors du séisme de 2010, la majorité de l'aide internationale a distribué gratuitement aux habitants des maisons marquées en rouge, des tentes de l'ONU, qui pouvaient abriter entre 20 et 30 personnes ainsi que des bâches. Toutes ces tentes ont formé les centaines de

camps en Haïti. Malheureusement, ces tentes n'étaient pas adaptables pour la population et l'ont rendue passive.

Lors des catastrophes naturelles suivantes comme la tempête tropicale Isaac, l'ouragan Matthew, le séisme de 2021 et la tempête Grace, les organismes humanitaires ont décidé de distribuer gratuitement des kits d'habitation aux chefs de famille, plutôt que des tentes. Ces distributions étaient majoritairement réalisées dans les villes. Les kits étaient utilisés pour construire des « T-shelters », c'est-à-dire des abris transitoires constitués de tôles, de bâches, d'outils (machettes, marteau, clous, fil de fer, etc) de couvertures, etc. Chaque kit comprenait un flyer avec plusieurs plans de construction pour réaliser un abri temporaire. De plus, plusieurs kits pouvaient s'associer pour former un plus grand abri. Selon Joël Cachera, coordinateur des urgences à la Croix-Rouge, cette possibilité permettait de rassembler plusieurs membres d'une même famille ou de se réunir avec des parents plus éloignés, des voisins ou une autre famille. Le deuxième avantage, c'était que les personnes étaient actives dans la construction de leur abri et dans la mise en sécurité de leurs familles. Pour aider les personnes vivant à la campagne, des distributions de tôles et d'outils se faisaient également par hélicoptère. Tous ces abris temporaires ont commencé à s'étendre autour des villes et ont formé des bidonvilles.

À partir du séisme de 2021, selon Joël Cachera, une nouvelle idée a été appliquée pour les personnes qui avaient encore un logement mais qui était partiellement détruit ou sale. Les organismes humanitaires ont mis en place des distributions de kits de nettoyage avec des serviettes, des brosses, une raclette, du chlore, etc., pour remettre à neuf les habitations.

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme

Selon tous les intervenants, la distribution de tentes ou de kits d'habitation semble être efficace à court terme puisqu'elle permet d'offrir rapidement un abri aux populations qui ont perdu leur maison. De plus, cela permet de rassembler les familles et d'éviter les dispersions.

D'après Joël Cachera, les distributions de tentes effectuées lors du séisme de 2010 ont été, lors des catastrophes naturelles suivantes, modifiées en kits d'habitation pour augmenter leur efficacité et permettre à la population d'être plus autonome dans son relèvement en construisant elle-même ses abris.

Effectivement, ces kits d'habitation permettent d'offrir un toit à certaines familles mais comme le relève Marc Daslyr Casimir, Haïtien, tout le monde n'y a pas accès. Selon lui, le problème est dû au manque de coordination avec les autorités locales. En effet, les organismes humanitaires ne disposent pas de base de données reprenant les noms des habitants dans le besoin. Il est donc difficile d'identifier les vraies victimes dans le besoin et les familles qui ont déjà reçu un kit d'habitation. Par exemple, trois mois après le séisme de 2010, certaines familles étaient toujours sans-abri parce qu'elles n'avaient pas reçu de tentes. Ce qui veut dire, selon Marc Daslyr Casimir, que ces actions ne sont pas efficaces pour toute la population.

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à long terme

La majorité des intervenants pense que la gestion de projet d'urgence ne semble pas efficace à long terme dans le secteur de l'habitation. Effectivement, les abris temporaires ont été conçus pour subvenir aux besoins de la population sur une courte période en attendant que les familles retrouvent un logement. Cependant, cela n'a pas été le cas. À cause du manque de moyens financiers des habitants, les familles sont dans l'incapacité de se reloger ailleurs et décident donc de rester vivre dans ces abris temporaires. Par conséquent, les zones constituées d'abris autour des villes perdurent des années. Depuis le séisme de 2010, elles se sont multipliées et les conditions de vie y sont désastreuses.

Les intervenants interviewés pour l'analyse déclarent qu'il y a bien eu un problème dans la réponse humanitaire. Effectivement, certains organismes humanitaires ont reçu des financements afin d'intervenir après la catastrophe naturelle. Cependant, ils n'avaient jamais mis les pieds en Haïti et ils ne connaissaient ni le pays, ni la population. Malgré le fait qu'ils ne soient jamais venus sur le terrain, ils ont essayé, avec ceux déjà implantés de trouver des solutions lors des débats dans le cadre des clusters organisés par l'ONU. Seulement, des avis divergents sont ressortis de ces réunions. Par conséquent, plusieurs modèles d'abris ont été réalisés avec des coûts différents. De plus, les zones géographiques d'actions n'étaient pas clairement définies (Grünwald, 2017). De ce fait, les Haïtiens se sont retrouvés dans une incompréhension face aux interventions puisque plusieurs organismes se trouvaient sur la même zone (Grünwald, 2017). Par conséquent, l'urbanisation rapide a fait des villes touchées, un patchwork de modèles d'abris différents. Selon l'auteur François Grünwald (2017), certains organismes n'avaient aucune méthode et aucune préparation pour faire face à un tel événement. De plus, certaines agences comme UN-habitat, avec une expérience urbaine dans les pays en développement, ont été écartées.

La deuxième conséquence que les intervenants de l'aide au développement interrogés constatent, c'est que les matériaux distribués par l'aide d'urgence pour construire les abris et réparer les maisons sont très précaires, non réutilisables et très coûteux vu qu'ils sont importés. De plus, ils ne solidifient pas les maisons et sont inadaptés au climat tropical du pays. Comme expliqué dans le rapport de recherche du Groupe URD, l'avantage de ces abris, réside dans le fait qu'ils sont rapidement construits. Cependant, leur durée de vie ne dépasse pas les 3 ans. De ce fait, l'impact des logements ne dure pas dans le temps et n'est pas efficace pour la population à cause de leur détérioration rapide (Garcia & Trabaud, 2014). Les matériaux ne peuvent être revendus et créent des déchets à long terme. De plus, les citoyens qui construisent eux-mêmes leur abri sur la base de modèles ont peu d'expérience dans ce domaine. Selon un rapport, les plans pour la construction des abris temporaires ne seraient pas adaptés aux modes de vie des habitants (Garcia & Trabaud, 2014). Claudette Antoine Werleigh, ex Première ministre d'Haïti remarque que « l'abri temporaire, le T-shelter ne correspond pas à la culture haïtienne et qu'on ne construit jamais quelque chose d'éphémère même lorsqu'on n'a pas de moyens financiers ». Par conséquent, en plus de la mauvaise qualité des matériaux, lors d'une prochaine catastrophe naturelle, ces logements risquent d'être vite détruits ou impactés. Les intervenants constatent que

l'aide d'urgence est critiquée sur les solutions qu'elle propose pour améliorer des conditions de vie des bénéficiaires dans le secteur de l'habitation.

Évolution des projets au cours du temps :

Dans le but de pousser l'analyse un peu plus loin, cette partie va montrer l'évolution des projets mis en place par les organisations internationales après le séisme de 2010 au cours du temps. L'objectif est d'analyser l'impact à long terme dans le secteur de l'habitation et de savoir si les projets mis en place ont été efficaces pour la population. Toutes les informations ont été tirées de rapports d'organismes humanitaires ou de personnes travaillant dans l'aide d'urgence.

Pour rappel, après le séisme de 2010, plus de 1,5 million d'Haïtiens se sont déplacés dans les 1500 camps créés autour de la capitale, Port-au-Prince puisqu'ils n'avaient plus de logement.

Trois ans après, 71 000 familles vivaient encore dans 352 camps de déplacés. (ONU Migration, 2013). Dans un rapport publié, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) déclare que si ce nombre est encore élevé, « C'est le signe que les politiques menées jusqu'à présent par les autorités haïtiennes et par les organisations internationales qui sont intervenues massivement en Haïti ont largement échoué. » (FIDH, 2012). Selon la FIDH, les organismes humanitaires avaient pourtant promis d'apporter un soutien massif au secteur de l'habitation. Cependant, Jean-Michel Vigreux, directeur de l'ONG Care en Haïti, n'est pas de cet avis. Selon lui, les projets mis en place ont bien progressé malgré les problèmes structurels du pays puisque 77% des habitants sont sortis des camps depuis le séisme de 2010 (Allix, 2013). Seulement, il faut rappeler que les personnes qui quittent les camps sont relogées la plupart du temps dans des abris temporaires, dans des bidonvilles. Comme le constate Amnesty International, ceci n'a pas un impact à long terme vu que ce ne sont pas des logements durables et que leur durée de vie est de seulement 3 à 5 ans. Cette solution ne garantit pas un accès à un logement convenable pour les familles. Selon Javier Zuniga, conseiller spécial chez Amnesty International : « Bien que ces stratégies aient permis une réduction significative du nombre de camps de déplacés, elles n'ont pas permis d'apporter les solutions nécessaires à la crise du logement que le tremblement de terre avait aggravé. C'est comme glisser le problème sous le tapis » (Amnesty International, 2014). Durant les trois ans qui se sont écoulés, les citoyens restant dans les camps ont subi plusieurs saisons des pluies et des cyclones. Par conséquent, leurs abris ont été endommagés. Les bâches et les toiles de tente qui avaient été distribuées ont été abimées (Allix, 2013). Comme le témoigne Steve Pouloute, un Haïtien : « Quand il pleut la nuit, nous passons parfois plusieurs heures debout à regarder des coulées de boue traverser notre abri » (Van Lier, 2015).

Il faut noter également que 4 ans après le séisme de 2010, des Haïtiens témoignent, dans un documentaire, qu'aucune ONG n'est venue les voir dans les camps depuis plusieurs années. Aucun système de relogement n'a été mis en place pour eux (Les docus, 2018). Comme le Groupe URD le confirme, des années après les catastrophes naturelles, des programmes de reconstructions sont toujours en cours, sauf que dans ce secteur, les phases des projets

(études, approvisionnement, chantier, etc.) sont longues et ne s'alignent pas avec l'aide d'urgence (Garcia & Trabaud, 2014).

Cinq ans après le séisme, environ 80 000 habitants vivaient toujours dans les camps. À cette époque, les organismes humanitaires estimaient que la moitié de ces citoyens ne seraient pas relogés ailleurs durant l'année 2015 (*Haïti-Séisme/5 Ans*, 2015). Selon le rapport d'Amnesty International, il reste encore 123 camps dans lesquels les Haïtiens vivent dans des conditions difficiles. Effectivement, un tiers de ceux-ci n'ont pas accès à des services sanitaires dont des latrines. Concernant les bidonvilles où les Haïtiens ont été relogés dans des abris temporaires, une Haïtienne témoigne que 5 ans après le tremblement de terre, le sol de son abri commence à pourrir parce que l'eau s'infiltré à l'intérieur de celui-ci. Elle déclare aussi : « Je serais heureuse de partir ailleurs mais pour aller où ? Personne ne vient plus nous voir » (Baron, 2015).

Dix ans après le séisme de 2010, Marline Naromie Fatal Joseph, directrice des soins de santé mentale chez Médecins Sans Frontières, atteste qu'il y a encore des personnes qui vivent sous les tentes dans des camps (Médecins Sans Frontières, 2023). Dans les bidonvilles, les abris temporaires étaient prévus pour abriter une partie de la population qui a été touchée seulement durant 3 ans. Sauf que 10 ans plus tard, ces abris temporaires sont toujours présents. En moyenne 500 000 Haïtiens y vivent toujours, à cause des catastrophes naturelles suivantes qui sont survenues et du manque de solutions venant des ONG (*Dix ans après le séisme, retour en Haïti*, 2020).

Cette analyse de l'évolution au cours des années qui ont suivi le séisme de 2010 montre que l'impact des projet d'urgence dans le secteur de l'habitation ne semble pas être efficace pour la population sur le long terme. Même si l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) constate que : « Les abris temporaires mis en place par les organismes humanitaires nous ont permis de gagner du temps face à l'urgence de la situation » (Baron, 2015), aujourd'hui encore, trop de citoyens y vivent dans des conditions défavorables.

5.3 Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

❖ Actions mises en place

Après une catastrophe naturelle, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est un des secteurs les plus impactés. Selon Caroline Broudic, ancienne coordinatrice en Haïti chez Action contre la faim, ce secteur est pourtant vital.

Les organismes humanitaires mettent donc en place 3 activités principales selon l'évaluation externe d'Action contre la Faim (Patinet, 2010).

- L'approvisionnement en eau dans les camps : approvisionnement par camion-citerne, station de potabilisation et rampes de distribution.
- L'installation de dispositifs de gestion des excréta : latrines à fosse avec système de vidange

- Les formations de sensibilisation à l'hygiène

Du matériel est également distribué pour traiter l'eau ainsi que des seaux pour aller chercher celle-ci au point de collecte.

Pour le secteur de l'hygiène, les organismes humanitaires comme la Croix-Rouge ou l'ONU migration organisent des distributions de kits d'hygiène pour la famille. Ces kits comprennent du savon, du shampoing, des brosses à dents, du dentifrice, etc.

❖ **L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme**

L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène semble efficace dans les lieux où les projets sont mis en place. Comme le dit le rapport d'Action contre la faim après le séisme de 2010, ces actions répondent aux besoins essentiels de la population. Effectivement, mettre à disposition des points d'eau potable, des latrines et des kits pour traiter l'eau en un temps record, diminue le risque de maladies. C'est une des premières mesures que les organismes humanitaires mettent en place pour limiter les risques d'épidémies.

L'évaluation externe d'Action contre la Faim après le séisme de 2010 a observé un impact positif dans ce secteur à court terme. Comme le dit également Joël Cachera, coordinateur des urgences à la Croix-Rouge, les kits d'hygiène pour la famille sont très utiles et ont la même importance que les autres kits distribués. Ils permettent aux citoyens de retrouver de la dignité.

Cependant, l'aide humanitaire ne sait pas aider tous les camps de déplacés vu leur nombre. Après le séisme de 2010, la qualité de vie de la population reste très précaire. Certains camps n'ont pas de toilettes, d'eau courante, d'équipements sanitaires, de douches et peu d'action sont mises en place pour venir en aide à cette partie de la population.

❖ **L'impact de la gestion de projet d'urgence à long terme**

L'impact sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène à long terme, s'avère moindre. Comme le constate l'évaluation externe d'Action contre la faim après le séisme de 2010, ces activités aggravent la dépendance des populations aux actions humanitaires car les habitants sont encouragés à s'installer dans les camps de manière définitive.

Concernant l'impact des projets d'assainissement mis en place par les organismes humanitaires internationaux, une étude constate que 8 ans après le séisme de 2010, une grande insalubrité est présente dans les camps, les bidonvilles et les villages. Effectivement, la plupart des latrines qui ont été installées ne fonctionnent plus ou sont détruites. Par conséquent, l'odeur qui s'en dégage est très prononcée. Ce délaisement des latrines a été causé par le départ des organismes humanitaires quelques mois après le séisme (Réseau national de Défense des Droits Humains, 2018).

Une autre problématique observée à long terme concerne le découragement des vendeurs locaux d'eau. Effectivement, si la population a à sa disposition de l'eau potable gratuite, personne ne viendra en acheter à ces entreprises, ce qui impacte négativement l'économie locale.

5.4 Le secteur de la sécurité alimentaire

❖ Actions mises en place

Toutes les actions mises en place dans le secteur de la sécurité alimentaire ci-dessous ont été citées par plusieurs intervenants. Selon eux, après une catastrophe naturelle, les besoins en nourriture sont essentiels à satisfaire. Comme nous l'avons vu dans la première partie, un pourcentage non négligeable de la population souffre de malnutrition à cause du manque d'alimentation quotidienne. Il est évident qu'après un tel événement, les citoyens sont encore plus impactés. Cela entraîne des conséquences sur leur santé physique et mentale.

Pour venir en aide à la population dans le secteur de la sécurité alimentaire, les organismes humanitaires mettent en place plusieurs actions : tout d'abord, ils organisent des distributions alimentaires gratuites pour les citoyens de la zone impactée par la catastrophe naturelle. Chaque famille a ainsi la possibilité de recevoir un kit de nourriture, constitué d'aliments de base, avec majoritairement des aliments non périssables comme des pâtes, des céréales, du riz, de l'huile ainsi que des légumes. Les distributions se déroulent majoritairement en ville.

Une autre action mise en place par Action contre la faim par exemple, consiste en la distribution de coupons alimentaires. Au lieu de distribuer de la nourriture, les associations privilégient d'offrir des coupons qui représentent un certain montant, afin que les familles puissent les échanger contre de la nourriture dans les magasins ou sur les marchés. Cette méthode favorise l'économie locale et la diversification alimentaire.

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme

Concernant l'impact de l'intervention des organismes humanitaires sur le secteur alimentaire, cette analyse relève des points de vue mitigés.

Bien évidemment, tous les intervenants sont d'accord pour dire que ces distributions de nourriture et de coupons ont été efficaces et non négligeables. Elles ont offert la possibilité aux habitants de nourrir leurs familles avec des aliments de base et des produits frais. Selon une étude menée par Action Contre la Faim, les coupons alimentaires ont eu un impact positif puisqu'ils ont permis une diversification alimentaire. L'enquête a également montré que les habitants apportaient plus de protéines de haute qualité et des micronutriments à leurs corps physique. Concernant les commerçants, 90 % de ceux interrogés, ont témoigné qu'ils généraient plus de recettes. Ainsi, les coupons alimentaires ont permis de relancer l'économie locale aux endroits où ils étaient distribués.

Néanmoins, ces distributions alimentaires créent un exode rural. Comme plusieurs intervenants l'affirment, la majorité des kits sont distribués en ville et les zones rurales sont délaissées pour plusieurs raisons : la dégradation des routes et l'inaccessibilité qui en découle. De ce fait, les habitants décident de quitter la campagne pour se rendre en ville. Certains villageois marchent durant des heures et attendent qu'un camion de distribution arrive. Mais alors, comme Martine Haentjens, représentante pays chez Caritas l'explique, les habitants des zones rurales sont attirés par les distributions d'alimentation gratuite au détriment de la relance agricole. Ce délaissement aura des conséquences et sera expliqué dans le point suivant sur l'impact à long terme. Enfin et malheureusement, une fois en ville, tous les habitants ne bénéficient pas des kits alimentaires parce qu'il n'y en a pas assez.

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à long terme

Ce qui est observé ici, c'est que l'aide humanitaire a contribué de manière insidieuse à l'insécurité alimentaire du pays et à la diminution de la production locale. Lors des distributions, les organismes distribuent par exemple des haricots ou du riz. Or, ces produits font partie des denrées cultivées dans le pays, ce qui veut dire que les produits internationaux sont entrés en concurrence avec la production locale et le commerce haïtien. Par voie de conséquence, cela a entraîné une diminution de l'économie et de l'emploi (Jabouin, 2021).

Malheureusement, ce qui a été observé par les intervenants, c'est qu'après quelques mois d'interventions et de distributions, les actions des organismes humanitaires vont diminuer puis à un moment s'arrêter. La période d'arrêt dépend des bailleurs et des fonds accessibles. Ce qui veut dire qu'à un moment, il n'y aura plus de distributions alimentaires, ni de distributions de coupons en ville. Or, au fil des mois, les Haïtiens sont devenus dépendants de l'aide internationale et c'est un véritable choc pour eux. Ceci est problématique puisque peu d'habitants ont retrouvé un emploi durant cette période. Ils ne perçoivent donc pas de revenus financiers. Par conséquent, ils rencontrent des difficultés à acheter de la nourriture dans les magasins locaux pour subvenir aux besoins de leur famille. De plus, l'amélioration des bonnes pratiques nutritionnelles et la diversification alimentaire observée grâce aux coupons ne durent pas sur le long terme (Oxfam, 2011). Effectivement, ces résultats ont été obtenus grâce à l'augmentation des revenus avec les coupons. Seulement, lorsque cette aide s'arrête, les effets s'estompent.

En zone rurale, les intervenants observent la même situation : des pertes de bétail, une dégradation du sol et un délaissement de la production agricole au profit des kits alimentaires sont constatés. En conséquence, le niveau de production a diminué et a entraîné une malnutrition différée. Selon Médecins Sans Frontières, cette conséquence est typique des catastrophes naturelles mal gérées.

5.5 Le secteur de l'éducation

❖ Actions mises en place

Après une catastrophe naturelle, les organismes humanitaires se demandent si remettre les enfants sur les bancs de l'école est une priorité. D'après le témoignage de Bérengère Tripon, desk officer à la Commission européenne, en 2010, après le séisme, cette question était moins récurrente. Cependant, certains organismes humanitaires comme l'Unicef ont quand même mis en place des projets pour les enfants. Ils ont construit 234 espaces d'apprentissage temporaires dans 38 écoles et ont réhabilité 900 classes dans 150 écoles en Haïti (UNICEF, s. d.-b). Aujourd'hui, c'est question est devenue une priorité. Les organismes analysent rapidement s'il existe une possibilité pour que les enfants retournent à l'école. Selon Bérengère Tripon, ce retour assurerait une forme de protection. Les bienfaits du retour à l'école seront expliqués dans le point suivant.

Selon les intervenants interviewés lors des entretiens semi-directifs, en général, les organismes humanitaires internationaux décident de rouvrir l'école si celle-ci est intacte. Dans le cas où elle est endommagée, ils créent une école temporaire avec des tentes ou bien, à l'aide de matériaux comme des bâches ou des tôles. Certains ont même témoigné que parfois, ils organisaient l'école sous un arbre. L'aide d'urgence essaie également de fournir le matériel de base pour les enfants comme des livres, des cahiers, des crayons. À partir de 2021, dans l'objectif d'encourager les parents à emmener leurs enfants à l'école, le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) a fourni des repas chauds cuisinés avec des produits locaux aux écoliers (ONU, 2022).

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à court terme

Après des catastrophes naturelles, plusieurs organismes humanitaires essaient de remettre les enfants le plus vite possible à l'école. Selon Bérengère Tripon, desk officer à la Commission européenne l'impact à court terme est positif pour plusieurs raisons. Premièrement, cela permet de protéger les enfants dans un endroit sûr. Après le séisme de 2010, des enfants ont témoigné que dans leur quartier, il y avait une insécurité et qu'il était parfois compliqué de se rendre à l'école (S.O.S. enfants, 2011). Ensuite, l'école les aide à surmonter les traumatismes. Enfin, cela leur offre la possibilité de retrouver et de garder un rythme régulier.

❖ L'impact de la gestion de projet d'urgence à long terme

Selon plusieurs intervenants, ouvrir les portes des écoles le plus tôt possible après des catastrophes naturelles a un impact positif sur le long terme. Le fait que les enfants se sentent en sécurité dans ce qu'ils vivent et qu'ils gardent un rythme régulier évite le décrochage et l'abandon scolaire.

En 2011, 1 an après le séisme de 2010, certaines écoles de la région du séisme sont en reconstruction et durant ce temps-là, des classes provisoires sont à disposition. Cependant, celles-ci ne semblent pas totalement adaptées pour les élèves. Il a été remarqué que les classes étaient petites pour le nombre d'étudiants et très bruyantes. Ils pouvaient entendre les paroles de l'enseignant de la classe d'à côté. Malgré cela, les enseignants font en sorte que les conditions d'apprentissage soient les meilleures (S.O.S. enfants, 2011).

5.6 Problématiques de la gestion de projet d'urgence

Lors des entretiens et de la recherche documentaire effectués pour analyser l'impact de la gestion de projet d'urgence dans les différents secteurs après des catastrophes naturelles, plusieurs problématiques sont ressorties. Il est nécessaire de les citer et de les analyser pour mieux comprendre ce qui empêche la gestion de projet d'urgence sur le territoire haïtien d'être efficace à 100 % et d'avoir un réel impact sur le long terme.

❖ L'insécurité à Haïti

Dans la première partie, ce travail a exposé l'insécurité et la violence qui régnaient en Haïti notamment à cause de la présence de différents groupes armés. Ceux-ci ont décidé de faire la loi et de régner sur le pays. En conséquence, leurs pouvoirs ont un impact négatif sur la mise en place des actions menées par les organismes humanitaires après une catastrophe naturelle.

En effet, vu que chaque gang possède un territoire spécifique, et si les organismes veulent utiliser les routes ou réaliser des distributions sur ce territoire-là, ils doivent obtenir leur autorisation. Dans ce cas, des négociations sont mises en place pour leur faire comprendre la situation et les actions qui vont être organisées. Par exemple, Médecins Sans Frontières leur exprime qu'ils soignent tout le monde sans discrimination d'origine, de sexe ou de religion. À l'issue de ces négociations, soit les gangs acceptent et des coûts supplémentaires peuvent être demandés pour laisser passer les camions, soit ils refusent et décident de bloquer la route. D'après Barbara Albrecht, coordinatrice de projets chez Misserior et Caroline Broudic, ancienne employée chez Action contre la faim, lors du séisme de 2021, certains transports des organisations humanitaires contenant les kits alimentaires et d'hygiène ont été arrêtés et n'ont pas pu être distribués dans une certaine zone. Cela affecte la chaîne d'approvisionnement et a bien évidemment des répercussions sur les Haïtiens qui ne savent pas bénéficier de ces aides. Par contre, dans le cas où les groupes armés acceptent, ils autorisent la mise en place d'un « couloir humanitaire temporaire » pour assurer le transport et ainsi distribuer des aides à la population (PNUD, 2022).

Les pillages sont un autre aspect caractéristique de la violence qui règne dans le pays. Ceux-ci ont lieu soit lors des distributions soit dans les bureaux d'organismes humanitaires. Si les distributions ne sont pas bien organisées ni réalisées avec l'aide des autorités locales, des

épisodes de vols surviennent. D'après Barbara Albrecht, les personnes sont en détresse, toutes ont besoin d'aide et décident de se battre pour s'octroyer de la nourriture. Dans ce cas, les distributions peuvent de temps en temps être violentes. Toujours selon Barbara Albrecht, durant les dernières années, 3 bureaux Caritas dédiés à l'urgence contenant des stocks de nourriture ont été pillés. Frédéric Thomas explique que cela a aussi été le cas pour Médecins Sans Frontières qui a dû déménager 2 fois et fermer un centre, face à l'extrême violence dans la zone.

Cette problématique démontre que l'impact de l'aide instaurée par les organismes d'urgence après une catastrophe naturelle est réduit à cause de la violence et de l'insécurité dans le pays.

❖ **L'intervention et la coordination des organismes humanitaires**

Dans tous les entretiens et la recherche documentaire, c'est cette problématique qui est ressortie le plus souvent. Durant toutes les catastrophes naturelles, l'intervention et la coordination de l'aide internationale ont fait polémique.

C'est lors du séisme de 2010 que l'intervention de l'aide internationale sur le territoire a commencé à être problématique. Comme le soulève Barbara Albrecht, coordinatrice de projets chez Misserior, énormément d'organisations humanitaires internationales ont obtenu des fonds par des donateurs pour venir en aide à la population haïtienne. Mais, certaines de ces organisations ne s'étaient jamais intéressées à la situation du pays et sont donc arrivées sur le terrain pour la première fois. Sur place, elles n'avaient aucun partenaire local et aucune connaissance de la culture, des besoins et de qui étaient les bénéficiaires les plus vulnérables. Malgré cela, les fonds recueillis ont permis, la mise en place des projets. Selon Martine Haentjens, représentante pays chez Caritas Haïti, ce qui a posé problème, c'est que ces organisations humanitaires ont importé telles quelles des actions mises en œuvre dans d'autres pays, sans prendre en compte les attentes et les réels besoins des Haïtiens. Avec le séisme de 2010, Caroline Broudic, ancienne employée chez Action contre la faim l'affirme, le pays a vu un afflux de personnes arrivées sans connaître le contexte haïtien. Cette problématique a influencé négativement l'impact de la gestion de projet d'urgence sur la population. L'analyse de Swiss Solidarity, qui a interrogé 525 ménages, a réalisé 87 entretiens avec des informateurs clés, ainsi que 52 discussions de groupe, a montré que 10 ans après le séisme de 2010, les projets les plus durables étaient ceux mis en place par les ONG qui étaient sur place avant la survenue de la catastrophe naturelle. Il en est ressorti une meilleure collaboration avec les locaux ainsi qu'une meilleure connaissance du contexte d'Haïti. Après le séisme de 2010, certaines organisations humanitaires ont d'ailleurs décidé de s'implanter pour avoir davantage d'impact, tandis que d'autres se sont vite retirées. L'analyse montre également que les projets qui ont eu une incidence sur le long terme pour la population sont ceux des organisations humanitaires dont une partie de leur personnel est restée sur place pour le suivi des projets (Juillard et al., 2020).

Selon Frédéric Thomas, Docteur en Science politique qui a interrogé des Haïtiens, ceux-ci disent avoir un mauvais souvenir des interventions internationales. Aucune solution concrète n'aurait été trouvée pour les aider sur le long terme et les missions réalisées auraient également diminué le pouvoir des institutions publiques. Il relève également que « L'aide humanitaire agit davantage en fonction de ses propres logiques, de ses propres intérêts et objectifs, qu'en fonction du contexte où elle intervient et des personnes qu'elle est censée aider » (Thomas, 2015)

En plus du problème du nombre d'organismes humanitaires qui interviennent sur le territoire après une catastrophe naturelle, une partie des intervenants constatent une mauvaise coordination de la gestion de projets d'urgence. Pourtant, comme ce travail l'a expliqué précédemment, les Nations unies ont mis en place le système des clusters pour améliorer la coordination entre les différents secteurs. Seulement, ces clusters sont constitués de longues réunions et les organismes humanitaires n'ont pas le temps d'y assister, accaparés par la mise en place de leurs projets durant la crise. De ce fait, chaque organisme va réaliser ses propres interventions sans savoir si une autre équipe réalise déjà le même projet ou dans quelles zones il va agir. Par conséquent, des intervenants ont constaté des doublons dans certaines zones et aucune action mise en place dans d'autres. Ce qui explique que certaines communautés n'ont pas de distributions organisées dans leur région.

De plus, à l'unanimité, il est ressorti des interviews qu'une grande compétition entre les ONG règne sur le territoire haïtien. Chaque organisme désire avoir la main sur le plus de territoire et organiser le plus possible d'approvisionnements en kits. Les raisons évidentes sont des enjeux financiers : il s'agit de prouver aux bailleurs qu'ils couvrent de grandes zones et qu'il est nécessaire d'obtenir davantage de fonds. Avec ceux-ci, les organismes financent les salaires, les loyers, les voitures, les projets, etc. Donc, dès que des bailleurs lancent un appel à projet, chaque organisme émet sa proposition et doit être convaincant.

❖ Collaboration entre les organismes humanitaires et les autorités locales haïtiennes

Après la catastrophe naturelle de 2010, les institutions gouvernementales haïtiennes n'étaient plus aptes à prendre des décisions. Dès lors, c'est l'aide internationale qui a pris en main la crise humanitaire. Cependant comme expliqué dans le point précédent, certains organismes, en arrivant sur le territoire, ne connaissaient pas le contexte haïtien. Ce qui a été observé et qui a posé problème, c'est que certains d'entre eux ont décidé de ne pas collaborer avec les autorités locales. Selon les intervenants, les autorités locales ont été écartées et l'état a été dépossédé de la réponse d'urgence. Les réunions étaient organisées en anglais, or les Haïtiens parlent le français et le créole. Par conséquent, ils ne comprenaient pas les discussions. Mais en se passant de l'aide des locaux, ces organismes n'ont pas eu connaissance des besoins de la population, ce qui a limité l'efficacité de leur travail. Comme le dit Martine Haentjens, représentante pays chez Caritas Haïti, certains organismes humanitaires sont venus comme des « sauveurs » sur le territoire. Frédéric

Thomas confirme cette idée. Selon lui, le séisme de 2010 a été la course « à qui était le premier sur place » pour implanter ses projets et « sauver » les dix millions d'Haïtiens qui ont été considérés comme des victimes impuissantes (Thomas, 2022).

Cependant, certaines ONG se justifient par le fait qu'elles ne voulaient pas organiser les distributions avec des organisations locales et les dirigeants haïtiens parce qu'ils étaient jugés corrompus (Jabouin, 2021). Effectivement, Haïti est reconnu comme un pays où la corruption est importante. En 2022, selon les données de la Banque mondiale, l'indice de la corruption s'élevait à 83 points. Plus le score se rapproche de 100 et plus la corruption est présente. Depuis 2010, cet indice est passé de 78 à 83.

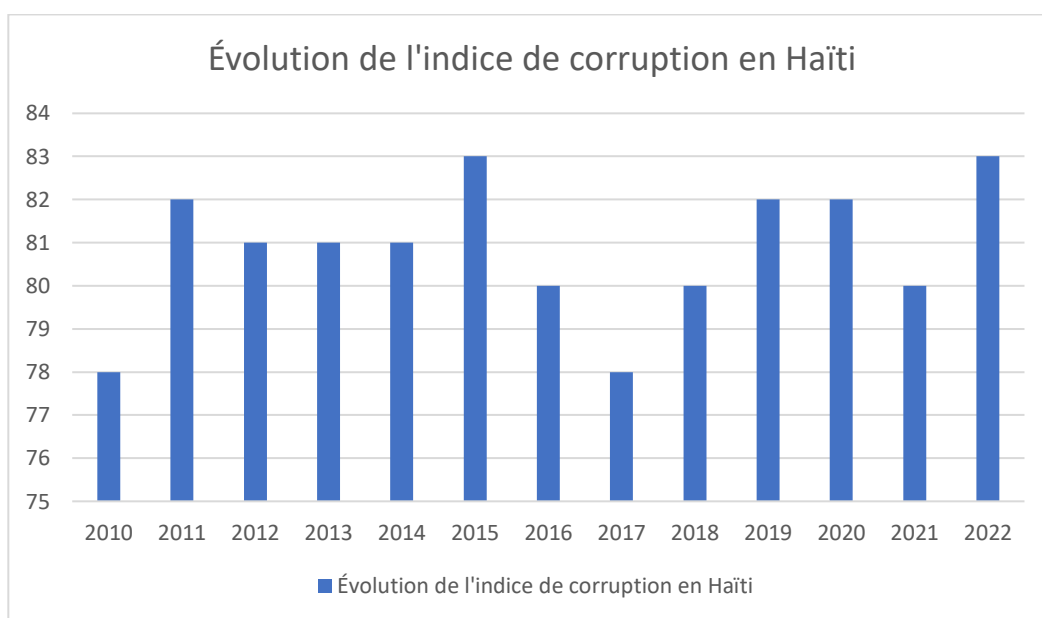


Figure 25 - Évolution de l'indice de corruption en Haïti

Source : Banque mondiale. (2022). *Ampleur de la corruption publique en Haïti*. DonnéesMondiales.com.

<https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/corruption.php>

Comme expliqué précédemment dans l'étude du contexte politique, le fait que l'état soit instable et passif n'a pas amélioré la situation durant les catastrophes naturelles qui ont suivi le séisme de 2010. Les organismes humanitaires se sont alors retrouvés contraints de réaliser seuls leurs projets, sans connaître les réels besoins de la population. Du coup, certaines familles n'ont pas pu bénéficier de l'aide offerte et ont été laissées sans aucune assistance (Jabouin, 2021). Une étude qui a été réalisée auprès de 1251 Haïtiens prouvent que l'aide internationale n'a pas collaboré avec les communautés locales. Elle a démontré qu'après le séisme de 2021, 85% des Haïtiens ne comprennent pas où sont distribués les fonds obtenus par les ONG et 54% d'entre eux, témoignent n'avoir pas vu des organismes humanitaires s'intéresser à leurs communautés (Thomas, 2022). En conséquence, le fait que les liens soient détachés entre les organismes humanitaires, les autorités locales et la population

durant les crises environnementales réduit l'impact de la gestion de projet d'urgence pour les Haïtiens. Ce qui a été observé par certains intervenants et dans cette étude, c'est que les habitants perdent confiance envers les humanitaires vu le manque de transparence et de collaboration (Thomas, 2022).

❖ **Financement des interventions d'urgence**

Comme expliqué précédemment, il existe une grande compétition entre les organismes humanitaires pour recevoir des fonds de la part des bailleurs lorsque ceux-ci postent un appel à propositions. Or, toutes les interventions sur le territoire dépendent des fonds débloqués. Effectivement, le manque de fonds de certains organismes bloque la mise en place de projets ou ralentit les interventions. Comme le dit Sophie Daris, seuls les organismes qui ont des fonds propres ou qui sont capables d'en débloquent rapidement savent avoir un plus grand impact. C'est notamment le cas de Médecins Sans Frontières qui peut, dès le lendemain de la catastrophe naturelle, intervenir et commencer à mettre en place des actions comme l'installation des tentes médicales, les distributions alimentaires, etc., avant les autres. Pour bien montrer combien les organismes dépendent des bailleurs, Martine Haentjens, représentante pays chez Caritas Haïti explique que si certains financent des interventions dans le nord puis décident de les stopper pour financer le sud à cause d'une nouvelle catastrophe naturelle, les organismes doivent changer de territoire. De ce fait, certains projets du Nord sont abandonnés alors que, la population de cette région a toujours besoin d'aide. Plusieurs intervenants ont souligné qu'une des raisons pour laquelle la population vit à l'heure actuelle sous le seuil de la pauvreté, c'est parce que beaucoup de financements d'urgence pour venir en aide à la population sont débloqués juste après la catastrophe naturelle mais peu pour créer des projets durables à long terme.

❖ **Les organisations du développement**

Dans la deuxième partie de ce travail, il a été expliqué que la gestion de projet est divisée en 2 parties. La première concerne la gestion de projet d'urgence durant les premiers mois après une catastrophe naturelle et la deuxième est dédiée à la gestion de projet de développement qui s'occupe de la réhabilitation et de la reconstruction. La problématique observée ici, c'est le passage de flambeau entre les organismes humanitaires et de développement. Dans la partie d'analyse sur le secteur alimentaire et de l'habitation, il a été montré que l'impact de la gestion de projet d'urgence est efficace à court terme mais pas à long terme, du fait que les organismes humanitaires se retirent. Les organismes de développement confirment cette situation et expliquent que les projets mis en place rendent la population passive et dépendante des distributions. Comme l'explique Caroline Broudic, ancienne employée chez Action contre la faim, les Haïtiens restent sous le seuil de pauvreté malgré l'aide d'urgence parce qu'il n'y a pas de juste milieu entre les aides gratuites et le coût de la vie qui redevient normal quelques mois après. Selon plusieurs intervenants, il serait plus positif de faire participer les habitants physiquement et financièrement aux

projets, pour qu'ils soient actifs dans la reconstruction et puissent obtenir des résultats à long terme.

5.7 Conclusion

Cette question : « Est-ce que la gestion de projet d'urgence est efficace ? » fait l'unanimité chez toutes les personnes interrogées. La gestion de projet d'urgence semble être efficace et essentielle à court terme dans plusieurs domaines. Selon Pierre Van Heffegem, responsable projet chez Médecins du Monde, plus la réponse est rapide après la catastrophe naturelle et plus la gestion de projet d'urgence est efficace. D'après lui, la force de certains organismes humanitaires provient de leur rapidité d'intervention.

Cependant, la gestion de projet d'urgence ne semblerait pas efficace à moyen et long terme, c'est-à-dire après 6 mois. Malgré le fait qu'elle apporte de vraies solutions pour la population directement après la catastrophe naturelle en Haïti, elle ne résout pas les problèmes d'accès à la santé, aux emplois, aux infrastructures, aux politiques publiques et sociales et à la prévention des catastrophes naturelles. L'aide apportée tend à rendre la population dépendante et lorsque les organismes humanitaires se retirent après plusieurs mois, une partie de la population continue de vivre sous le seuil de la pauvreté. Malheureusement, comme le déclare Souhayr Belhassen, le président de la FIDH, les projets que les organisations internationales ont mis en place ne savent pas avoir un impact positif à long terme, surtout dans le logement, la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation (FIDH, 2012).

De plus, les actions mises en place peinent à réduire l'impact des nouvelles catastrophes à venir. Effectivement, selon Sophie Daris, ce sont les grandes ONG qui reçoivent le plus de fonds mais ce ne sont pas elles qui détiennent la force d'action. Par contre, les petites ONG qui collaborent avec les locaux peuvent avoir un réel impact mais elles n'ont pas de pouvoir, faute de moyens financiers. Comme il a été montré précédemment et comme Barbara Albrecht le souligne, seuls les organismes humanitaires implantés sur le terrain et qui collaborent avec la population peuvent être plus efficaces et apporter de réels progrès.

En général, vu que peu de changement ont été apportés dans les conditions de vie des habitants par rapport à la situation initiale, les conséquences seront les mêmes voire aggravées lors d'une prochaine catastrophe naturelle. C'est un cercle vicieux. Comme le dit très bien Barbara Albrecht, la gestion de projet d'urgence aide à sauver des vies et à survivre, mais ce n'est pas son rôle de reconstruire les vies.

5.8 Comparaison avec d'autres pays du Sud

Dans l'objectif d'approfondir l'analyse de l'impact de la gestion de projet d'urgence en Haïti, il est intéressant de comparer la réponse humanitaire avec d'autres pays du Sud qui ont eux aussi été impactés par des catastrophes naturelles. Cependant, ces pays n'ont pas connu les mêmes effets sur la population et leur relèvement a été plus rapide alors que l'intensité de certaines catastrophes naturelles avait été plus importante. Dès lors, une question se pose : « Quels enseignements utiles pour Haïti pourrait-on tirer de la gestion des catastrophes naturelles dans des pays similaires ? »

❖ La République dominicaine

Dans la mer des Caraïbes se trouve l'île d'Hispaniola. Celle-ci est divisée en deux États indépendants : Haïti et la République dominicaine. Ces deux voisins sont confrontés aux mêmes défis face aux catastrophes naturelles mais sont inégaux concernant les conditions de vie et le relèvement du pays.



Figure 26 - Carte géographique de l'île d'Hispaniola

Source : *Carte d'Hispaniola : Haïti, République dominicaine*. (s. d.). Imago Mundi. <https://www.cosmovisions.com/qHispaniola.htm>

Plusieurs facteurs de vulnérabilité concernant Haïti expliquent cette différence avec la République dominicaine. Premièrement, l'augmentation démographique et des habitations en milieu urbain en Haïti à cause des événements environnementaux précédents (Ronald, 2021) ont pour conséquence un mauvais aménagement de l'espace et des constructions très fragiles. En plus de cela, les normes de construction des maisons manquent de contrôles et aucune technique de prévention des risques n'est incluse. De ce fait, les logements, d'une

superficie moyenne de 22 m², ainsi que le nombre élevé de personnes y vivant, sont des facteurs de précarité qui expliquent qu'ils soient vulnérables aux catastrophes naturelles.

Deuxièmement, la déforestation observée en Haïti entraîne une modification du sol et de la gestion des précipitations (Ronald, 2021). Le graphique ci-dessous, montre que la surface forestière en Haïti couvre en moyenne 13% du territoire, comparée à celle de la République dominicaine qui est de 43 % (Banque mondiale, 2021b). Lors de la saison des pluies en Haïti, il n'existe plus de barrières naturelles et le sol ne sait pas absorber toute l'eau, donc des glissements de terrain se produisent et entraînent avec eux des villages entiers.

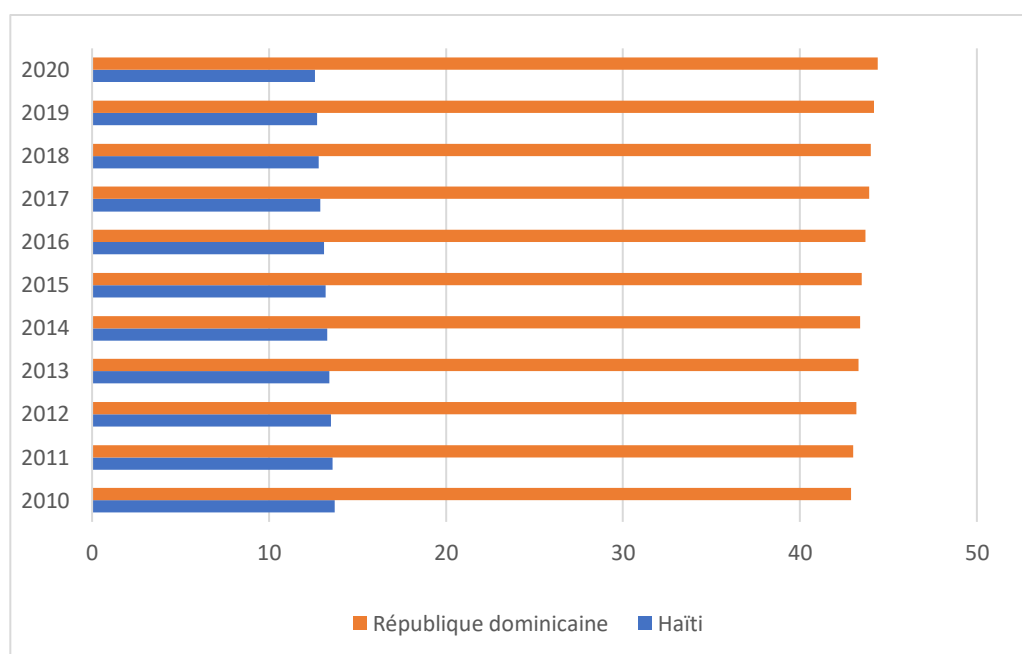


Figure 27 - Comparaison de la surface forestière en %

Source : Banque mondiale. (2021b). *Surface forestière (% du territoire)—Haïti | Data*. Banque mondiale.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.FRST.ZS?locations=HT&start=2009>

Enfin, l'instabilité politique règne en Haïti. Le fait que les institutions et les administrations ne gèrent pas les risques naturels et donc leurs conséquences aggrave la situation (Ronald, 2021). Ce n'est pas le cas en République dominicaine, dotée d'un état stable qui prend le contrôle de la situation lors de tels événements.

Pour conclure, lors de catastrophes naturelles, ces trois facteurs entraînent de graves conséquences pour la population haïtienne contrairement à la République dominicaine. Les mêmes facteurs de vulnérabilité ont aussi été constatés par deux intervenants interviewés. Selon Pierre Van Heddegem, coordinateur de projet chez Médecins du Monde, les principaux problèmes de relèvement en Haïti sont causés par l'instabilité politique, le niveau de pauvreté, la violence dans le pays, les coups d'État et le niveau de déforestation.

Contrairement à Haïti, la République dominicaine est un état stable avec une activité économique et des systèmes de prévention qui fonctionnent. Comme le constate aussi Marc Daslyn Casimir, l'État est tellement faible qu'il ne sait plus coordonner les opérations face à des catastrophes naturelles. De ce fait, c'est l'aide internationale qui prend le contrôle de la situation.

❖ Le Chili

Le deuxième pays choisi pour réaliser une comparaison est le Chili. C'est un pays qui se situe en Amérique du Sud. Il est fréquemment touché par des tsunamis et des tremblements de terre, qui sont parmi les plus violents au monde (Données Mondiales, s. d.-a).



Figure 28 - Situer le Chili sur la carte de l'Amérique latine

Source : *Chili*. (s. d.). Universalis. <https://www.universalis.fr/atlas/amerique/amerique-du-sud/chili/>

À titre de comparaison, le 27 février 2010, 1 mois après Haïti, le pays a été touché par un séisme de magnitude 8,8. Malgré le fait que l'intensité de la catastrophe naturelle ait été plus grande, le séisme a causé « seulement » 525 morts, comparés aux 225 000 décès en Haïti (Garcia & Trabaud, 2014).

Selon un rapport de recherche du Groupe URD, c'est la vulnérabilité d'Haïti en termes d'infrastructures, d'administrations et la difficulté des autorités locales à réagir et à se relever d'une catastrophe naturelle qui explique cette différence entre les deux pays. Au quotidien, Haïti fait face à de nombreux obstacles comme l'insécurité, l'insalubrité, les maladies, les crises, l'inflation et les risques naturels contrairement au Chili (Garcia & Trabaud, 2014). De plus, lors de la survenue d'une catastrophe naturelle, les autorités

locales haïtiennes ne sont quasiment pas présentes sur le terrain, contrairement aux autorités chiliennes. La population haïtienne se retrouve abandonnée par le gouvernement qui s'intéresse davantage à la reconstruction des bâtiments publics qu'au relogement des habitants (Jabouin, 2021).

Contrairement à Haïti, au Chili, toutes les infrastructures comme les bâtiments, les habitations, les écoles et les hôpitaux sont construites selon des règles strictes parasismiques. C'est grâce à cela que de nombreuses vies ont pu être sauvées. En Haïti, des normes sismiques existent mais elles ne sont pas appliquées (Péloquin, 2010).

De plus, au Chili, les habitants sont préparés à réagir et savent quels sont les comportements à adopter face aux catastrophes naturelles à la différence d'Haïti qui propose peu de systèmes de préventions et de premiers secours (Ronald, 2021).

❖ L'Indonésie

Le dernier pays choisi est un pays d'Asie, l'Indonésie. Il est constitué de 18 300 îles. L'Indonésie est une des régions les plus exposées et sensibles aux séismes, tsunamis et éruptions volcaniques (Peillon, 2018). Cela est dû aux mouvements des plaques tectoniques qui se trouvent dans la région.



Figure 29 - Régions les plus touchées par les séismes et tsunamis au cours des 350 dernières années

Source : Données Mondiales. (s. d.-b). *Tsunamis en Indonésie*. DonnéesMondiales.com.

Consulté 20 juin 2023, à l'adresse

<https://www.donneesmondiales.com/asia/indonesie/tsunamis.php>

Le 26 décembre 2004 se sont produits un tremblement de terre de magnitude 9,3 et un tsunami d'une très grande ampleur. Tous deux ont causé plus de 300 000 victimes et des millions de personnes se sont retrouvées sans logement (Charasse & Gouteyron, 2005). À la suite de cette catastrophe naturelle, l'aide humanitaire s'est mobilisée. En tout, 13,5 milliards de dollars en fonds humanitaires ont été recueillis (Charasse & Gouteyron, 2005).

En sus, le terrain a été envahi par les organismes humanitaires, hélicoptères, bateaux, camions, étrangers et militaires. Selon Bérangère Tripon, desk officer à la Commission européenne, ce débarquement a effrayé la population et les autorités locales qui se sont vues dépossédées de la réponse à apporter. Les organismes étrangers ont pris le pouvoir et ont décidé de tous les accords au niveau institutionnel et des ministères, à la place des locaux. Dès lors, selon Caroline Broudic, coordinatrice du bureau URD, les autorités locales ont fermé à plusieurs reprises la porte à l'aide internationale lors des catastrophes naturelles suivantes. D'après le gouvernement indonésien, le pays possède les compétences nécessaires pour répondre à la crise. De son côté, Haïti est incapable de réagir ainsi, puisque l'état haïtien est faible et qu'il ne peut coordonner les actions.

Le tableau ci-dessous va montrer l'impact du séisme de 2010 en Haïti et celui de l'Indonésie en 2004 sur le nombre de décès, la mortalité, les blessés et la morbidité.

Tableau 2 - Indicateurs de santé en Indonésie et en Haïti

	Population (millions)	Nombre de décès	Mortalité par 1000 habitants	Nombre de blessés	Morbidité
Indonésie (2004)	228	300 000	0,7	25 572	0,1
Haïti (2010)	11	200 000	De 6,5 à 30	300 000	>30

Source : Organisation panaméricaine de la santé. (2012). *La réponse sanitaire à la suite du tremblement de terre en Haïti*. https://www.paho.org/sites/default/files/health-response-2010-haiti-earthquake-summary-fr_0.pdf

Quand on tient compte de la taille du pays, les indicateurs peuvent montrer que l'ampleur des dégâts n'est pas forcément causée par la catastrophe naturelle, mais bien à cause de la vulnérabilité de la population du pays et du manque de gestion des risques. Grâce à ces indicateurs, il peut être observé que les proportions de décès, de blessés, le taux de mortalité et de morbidité d'Haïti sont plus que supérieurs à l'Indonésie alors que ce pays compte beaucoup plus d'habitants (Organisation panaméricaine de la santé, 2012).

Concernant les stratégies d'intervention, Joel Cachera, coordinateur des urgences dans la zone des Caraïbes explique qu'au sein de la Croix-Rouge, les stratégies menées sur le terrain après une catastrophe naturelle (comme les distributions, etc) sont pourtant bien les mêmes d'un pays à l'autre. Cependant, bien que les kits soient identiques, des adaptations sont possibles en fonction des pays. Le coordinateur dit vouloir respecter la culture et les besoins des habitants. Par exemple, en Asie, la Croix-Rouge met dans les kits de nourriture des baguettes au lieu de couverts. Idem pour les kits d'habitation : les flyers explicatifs changent et le type d'abri temporaire varie.

6. Les recommandations

Après avoir analysé l'impact de la gestion de projet d'urgence lors des catastrophes naturelles en Haïti et avoir observé que certes, elle semble être efficace à court terme mais moins à moyen et long terme, ce travail va proposer quelques recommandations. Celles-ci permettront d'améliorer l'efficacité et l'impact dans le temps si elles sont prises en considération.

❖ **Améliorer la collaboration entre l'aide internationale, les autorités locales et la population**

Après des catastrophes naturelles, c'est l'aide internationale, c'est-à-dire les organismes non-gouvernementaux et les organismes internationaux, qui a le pouvoir sur le terrain au point que les intervenants interrogés lors des interviews semi-directifs ont remarqué une mise à l'écart des autorités locales haïtiennes. Les distributions ne sont pas dans la majorité des cas, organisées avec ces dernières. Par conséquent, elles peuvent être mal réparties puisque certains organismes internationaux qui n'étaient jamais venus en Haïti auparavant ne connaissaient pas les réelles personnes dans le besoin.

Il est essentiel qu'une amélioration de la collaboration entre l'aide internationale et les locaux soit instaurée après des catastrophes naturelles. La meilleure stratégie pour mettre en place les projets serait de passer par les autorités locales, les mouvements paysans et les ONG haïtiennes, qui connaissent les habitants. Cela permettrait aux ONG de mieux connaître les besoins de la population et d'apporter une assistance à tous les foyers sinistrés en respectant la culture locale. Une étude du Groupe URD a été menée pour analyser les résultats des projets mis en place avec les partenaires locaux. Elle montre que la collaboration qui a été réalisée entre la DG ECHO et les partenaires sur place augmente l'efficacité de ceux-ci (Groupe URD, 2011). Cette recommandation est également suggérée par Oxfam International, car selon eux : « la reconstruction d'Haïti doit être inclusive, responsable et doit être menée avec les Haïtiens et non pas seulement par les ONG » (Jabouin, 2021). Pour ce faire, il serait intéressant que les organismes humanitaires emploient des facilitateurs, c'est-à-dire des personnes des ONG responsables de la communication avec les locaux. Ce sont eux qui parleraient avec les citoyens des besoins, des attentes ainsi que du fonctionnement de l'organisation internationale. Selon Caroline Aubry, ingénieur chez Architectes de l'urgence, il faudrait plus de facilitateurs dans les ONG parce que cette solution permet de créer un lien de confiance avec les Haïtiens et d'avoir plus d'impact en réalisant des projets qui leur conviennent. Ensuite, il est important que les autorités locales et les partenaires locaux participent ensemble dès le premier jour aux réunions et qu'ils soient informés de la situation. De plus, ces réunions doivent être organisées dans la langue du pays, c'est-à-dire le français ou le créole. L'anglais utilisé en général semble créer une barrière entre l'aide internationale et les locaux.

L'objectif ici est d'avoir une meilleure compréhension des événements et une meilleure collaboration entre tous les acteurs.

❖ **Améliorer la coordination de l'aide internationale**

L'aide apportée par les organismes humanitaires internationaux et l'efficacité de celle-ci a été énormément remise en question tout au long de ces dernières années en Haïti. Dans les faits, l'Organisation des Nations unies intègre dans l'aide humanitaire, le système de clusters pour améliorer la coordination entre les grands organismes et entre les projets. Cependant, tous les organismes humanitaires ne désirent pas participer aux réunions ou bien les débats peuvent ne pas aboutir à des solutions communes. De ce fait, certaines régions atteintes par les catastrophes naturelles peuvent être délaissées ou alors des projets peuvent être menés en doublons, c'est-à-dire que plusieurs organismes humanitaires réalisent les mêmes projets dans la même zone. Par conséquent, l'impact est réduit et la population haïtienne est dans l'incompréhension face à ces dysfonctionnements.

L'amélioration de l'instauration des projets et de leur efficacité doit passer par une coordination entre tous les acteurs de l'aide internationale. Après la survenue d'une catastrophe naturelle, le temps est certes précieux, mais il est intéressant de tenir des réunions avant la mise en place des projets avec au moins un coordinateur international des organismes humanitaires et un coordinateur d'une ONG locale. L'objectif est que les acteurs s'accordent sur les besoins des citoyens, les projets à instaurer et les zones dans lesquelles intervenir. Grâce à cela, certains projets de différentes ONG pourraient s'accorder et ainsi obtenir un plus grand impact.

Comme il a été souligné précédemment dans ce travail, il existe une concurrence entre les organismes internationaux pour bénéficier des fonds venant des bailleurs internationaux. Pour limiter ce problème, l'organisme Swiss Solidarity a mis en place un système de quotas de financement par ONG où chacune saurait le pourcentage du subside qui leur est attribué. Cela permet à plusieurs d'entre elles de développer des projets et ainsi éviter qu'un ou deux organismes humanitaires obtiennent tous les fonds disponibles. Swiss Solidarity a réalisé une analyse 10 ans après le séisme de 2010 et a pu tirer des conclusions concernant ce modèle opérationnel. Grâce à ce fonctionnement, une meilleure collaboration et une coopération entre les organismes suisses ont été constatées (Juillard et al., 2020). Cet exemple met en évidence l'importance de cette recommandation pour assurer la réussite des projets après des crises environnementales en Haïti.

❖ **Communiquer les projets aux acteurs locaux**

Lorsque les organismes humanitaires décident de mettre en place des projets dans une région du pays, il est important de le communiquer aux acteurs locaux. Après la survenue d'une catastrophe naturelle, la population est en attente de solutions venant des organismes humanitaires. Ce qui a été observé dans une évaluation réalisée par la DG ECHO, c'est que les organismes humanitaires ont très peu communiqué avec la population haïtienne après le séisme de 2010 (Groupe URD, 2011). Cela a réduit l'efficacité des projets mis en place. Pour contrer cela lors de prochaines catastrophes naturelles dans le pays, les ONG doivent définir une stratégie de communication claire et compréhensible par tous les citoyens. La

recommandation est d'organiser des réunions lors de leur arrivée dans la région concernée. L'objectif est de présenter le projet et d'expliquer les procédures qui seront mises en place. Les réunions permettent de donner une estimation des interventions dans le temps. En communiquant avec la population, cela évite les mécontentements, les problèmes et les retardements des projets. Ainsi, les projets ne sont pas faits pour les citoyens mais avec eux. Ceci permettra aux projets de perdurer dans le temps.

❖ **Mise en place de projets avec les acteurs locaux**

La recommandation suivante est d'inclure les gouvernements locaux ainsi que la population haïtienne dans la réponse après des catastrophes naturelles. Il est essentiel de mettre en place des projets avec eux pour que le relèvement soit plus efficace et ait un impact sur le long terme. Les organismes humanitaires ainsi que l'ONU sont conscients de ce besoin et que cela peut constituer un levier. Malheureusement, cette action n'a pas encore été assez mise en évidence. Comme le déplore la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) : « L'aide d'urgence mise en place par les organismes humanitaires n'a malheureusement pas conduit à renforcer les capacités des acteurs locaux dont les citoyens eux-mêmes à prendre en main la reconstruction du pays » (Allix, 2013).

La solution serait de renforcer les actions des acteurs locaux pour qu'ils puissent coordonner et gouverner localement. Par exemple, un projet de centre d'aide à la reconstruction après des catastrophes naturelles pourrait être mis en place. L'objectif serait de soutenir les propriétaires haïtiens qui désirent reconstruire leurs habitations, améliorer l'accès aux ressources et aider à atteindre les zones difficiles d'accès. Tous ces projets locaux doivent pouvoir aider les Haïtiens touchés par des catastrophes naturelles sans discrimination. Il est essentiel que les projets soient accessibles à tous les habitants, qu'importe la relation, le genre, les valeurs, le handicap. Certains ménages ont besoin de plus de soutien, comme les personnes âgées, les ménages à faibles revenus, les personnes handicapées et les ménages monoparentaux. Il faut s'assurer que l'inclusion fasse partie de la réponse post-catastrophe.

De plus, il a été observé que la population haïtienne était devenue dépendante de l'aide humanitaire après la survenue des catastrophes naturelles. Par conséquent, lorsque les organismes humanitaires se retiraient après plusieurs mois, la population connaissait des difficultés à se relever. Si les organismes humanitaires internationaux travaillaient plutôt avec les ONG locales, celles-ci pourraient mettre des actions durables en place et ainsi, les Haïtiens pourraient augmenter leurs chances de redevenir autonomes dans la reconstruction de leur pays. Lors des dernières catastrophes naturelles, quelques organismes humanitaires en ont pris conscience. C'est notamment le cas de plusieurs ONG suisses du Groupe Swiss Solidarity. Pour analyser l'efficacité de leur projet mis en place en 2010 après le séisme, ils ont décidé 10 ans après de faire une évaluation et d'interroger des ménages et des informateurs clés. Il est ressorti de leur analyse que la majorité de leurs projets semblaient être efficaces à long terme parce qu'ils avaient fait participer la communauté dans la mise en place des projets, notamment à travers des formations (Juillard et al., 2020). Ronald

Cooman Stinfil, un Haïtien le constate également. Selon lui, « les projets qui fonctionnent sont ceux mis en place avec la population. »

Enfin, il est nécessaire de prioriser cette recommandation car il est plus constructif de créer des projets avec la population pour qu'elle soit active dans la reconstruction, plutôt que l'habituer à attendre de recevoir. Il faut également identifier les priorités des habitants et connaître la culture locale pour créer des habitations qui leur correspondent. Par exemple, sur base volontaire, des citoyens pourraient devenir les porte-parole de la communauté. Ceux-ci rapporteraient les besoins et les opinions des citoyens. Des discussions auraient lieu avec les gouvernements locaux ainsi qu'avec les ONG locales. Selon Caroline Aubry, ingénieure chez Architectes de l'urgence, cette recommandation semble une solution idéale. Elle conseille effectivement de privilégier le fait que les citoyens se proposent d'eux-mêmes, plutôt que de réaliser un tirage au sort. Cela permet d'éviter le manque d'optimisme des habitants qui pourraient être potentiellement choisis.

Ce qui est sûr, c'est que plus les bénéficiaires prendront part aux décisions et participeront à l'aménagement du territoire et au relèvement, et plus les projets seront viables et perdureront.

❖ **Création d'emplois**

Après la survenue d'une catastrophe naturelle, il a été remarqué de le nombre de personnes qui ont un emploi salarié s'est réduit à 8 % au lieu de 21 % (Oxfam, 2011). De ce fait, dans l'étude réalisée, il a été observée que la population a tendance à devenir dépendante de l'aide humanitaire, c'est-à-dire à attendre les distributions alimentaires, les kits d'habitation et d'hygiène pour survivre. La production agricole et le commerce local sont mis à l'écart durant ce temps. Quand les organismes humanitaires se retirent, les habitants n'ont pas retrouvé un travail pour subvenir aux besoins de leurs familles.

La recommandation serait de miser sur la création d'emplois après de tels événements afin que la population reçoive une compensation financière et qu'elle puisse participer au relèvement du pays. Car pour pouvoir reconstruire le pays, il est essentiel de créer de l'emploi. La solution serait donc de stimuler le marché du travail en créant un programme où les personnes pourraient travailler en échange d'une rémunération. Par exemple, Oxfam après le séisme de 2010 a proposé à plusieurs habitants de nettoyer leur environnement (comme enlever les gravats, creuser des tranchées pour évacuer l'eau de pluie, etc) contre rémunération durant 25 319 jours (Oxfam, 2011).

❖ **Mise en place de projets pour la prévention des risques**

Ce travail a mis en évidence qu'une partie de la population n'est ni formée, ni informée des risques concernant les catastrophes naturelles qui s'abattent sur Haïti. Lors de la survenue de celles-ci, certains Haïtiens ne savent donc pas comment réagir. Peu de systèmes de prévention sont mis en place. Les analyses conduites lors de ce travail ont prouvé que si la

population est formée et que les bâtiments sont construits selon les normes sismiques, les conséquences sur la population sont moins impactantes. En effet, le nombre de personnes décédées et de blessés serait moins élevé s'il existait des systèmes de prévention comme ce travail l'a montré avec les cas du Chili ou de l'Indonésie. Comme le constatent certains intervenants interrogés, les catastrophes naturelles ne tuent pas la population, mais ce sont les bâtiments mal construits qui le font ainsi que le manque d'information.

La recommandation serait que l'aide humanitaire mette l'accent autant sur l'aide après des catastrophes naturelles que sur la prévention et la gestion des risques. Cela permettrait de sauver davantage de vies, sachant qu'Haïti est un pays à risques et que de nouvelles catastrophes naturelles vont encore se produire. La solution serait de mettre en place davantage de projets de gestion des risques et de préparation aux catastrophes dans les écoles, les lieux de travail et dans les villages.

À titre d'exemple, l'organisme Swiss Solidarity a réalisé des formations sur les préventions avec des enseignants de 10 écoles à Palmiste-à-Vin en Haïti. Ce qui en est ressorti auprès des enfants et enseignants, c'est une meilleure compréhension du milieu naturel dans lequel ils vivent ainsi que des risques encourus (Juillard et al., 2020). Cette solution devrait être mise en place dans d'autres écoles du pays puisque les jeunes sont l'avenir du pays. Pour prouver que cette recommandation est essentielle, cet autre résultat de Swiss Solidarity le montre : l'organisme a évalué l'impact des projets liés à la gestion des risques mis en application dans certaines régions après le séisme de 2010 et il en est ressorti que 10 ans après, 57% des bénéficiaires des projets sont mieux préparés pour les prochaines crises environnementales.

Conclusion générale

Au cours des prochaines années, l'intensité et la fréquence des catastrophes naturelles dans le monde risquent considérablement d'augmenter à cause du réchauffement climatique. Ces catastrophes naturelles ont un impact considérable sur les pays du monde, tant au niveau économique qu'humanitaire. La gravité de l'impact d'un événement naturel varie selon plusieurs facteurs comme la densité démographique, le niveau de pauvreté, la gestion des risques, le milieu naturel ainsi que les infrastructures. Tout cela joue un rôle dans l'ampleur des dégâts supportés par les pays. Cela a notamment été le cas pour Haïti qui a subi de graves dommages sur sa population ces dernières années, puisque six catastrophes naturelles sont survenues depuis 2010 comme des séismes, des épidémies, des tempêtes et un ouragan. Déjà alourdi par un État instable et des crises politiques et économiques, le pays a vu ces catastrophes naturelles amplifier les conditions de vie difficiles des Haïtiens.

À la suite de ces événements, l'aide venant des organismes humanitaires internationaux s'est déployée pour venir en aide à la population et tenter de relever le pays. Ceux-ci ont instauré des projets dans le but de sauver le plus d'habitants possible et d'essayer d'améliorer un peu les conditions de vie des populations. Malgré cela, il a été observé que des années après la survenue de ces catastrophes naturelles, la population continue de vivre sous le seuil de pauvreté. C'est pour cette raison que la question de recherche de ce travail était « Quel est l'impact de la gestion de projet d'urgence après des catastrophes naturelles en Haïti ? ». L'objectif était d'analyser l'efficacité des projets à court et long terme sur la population, ainsi que les problématiques qui empêchent la gestion de projet d'urgence d'avoir un réel impact.

Le travail était constitué de trois parties qui nous ont permis de cheminer vers la réponse à cette question. La première concernait l'historique des catastrophes naturelles en Haïti, la deuxième était dédiée à l'explication de la gestion de projet d'urgence en Haïti et la troisième concernait l'analyse de l'impact de la gestion de projets d'urgence après des catastrophes naturelles dans le pays.

La méthodologie pour réaliser cette analyse s'est opérée à travers deux étapes. La première étape reposait sur une recherche documentaire de données existantes, via des rapports et des documents d'organismes humanitaires, d'associations, de journalistes ou d'institutions publiques. Ces données consistent en des informations récoltées sur le terrain venant d'experts. La seule limite concernant cette première étape a été l'inaccessibilité de certains rapports notés comme confidentiels. Malgré cela, toutes les données trouvées ont été vérifiées et ont permis d'apporter de la pertinence au travail. La deuxième étape concernait des données qualitatives obtenues grâce à des entretiens semi-directifs organisés par visioconférence. Les 11 interviews ont été réalisées avec des professionnels de l'humanitaire et du développement comme Médecins du Monde, la Croix-Rouge française, Caritas, Action contre la faim, Architectes de l'urgence, etc ainsi que des Haïtiens. Grâce à leur expérience sur le terrain après la survenue d'une catastrophe naturelle, ils ont enrichi la pertinence et la qualité du travail.

Par la suite, les informations récoltées ont été synthétisées entre cinq secteurs : le secteur de la santé, de l'habitation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la sécurité alimentaire et

de l'éducation. Ceux-ci ont été choisis en fonction des témoignages des intervenants basés sur les besoins prioritaires de la population ainsi que par la répartition des fonds par secteur du principal bailleur de fonds européen, le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO). Dans chacun des secteurs, le travail a tenté de répondre à la question de recherche et de déterminer l'impact de la gestion de projets d'urgence à court (dans les six mois) et à long terme (après 6 mois) lors d'une catastrophe naturelle en Haïti.

Le premier secteur analysé a été le secteur de la santé. C'est celui qui est le plus touché après la survenue d'une catastrophe naturelle en Haïti, du fait des personnes décédées, des blessés et des personnes impactées psychologiquement. L'objectif des organismes humanitaires internationaux est de sauver des vies en offrant gratuitement à la population des soins de santé. Les analyses montrent qu'à court terme, la gestion de projets d'urgence semble avoir un impact positif sur la population. Effectivement, les soins apportés étaient gratuits et permettaient à la population de bénéficier de soins adaptés. De plus, les organismes humanitaires savaient agir et arriver sur le terrain très rapidement. Cependant, l'impact semble avoir été plus efficace en zone urbaine qu'en zone rurale. Par contre, à long terme, la gestion de projet d'urgence est moins impactante puisque l'aide internationale se retire petit à petit et les équipes médicales diminuent. Les soins de santé redeviennent payants et la situation médicale retourne à sa condition précaire. Par conséquent, comme le souligne Marc Daslyn Casimir, Haïtien, la situation médicale déjà compliquée en Haïti avant la catastrophe naturelle, devient encore pire après.

Le deuxième secteur concerne le secteur de l'habitation. Il a été placé dans les besoins prioritaires vu qu'une grande partie des maisons sont partiellement ou totalement détruites après un événement climatique. Plusieurs solutions sont mises en place comme la distribution de tentes ou de kit d'habitation dans les villes. Ceux-ci permettent aux familles d'obtenir des abris temporaires. Après avoir récolté des informations concernant l'impact de ces mesures, il a été démontré qu'à court terme, les projets mis en place par les organismes humanitaires dans ce secteur semblent efficaces. Ils assurent aux Haïtiens d'avoir un abri et de rassembler les familles. Les kits d'habitation ont permis aux citoyens d'être autonomes dans la reconstruction de leur milieu de vie. Malheureusement, tous les habitants n'ont pas accès à ces distributions, soit parce qu'ils habitent trop loin des lieux de distribution, soit parce que les organismes ne connaissent pas les vraies victimes. Concernant les actions mises en place à long terme, les analyses ont montré que le dispositif ne semblait pas être efficace. À cause de leur manque de moyens financiers, les familles ont décidé de rester habiter dans les abris temporaires. Par conséquent, ces camps ont perduré pendant des années. De plus, les matériaux qui constituent ces abris temporaires sont inadaptés au climat tropical du pays et construits sur des terrains à risques. Selon les intervenants, leur durée de vie est de 3 ans au maximum. Ce qui veut dire que l'impact des projets est efficace à court terme pour offrir un toit aux habitants mais ne dure pas dans le temps.

Le secteur suivant à avoir été analysé est le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. En général, les organismes humanitaires mettent en place 3 activités, comme l'approvisionnement en eau dans les camps, l'installation de dispositifs de gestion des excréta et enfin une activité de sensibilisation à l'hygiène. L'objectif est de limiter les risques

d'épidémies dans les zones où la catastrophe naturelle est survenue. À court terme, l'impact de la gestion de projet d'urgence pour lesquels les organismes humanitaires sont intervenus semble efficace puisqu'ils répondent aux besoins de la population et que le risque de maladie diminue. Concernant l'impact à long terme, il semble peu efficace. En mettant en place ces projets, ces activités rendent la population dépendante et cela les encourage à s'installer dans les camps et les bidonvilles de manière définitive. Malheureusement, des années après les catastrophes naturelles, les projets d'assainissement et d'hygiène ont été délaissés entraînant une grande insalubrité.

Le quatrième secteur est celui de la sécurité alimentaire. Il a été observé qu'une partie de la population souffrait déjà de malnutrition, ce qui veut dire qu'après une catastrophe naturelle, elle est encore plus impactée. Les actions mises en place par les organismes humanitaires prennent la forme de distributions alimentaires pour les habitants ainsi que de coupons alimentaires à échanger dans les magasins ou les marchés locaux. À court terme, l'analyse a souligné un impact faible de ces mesures. Bien évidemment, les résultats ont montré que les distributions de nourriture sont efficaces et essentielles. Cependant, elles rendent la population dépendante et entraînent un exode rural. Les habitants des villages sont plus attirés par les distributions alimentaires que par la relance agricole. Concernant l'impact à long terme, le retrait des organismes humanitaires entraîne une insécurité alimentaire, une malnutrition différée et une diminution de la production agricole. En conclusion, l'impact à long terme de la gestion de projet d'urgence n'a pas semblé très efficace.

Le dernier secteur concerne celui de l'éducation. Après des catastrophes naturelles, certaines écoles sont détruites et les enfants n'ont plus la possibilité de s'y rendre. Les organismes humanitaires pensent que le retour des enfants sur les bancs de l'école est une priorité pour leur protection physique et psychologique. De ce fait, soit ils décident de rouvrir les bâtiments, soit ils créent une école temporaire avec, en plus, la fourniture du matériel de base. À court terme, l'impact de la gestion de projet d'urgence semble positif. Ils permettent de protéger les enfants dans un endroit sûr et les aident à garder un rythme régulier. Sur le long terme, les résultats ont montré le même effet, en permettant aux enfants d'éviter le décrochage et l'abandon scolaire. La gestion de projet d'urgence dans ce secteur semble avoir été efficace.

Lors de l'analyse, certaines problématiques qui empêchent la gestion de projet d'urgence d'être efficace à 100% et d'avoir un réel impact sur le long terme sont apparues. La première problématique est l'insécurité et la violence qui règnent en Haïti. La deuxième problématique englobe l'intervention massive et la mauvaise coordination de l'aide d'urgence après des catastrophes naturelles dans le pays. La troisième concerne le manque de collaboration avec les autorités locales. La problématique suivante concerne les problèmes de financement des projets ainsi que la compétition qui règne entre les organismes humanitaires pour recevoir les fonds des bailleurs. Enfin, la dernière problématique se rapporte à la transition de l'aide d'urgence vers l'aide au développement.

En conclusion, les analyses réalisées dans le cadre de ce travail montrent que les interventions dans la phase d'urgence organisées par les organismes humanitaires internationaux sauvent des vies. L'impact semble le plus important dans les premières semaines. Effectivement, durant les

premières heures, les organismes comme Médecins Sans frontières tente de sauver le plus d'habitants coincés sous les décombres ou dans des zones inatteignables. Par après, les soins offerts, les abris transitoires, les distributions de nourriture, l'accessibilité à l'eau, etc., ont permis de légèrement diminuer les souffrances des Haïtiens. À l'unanimité dans l'analyse qualitative, les intervenants ont affirmé que la gestion de projet d'urgence semblait avoir un impact positif à court terme dans plusieurs secteurs. Cependant, à long terme, l'impact semble moindre. Malgré l'apport de solutions, celles-ci ne résolvent pas les problèmes d'accessibilité à la santé, aux emplois, aux politiques publiques et sociales, aux infrastructures et à la prévention des catastrophes naturelles. Avec ces projets, la population devient dépendante et lorsque ceux-ci s'arrêtent plusieurs mois après la catastrophe naturelle, les citoyens ne parviennent pas à sortir de la pauvreté. L'aide déployée par ces organismes humanitaires internationaux, malgré leur grande implication, ne semble pas en mesure d'apporter à eux seuls une aide pour sortir le pays de ces crises. En général, les réponses aux catastrophes naturelles sont difficiles, mais concernant Haïti, c'est d'autant plus complexe étant donné la structure économique, les crises politiques et les conditions de vie difficiles présentes dans le pays. Néanmoins, face à chaque catastrophe naturelle, les organismes humanitaires sont très résilients et ils en tirent des leçons positives.

Après avoir tiré ces conclusions, quelques recommandations peuvent être proposées sur base des problématiques rencontrées dans le but d'améliorer l'efficacité et l'impact dans le temps. La première serait d'améliorer la collaboration entre les organismes humanitaires internationaux, les autorités et les Haïtiens. Ensuite, d'améliorer la coordination de l'aide internationale et la communication sur les projets avec les acteurs locaux. Les recommandations suivantes seraient de mettre en place les projets avec les locaux et de créer de l'emploi pour qu'ils participent au relèvement du pays. Enfin, mettre en place des projets pour la prévention des risques.

Finalement, ce travail montre un fait primordial concernant l'implication des organismes humanitaires internationaux : peu importe ce qui n'a pas fonctionné dans le passé, leurs implications ont été remarquables vu le contexte général du pays. Ils ont répondu aux besoins primaires des Haïtiens et ils ont sauvé des vies.

« Ne regardez pas en arrière, les yeux pleins de regrets,
regardez plutôt en avant, les yeux pleins d'espoir ».

Auteur Inconnu

Bibliographie

- Action contre la faim. (s. d.). *Qu'est-ce que la malnutrition aiguë?* Action Contre La Faim.
<https://actionagainsthunger.ca/fr/quest-ce-que-la-malnutrition-aigue-2/quest-ce-que-la-malnutrition-aigue/>
- Agence de Développement économique. (2022). Haïti : Le contexte économique. *AD'OCC*.
<http://agence-adocc.com/services-adocc/innovation/>
- Allix, G. (2013, janvier 11). Trois ans après le séisme, Haïti entre camps de toile et bidonvilles. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/11/trois-ans-apres-le-seisme-haiti-entre-camps-de-toile-et-bidonvilles_1815377_3244.html
- Altenor, A. (2021). Les causes économiques et socio-politiques du passage de la régionalisation à la départementalisation en Haïti. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), 217-248. <https://doi.org/10.7202/1075860ar>
- Amaral, L. (2016). *L'apport de l'approche portefeuille dans la gestion des projets au niveau des organismes publics : Le cas d'Haïti* [M.Sc., Université du Québec à Chicoutimi (Canada)].
<https://www.proquest.com/docview/1875945917/abstract/42E4C51A78754356PQ/3>
- Amnesty International. (2014, janvier 9). *Haïti : L'échec face aux conséquences du séisme est responsable de souffrances incommensurables*. Amnesty International Belgique.
<https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/haiti-echec-face-consequences-seisme-responsable-souffrances>
- Amnesty International. (2015, janvier 12). *Dix faits à propos de la crise du logement en Haïti*. Amnesty International. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/01/ten-facts-about-haiti-s-housing-crisis/>

- André, P. (2021, janvier 17). Opinion | Faut-il raser les bidonvilles d’Haïti ? *AyiboPost*.
<https://ayibopost.com/opinionfaut-il-raser-les-bidonvilles-dhaiti/>
- Arte (Réalisateur). (2022, février 8). *Haïti : Un hôpital dans l’enfer des gangs*.
<https://www.les-docus.com/haiti-un-hopital-dans-lenfer-des-gangs/>
- Banque mondiale. (s. d.). *Using-Behavioral-Insights-to-Improve-Disaster-Preparedness-Early-Warning-and-Response-Mechanisms-in-Haiti.pdf*. Consulté 8 avril 2023, à l’adresse
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/576741578684991023/pdf/Using-Behavioral-Insights-to-Improve-Disaster-Preparedness-Early-Warning-and-Response-Mechanisms-in-Haiti.pdf>
- Banque mondiale. (2021a). *Espérance de vie*. World Bank Open Data.
<https://data.worldbank.org>
- Banque mondiale. (2021b). *Surface forestière (% du territoire)—Haïti | Data*. Banque mondiale.
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.FRST.ZS?locations=HT&start=2009>
- Banque mondiale. (2022). *Ampleur de la corruption publique en Haïti*. DonnéesMondiales.com.
<https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/corruption.php>
- Banque mondiale. (2023a). *Internally displaced persons, new displacement associated with disasters- Haïti*. World Bank Open Data. <https://data.worldbank.org>
- Banque mondiale. (2023b). *Taux de participation à la population active en Haïti*. World Bank Open Data. <https://data.worldbank.org>

- Baron. (2017, mars 4). *Décès de René Prével, ex-président incontournable*. Le Devoir.
<https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/493161/l-ancien-president-haitien-rene-preval-est-mort>
- Baron, A. (2015, janvier 12). *Haïti toujours en crise, cinq ans après le séisme*. Libération.
https://www.liberation.fr/planete/2015/01/12/haiti-toujours-en-crise-cinq-ans-apres-le-seisme_1179254/
- Bordino, J. (2021, novembre 8). *Tremblement de Terre ou Séisme : Définition, comment il se produit et type*. projetecolo.com. <https://www.projetecolo.com/tremblement-de-terre-ou-seisme-definition-comment-il-se-produit-et-type-395.html>
- Brière, S., Conoir, Y., Poulin, Y., Maltais, S., & Auclair, I. (2021). *La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire* (2^e éd.). Presses de l'Université Laval.
- Bureau international du Travail. (2014). *Programme Pays pour le Travail Décent en Haïti, 2015-2020*.
- CADTM France. (2003, décembre 31). *Le CADTM réclame l'annulation de la dette illégitime d'Haïti et la restitution des fonds détournés au profit des populations*. CADTM. <https://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer>
- CARE. (2015). *Séisme en Haïti : Rapport de Progrès, 2010-2015*. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/06/Haiti_5_year_Report_French_web.pdf
- Carte d'Hispaniola : Haïti, République dominicaine*. (s. d.). Imago Mundi. <https://www.cosmovisions.com/qHispaniola.htm>
- Catastrophes naturelles*. (s. d.). Consulté 8 avril 2023, à l'adresse http://ecologie.nature.free.fr/pages/dossiers/dossier_catastrophes_naturelles.htm

CATASTROPHES NATURELLES (notions de base), Les grands types de catastrophes naturelles—Encyclopædia Universalis. (s. d.). Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://www.universalis.fr/encyclopedie/catastrophes-naturelles-notions-de-base/4-les-grands-types-de-catastrophes-naturelles/>

Changement climatique : Cinq catastrophes naturelles qui demandent une action d'urgence. (2022, mai 25). Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/changement-climatique-cinq-catastrophes-naturelles-qui-demandent-une-action-durgence>

Charasse, M., & Gouteyron, A. (2005). *L'aide française aux victimes du tsunami en Indonésie* (Rapport d'information 202). <https://www.senat.fr/rap/r04-202/r04-202.html>

Charpentier, F. T., Séraphine. (2023, janvier). *Haïti : Le pays « se retrouve avec un gouvernement non élu, sans Parlement, sans députés, sans sénateurs »*. Centre tricontinental. <https://www.cetri.be/Haiti-le-pays-se-retrouve-avec-un>

Chili. (s. d.). Universalis. <https://www.universalis.fr/atlas/amerique/amerique-du-sud/chili/>

Chrisptohe Magdelaine. (2023, février 16). ⚡ *Séismes ou tremblements de terre.* https://www.notre-planete.info/terre/risques_naturels/seismes/

CNCD-11.11.11, CETRI, FGTB, & Geomoun. (2023, juin 26). *Haïti : Arrêtez de bloquer la « transition de rupture » !* [Journal]. Le Soir. <https://www.lesoir.be/521832/article/2023-06-26/haiti-arretez-de-bloquer-la-transition-de-rupture>

CNRTL. (s. d.). *BESOIN : Définition de BESOIN.* Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. Consulté 27 juillet 2023, à l'adresse <https://cnrtl.fr/definition/besoin>

- Comfort, L. K. (2010). Risque, résilience et reconstruction : Le tremblement de terre haïtien du 12 janvier 2010. *Télescope*, 16(2), 37-58.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les caraïbes. (s. d.). *Manuel pratique d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes*.
https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/35449/1/DALA_%28ECLAC%29_HANDBOOK_-_FRENCH_VERSION_fr.pdf
- Commission européenne. (2013, avril). *Haiti_earthquake_response_fr.pdf*.
https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/haiti_earthquake_response_fr.pdf
- Consultat Général d'Haïti. (s. d.). *L'AGRICULTURE HAÏTIENNE*.
- Croissance de la population en Haïti*. (2022). DonnéesMondiales.com.
<https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/croissance-population.php>
- Croix-Rouge française. (2012). *Tempête tropicale sur Haïti*. Croix-Rouge française.
<https://www.croix-rouge.fr/Actualite/Tempete-tropicale-sur-Haiti-1483>
- Cyclones de l'océan Indien, Ouragans de l'Atlantique et Typhons du Pacifique*. (s. d.).
 Consulté 8 juin 2023, à l'adresse <https://www.lagons-plages.com/cyclones-typhons-ouragans-tropicaux.php>
- Decrouy, A. (2021, mai 19). *Qu'est-ce qu'un ouragan—Définition et comment il se forme*. projetecolo. <https://www.projetecolo.com/qu-est-ce-qu-un-ouragan-definition-et-comment-il-se-forme-157.html>
- Définition du mot ajoupa*. (s. d.). La langue française. Consulté 13 mai 2023, à l'adresse <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/ajoupa>
- Dix ans après le séisme, retour en Haïti : L'enjeu du logement*. (2020, janvier 7). France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-la-redaction/dix-ans-apres-le-seisme-retour-en-haiti-l-enjeu-du-logement-9585384>

Données Mondiales. (s. d.-a). *Les séismes récents et leur ampleur au Chili*.

DonnéesMondiales.com.

<https://www.donneesmondiales.com/amerique/chili/tremblements-terre.php>

Données Mondiales. (s. d.-b). *Tsunamis en Indonésie*. DonnéesMondiales.com. Consulté

20 juin 2023, à l'adresse

<https://www.donneesmondiales.com/asia/indonesie/tsunamis.php>

Edouard Bergeon & Gael Pouvreau (Réalisateurs). (2021, octobre 11). Haïti, les orphelins

du séisme. In *Haïti, les orphelins du séisme*. <https://www.les-docus.com/haiti-les-orphelins-du-seisme/>

FIDH. (2012, novembre 12). *Haïti : La sécurité humaine en danger*. Fédération

internationale pour les droits humains.

<https://www.fidh.org/fr/regions/ameriques/haiti/Haiti-la-securite-humaine-en-12414>

Fournasson, L. (s. d.). *275 milliards de dollars... c'est le coût des catastrophes naturelles*

dans le monde en 2022 ! Futura. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse

<https://www.futura-sciences.com/planete/breves/catastrophe-naturelle-275-milliards-dollars-cest-cout-catastrophes-naturelles-monde-2022-7825/>

FRANCE 24 (Réalisateur). (2022, novembre 11). Enquête - Haïti : Dans l'enfer des gangs

• FRANCE 24. In *Haïti : Dans l'enfer des gangs*.

<https://www.youtube.com/watch?v=OVXMjG1qrUw>

FRANCE 24 (Réalisateur). (2023, juillet 7). *Haïti : Plus de 250 membres de gangs*

présupposés tués par des justiciers autoproclamés depuis avril [Vidéo].

https://www.youtube.com/watch?v=47Gze_rxvEI

Frayse, L., & Thomas, F. (2023, février). *Haïti à la merci des gangs*. Centre tricontinental.

<https://www.cetri.be/Haiti-a-la-merci-des-gangs>

- Futura. (s. d.-a). *Définition / Catastrophe naturelle / Futura Planète*. Futura. Consulté 7 avril 2023, à l'adresse <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/catastrophe-naturelle-catastrophe-naturelle-6507/>
- Futura. (s. d.-b). *Définition / Tempête tropicale / Futura Planète*. Futura-sciences. Consulté 14 mai 2023, à l'adresse <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/meteorologie-tempete-tropicale-12902/>
- Futura, Q. M. (s. d.-c). *Définition / Plaque tectonique—Plaque lithosphérique / Futura Planète*. Futura. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/structure-terre-plaque-tectonique-13874/>
- Garcia, C., & Trabaud, V. (2014). *Rapport de recherche : Cas des reconstructions post-séisme en milieu rural et péri-urbain en Haïti*. https://sheltercluster.s3.eu-central-1.amazonaws.com/public/docs/urd_la_reconstruction_d_habitats_en_haiti_final_compresse.pdf
- Géo confluences. (2022, octobre). *Macrocéphalie* (ISSN : 2492-7775) [Terme]. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/macrocephalie>
- Gomez, E. (2017, mai 11). *Quelle langue parlent-ils en Haïti?* Astelus. <https://fr.astelus.com/langue-ha%C3%AFtienne/>
- GPE Afrique. (s. d.). *Définition d'un projet de développement*. GPE Afrique. Consulté 14 mai 2023, à l'adresse <https://www.gpe-afrique.com/moodledata/filedir/61/a1/61a12343703cfe2d073ae89e857706a06745a3a5>
- Granger, L. (2023, avril 18). *Gestion de projet : Enjeux, méthodes, outils... - Espace dédié*. <https://www.manager-go.com/gestion-de-projet/>

Groupe de la Banque mondiale. (2022). *Vers une réponse aux crises récurrentes et à la fragilité chronique.*

<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/d3e0ab70-a66f-5624-a36c-11b44c2ed4f6/content>

Groupe URD. (2010). *Etude en temps réék de la gestion de la crise en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010.*

<file:///C:/Users/Isaco/Downloads/Gestion%20de%20crise%20Haiti.pdf>

Groupe URD. (2011). *Evaluation en temps réel des actions humanitaires soutenues par la DG ECHO en Haïti.*

https://ec.europa.eu/echo/files/evaluation/2011/Groupe-URD_evaluation_Haiti_fr.pdf

Groupe URD. (2009, juin). *Groupe URD Urgence Réhabilitation Développement—Ppt télécharger.*

<https://slideplayer.fr/amp/489256/>

Grünewald, F. (2017). L'aide humanitaire : Quel bilan deux ans après le séisme ?

In J.-D. Rainhorn (Éd.), *Haïti, réinventer l'avenir* (p. 171-184). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsh.8341>

Haïti. (s. d.). IFAD. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://www.ifad.org/fr/web/operations/w/pays/haiti>

Haïti, pays le plus meurtri par les catastrophes naturelles. (2016, octobre 13). 20 minutes.

<https://www.20minutes.fr/monde/1941631-20161013-haiti-detient-triste-record-morts-lors-catastrophes-naturelles>

Haïti sur la carte du monde. (s. d.). Consulté 10 mai 2023, à l'adresse <http://www.carte-du-monde.net/pays-1446-localiser-haiti-sur-carte-du-monde.html>

Haïti-Séisme/5 ans : Le problème du logement demeure entier. (2015, janvier 12).

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article17566>

Handicap International. (2020, janvier 11). *10 ans après le séisme, des soins de réadaptation de meilleure qualité et des infrastructures améliorées*. 10 ans après le séisme, des soins de réadaptation de meilleure qualité et des infrastructures améliorées. <https://www.handicap-international.fr/fr/actualites/10-ans-apres-le-seisme-des-soins-de-readaptation-de-meilleure-qualite-et-des-infrastructures-ameliorees>

Handicap International. (2022, août 5). *Haïti : Un an après le séisme, H.I. continue de soutenir les rescapés*. Haïti : un an après le séisme, HI continue de soutenir les rescapés. <https://www.handicapinternational.be/fr/actualites/haiti--un-an-apres-le-seisme-hi-continue-de-soutenir-les-rescapes>

Henrys, J.-H. (2022). *Le système de santé et protection sociale en santé en Haïti – Quelques éléments pour une réflexion “stratégique”*. Jean Tonglet. <https://www.revue-quartmonde.org/10862>

Human Rights Watch. (2011, août 30). Haïti : La reconstruction de l’après-séisme néglige les femmes et les jeunes filles. *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/fr/news/2011/08/30/haiti-la-reconstruction-de-lapres-seisme-neglige-les-femmes-et-les-jeunes-filles>

Jabouin, E. (2021). Haïti, en situation post-séisme : Quelques effets de la catastrophe du 12 janvier 2010 sur la population locale. *Études caribéennes*, 17, Article 17. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.4842>

Jacot, P. (2023). *Haïti suspendu au maigre espoir d’une aide internationale*. <https://www.proquest.com/docview/2765206123/citation/705695FFC64160PQ/35>

Jobert, S. (2012). *Aide internationale*. https://dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/defintions_francais/aide_internationale.pdf

- Jorès Mérat, P. (2019). Être pauvre en Haïti. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, LXXII(279), Article 279.
<https://doi.org/10.4000/com.9806>
- Joy Hassol, S., Torok, S., Lewis, S., & Luganda, P. (2016). *Catastrophes (peu) naturelles : Expliquer les liens entre les événements extrêmes et le changement climatique*. Organisation météorologique mondiale.
<https://public.wmo.int/fr/ressources/bulletin/catastrophes-peu-naturelles-expliquer-les-liens-entre-les-%C3%A9v%C3%A9nements-extr%C3%AAses-et>
- Juillard, H., Kitchingman-Roy, D., Estager, M., & Emmanuel, E. (2020). *Haïti + 10 impact evaluation- summary*. <https://haitilearning.alnap.org/help-library/impact-analysis-of-aid-in-haiti-10-years-on>
- Justine Muzik Piquemal. (2022). Haïti—Mission humanitaire. *SOLIDARITÉS INTERNATIONALE*. <https://www.solidarites.org/fr/missions/haiti/>
- La Banque mondiale. (2022, octobre 31). *Haïti Présentation* [Text/HTML]. World Bank.
<https://www.banquemonde.org/fr/country/haiti/overview>
- Lacassin, R., Klinger, Y., & Feuillet, N. (2013). Sismotectonique du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti. *Outre-Terre*, 35-36(1-2), 163-183.
<https://doi.org/10.3917/oute.035.0163>
- Larousse. (s. d.-a). *Définition : Besoin*.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/besoin/8907>
- Larousse. (s. d.-b). *Définitions : Personne vulnérable*.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vuln%C3%A9rable/82657>
- Larousse. (2023a). *collectivité territoriale—LAROUSSE*.
https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/collectivit%C3%A9_territoriale/3516

Larousse, É. (2023b). *Haïti République d'Haïti—LAROUSSE*.

<https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Ha%C3%AFti/122971>

Le changement climatique, moteur du doublement des catastrophes naturelles au cours des

20 dernières années (ONU) | ONU Info. (2020, octobre 12).

<https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079642>

Lemoine, M. (2019, mars). *Pour comprendre la révolte des Haïtiens*. CADTM.

<http://www.cadtm.org/Pour-comprendre-la-revolte-des-Haitiens>

Les docus (Réalisateur). (2018, janvier 12). *Haïti 4 ans après le séisme : Grands défis et*

petites victoires. In *Les-docus.com*. [https://www.les-docus.com/haiti-4-ans-apres-](https://www.les-docus.com/haiti-4-ans-apres-le-seisme-grands-defis-et-petites-victoires/)

[le-seisme-grands-defis-et-petites-victoires/](https://www.les-docus.com/haiti-4-ans-apres-le-seisme-grands-defis-et-petites-victoires/)

Lespinasse, C. (2020, septembre 14). *Haïti : Aggravation des inégalités scolaires sur fonds*

d'insécurité, de COVID-19 et de répressions syndicales | Coordination Europe

Haiti. [https://www.coeh.eu/fr/haiti-increase-of-school-disparities-at-a-background-](https://www.coeh.eu/fr/haiti-increase-of-school-disparities-at-a-background-of-insecurity-covid-19-and-labour-union-repression-2/)

[of-insecurity-covid-19-and-labour-union-repression-2/](https://www.coeh.eu/fr/haiti-increase-of-school-disparities-at-a-background-of-insecurity-covid-19-and-labour-union-repression-2/)

Malpass, D. (2021, novembre 12). *Faute de pouvoir prévenir les catastrophes, nous*

pouvons, ensemble, atténuer leur impact.

[https://blogs.worldbank.org/fr/voices/faute-de-pouvoir-prevenir-les-catastrophes-](https://blogs.worldbank.org/fr/voices/faute-de-pouvoir-prevenir-les-catastrophes-nous-pouvons-ensemble-attenuer-leur-impact)

[nous-pouvons-ensemble-attenuer-leur-impact](https://blogs.worldbank.org/fr/voices/faute-de-pouvoir-prevenir-les-catastrophes-nous-pouvons-ensemble-attenuer-leur-impact)

Manuel d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes naturelles. (s. d.).

Consulté 9 avril 2023, à l'adresse

<https://www.eird.org/esp/cdcapra/pdf/fre/doc15025/doc15025-1.pdf>

Médecins du Monde. (2022, octobre 7). *Haïti : L'accès à la santé n'est pas garanti*.

[https://medecinsdumonde.ca/article/ha%C3%AFti-lacc%C3%A8s-%C3%A0-la-](https://medecinsdumonde.ca/article/ha%C3%AFti-lacc%C3%A8s-%C3%A0-la-sant%C3%A9-nest-pas-garanti)

[sant%C3%A9-nest-pas-garanti](https://medecinsdumonde.ca/article/ha%C3%AFti-lacc%C3%A8s-%C3%A0-la-sant%C3%A9-nest-pas-garanti)

- Médecins Sans Frontières. (2023, mai 3). *Haïti : Dix ans après le séisme, les structures de santé sont au bord de l'effondrement*. Médecins Sans Frontières. <https://www.medicinssansfrontieres.ca/haiti-dix-ans-apres-le-seisme-les-structures-de-sante-sont-au-bord-de-leffondrement-2/>
- Medhi Meddeb. (2019, novembre 29). *CHOLERA : La dernière ligne droite* | UNICEF. <https://www.unicef.org/haiti/recits/cholera-la-derni%C3%A8re-ligne-droite>
- Mérat. (2018). *Le littoral, le cœur de la pauvreté en Haïti : Quand les politiques publiques appauvrissent les territoires*. file:///C:/Users/Isaco/Downloads/MERAT.pdf
- Mérineau, I., & Viau, A. (2016). *Haïti : Une crise du logement sans fin* | *L'échappée belle*. www.lechappeebelle.ca. <http://www.lechappeebelle.ca/2015/04/haiti-une-crise-du-logement-sans-fin/>
- Metzger, A. (2021). Définition. In *Catastrophes climatiques* (p. 9-10). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/catastrophes-climatiques--9791031804361-p-9.htm>
- Milieu naturel : Le Climat d'Haïti*. (2023, février 13). Haiti-Référence. <https://www.haiti-reference.info/pages/plan/geographie-et-tourisme/milieu-naturel/climat-haiti/>
- Ministère de la planification et de la coopération externe d'Haïti. (2021). *Evaluation post-désastre en Haïti*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_831133.pdf
- Ministère de l'Économie et des finances. (2016). *Evaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction*.
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales. (2018). *AIDE-MÉMOIRE DES AUTORITÉS LOCALES · CASEC, ASEC ET DÉLÉGUÉS DE VILLE*. <https://ifosformation.com/download/AideMemoireAutoritesLocalesElectronique.pdf>

- Ministère des Affaires Etrangères. (2005). *Haïti : Carte*.
<https://www.axl.cefan.ulaval.ca/amsudant/haiticarte.htm>
- Ministère des travaux publics, transports et communications. (2020). *Cadre de Gestion Environnementale et Sociale.pdf*.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/789531522705365807/pdf/Cadre-de-Gestion-Environnementale-et-Sociale.pdf>
- OCHA. (2023). *Aperçu des besoins humanitaires Haïti*.
file:///C:/Users/Isaco/Downloads/HAITI_HNO-2023_FINAL.pdf
- OCHA. (2020, mars 31). *What is the Cluster Approach?* Humanitarian response.
<https://www.humanitarianresponse.info/fr/coordination/clusters/what-cluster-approach>
- OCHA. (2022a, mars). *Aperçu des besoins humanitaires Haïti*.
https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hti_hpc_2022-hno_fr_final.pdf
- OCHA. (2022b, mai 5). *Aperçu humanitaire en Haïti*.
<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha-hti-snapshot-202200505.pdf>
- Office québécois de la langue française. (2019). *Bailleur de fonds*.
<https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/26534170/bailleur-de-fonds>
- O.J.H. (2021). *Haiti : 220 000 nouveaux jeunes chaque année sur le marché du travail ! Observatoire de la jeunesse haïtienne*. <https://jeunessehaitienne.org/haiti-220-000-nouveaux-jeunes-chaque-annee-sur-le-marche-du-travail/>
- O.J.H. (2023, janvier 1). *Banque de données. observatoire de la jeunesse haïtienne*.
<https://jeunessehaitienne.org/banque-de-travaux/>

- OMS. (2022, octobre 12). *Choléra – Haïti*. <https://www.who.int/fr/emergencies/disease-outbreak-news/item/2022-DON415>
- ONU. (2020, octobre 13). *150 millions de victimes des catastrophes par an d'ici 2030, selon un rapport de l'ONU | ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079732>
- ONU. (2022, février 12). *Reconstruire Haïti : Le chemin du relèvement après le tremblement de terre | ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2022/02/1113982>
- ONU. (2023a, janvier 12). *Haïti : L'ONU rend hommage aux victimes du séisme de 2010 qui a fait plus de 280.000 morts | ONU Info*. ONU. <https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131292>
- ONU. (2023b, janvier 19). *Haïti : Hausse de plus de 50% des cas de choléra en un mois, selon l'ONU | ONU Info*. Nations Unies. <https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131487>
- ONU. (2023c, juillet 6). *Conseil de sécurité : Sous l'emprise des gangs, Haïti réitère sa demande de déploiement d'une force internationale d'appui à sa police nationale | UN Press*. Nations Unies. <https://press.un.org/fr/2023/cs15345.doc.htm>
- ONU Migration. (2013, juillet 5). *Trois ans et demi après le séisme en Haïti, les victimes vivent toujours dans des camps*. International Organization for Migration. <https://www.iom.int/fr/news/trois-ans-et-demi-apres-le-seisme-en-haiti-les-victimes-vivent-toujours-dans-des-camps>
- ONU, Union européenne, World Bank Group, & GFDRR. (s. d.). *Préparation au relèvement et à l'évaluation des besoins post-catastrophe PDNA*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/presentation/wcms_504513.pdf
- Organisation météorologique mondiale. (2021, septembre 30). *Les catastrophes naturelles ont été multipliées par cinq depuis 1970*. Novethic.

<https://www.novethic.fr/actualite/infographies/isr-rse/infographie-les-catastrophes-naturelles-ont-ete-multipliees-par-cinq-depuis-1970-150194.html>

Organisation panaméricaine de la santé. (2012). *La réponse sanitaire à la suite du tremblement de terre en Haïti*. https://www.paho.org/sites/default/files/health-response-2010-haiti-earthquake-summary-fr_0.pdf

Oxfam. (2011, janvier). *Rapport d'avancement sur Haïti 2010*. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/aide-haiti-seisme-rapport-evaluation2010_3.pdf

Oxfam, Care, Save the Children, CAFOD, ICVA, Actionaid, & Rescue. (2010). *Réforme humanitaire : Série de dépliants d'information de base*. <https://www.icvanetwork.org/uploads/2022/07/Basic-Information-Leaflet-Series-Coordination-Mechanisms-FR.pdf>

Pankert, C. (2015). *Rapport trimestriel aux donateurs de Médecins du monde Belgique*. <https://medecinsdumonde.be/system/files/publications/downloads/MDM-%20BAT%20FR.pdf>

Paroles et Actions. (2022, novembre 28). *Quelles sont les causes des problèmes de l'école en Haïti ?* Paroles et actions. <https://www.parolesetactions.org/post/quelles-sont-les-causes-des-problèmes-de-l-école-en-haïti>

Patinet, J. (2010). *Evaluation externe de la réponse d'Action contre la Faim en Eau, Assainissement et Hygiène à l'urgence post- séisme du 12/01/2010 en Haïti*.

Peillon, A. (2018, septembre 30). L'Indonésie en première ligne des catastrophes naturelles. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/LIndonesie-premiere-ligne-catastrophes-naturelles-2018-09-30-1200972638>

Péloquin, T. (2010, mars 1). Séisme au Chili : Cinq cents fois plus puissant que celui d'Haïti. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/amerique->

latine/201003/01/01-4256245-seisme-au-chili-cinq-cents-fois-plus-puissant-que-celui-dhaiti.php

Pierre, A.-G. (2022, juillet 10). Le secteur informel en Haïti. *Le Quotidien News*.
<https://lequotidiennews.org/le-secteur-informel-en-haiti/>

PNUD. (2022, aout). *Un an après le séisme en Haïti, les communautés locales bâtissent la résilience* | Programme De Développement Des Nations Unies. UNDP.
<https://www.undp.org/fr/blog/un-apres-le-seisme-en-haiti-les-communautes-locales-batissent-la-resilience>

Population Pyramids of the World. (2022). PopulationPyramid.Net.
<https://www.populationpyramid.net/haiti/2022/>

Préjudice indirect. (s. d.). Lettre des réseaux. Consulté 15 mai 2023, à l'adresse
<https://www.lettredesreseaux.com/P-463-678-P1-prejudice-indirect.html>

Rattinacannou, J.-E. (2011, juillet 21). *Haïti, formée sur un grumeau du Gondwana!* Futura. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/geologie-haiti-formee-grumeau-gondwana-31482/>

Réduction de la pauvreté | Programme De Développement Des Nations Unies. (s. d.). UNDP. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://www.undp.org/fr/haiti/reduction-de-la-pauvrete>

Renaud Piarroux. (2019, décembre 23). *A propos de « Choléra, Haïti, 2010-2018, Histoire d'un désastre » de Renaud Piarroux*. msf-crash.org. <https://msf-crash.org/fr/blog/medecine-et-sante-publique/propos-de-cholera-haiti-2010-2018-histoire-dun-desastre-de-renaud>

Réseau national de Défense des Droits Humains. (2018, janvier 12). *Haïti-Séisme : 8 ans après, « des victimes oubliées » - Haïti* | ReliefWeb.
<https://www.alterpresse.org/spip.php?article22575=#.Wlp5TainHIU>

- Rivière, A. (2019). Haïti : Des collectivités territoriales écartées de la reconstruction. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, LXXII(279), Article 279. <https://doi.org/10.4000/com.10204>
- Ronald, J. (2021, mars 25). Comprendre la vulnérabilité d'Haïti aux catastrophes naturelles. *AyiboPost*. <https://ayibopost.com/comprendre-la-vulnerabilite-dhaiti-aux-catastrophes-naturelles/>
- Sansom, K. (2015). *Introduction au cadre logique*. <https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/booklets/G006FR-Le-cadre-logique-online.pdf>
- Solidarité laïque. (2020, août 28). *Haïti au cœur des phénomènes climatiques*. Solidarité Laïque. <https://www.solidarite-laique.org/pro/documents-pedagogiques/haiti-au-coeur-des-phenomenes-climatiques/>
- S.O.S. enfants. (2011, mai). *Mission d'évaluation après séisme en Haïti*. <https://parrainages.org/haiti-mission-evaluation-seisme.php>
- Statista. (s. d.). *Nombre de victimes de catastrophes naturelles dans le monde, par type 2021*. Statista. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://fr.statista.com/statistiques/659874/nombre-victimescatastrophes-naturelles-par-continent-et-type/>
- Statista. (2022). *Nombre et type de catastrophes naturelles survenues en 2021*. Statista. <https://fr.statista.com/statistiques/659830/catastrophes-naturelles-par-continent-et-type/>
- Szymczak, C. (2023, janvier 23). *Comment les ONG sont-elles financées ?* | *Carenews INFO*. Carenews. <https://www.carenews.com/carenews-info/news/comment-les-ong-sont-elles-financees>

- Thomas, F. (2015). *HAIÏTI, CINQ ANS APRES : DE LA CATASTROPHE HUMANITAIRE AU DESASTRE SOCIAL*. <https://www.cetri.be/IMG/pdf/haiti-catastrophe-humanitaire-desastre-social.pdf>
- Thomas, F. (2020, février 1). *Les deux racines de la colère haïtienne*. Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/02/THOMAS/61375>
- Thomas, F. (2022, septembre 12). *Haïti : La fatigue de l'humanitaire ?* <https://pfhs.ch/wp-content/uploads/2022/10/22.09.12-CETRI-La-fatigue-de-lhumanitaire-.pdf>
- Thomas, F. (2023a, janvier). *Il n'y a plus de parlementaires en Haïti : « C'est toute l'architecture de l'Etat qui se trouve illégitime »*. Centre tricontinental. <https://www.cetri.be/Il-n-y-a-plus-de-parlementaires-en>
- Thomas, F. (2023b, avril). *Une « journée en enfer » à Port-au-Prince*. Centre tricontinental. <https://www.cetri.be/Une-journee-en-enfer-a-Port-au>
- Thomas, F. (2023c, mai 5). *Haïti : Violence extrême des gangs et crise humanitaire*. Centre tricontinental. <https://www.cetri.be/Haiti-violence-extreme-des-gangs>
- Torquebiau, M. (2021). *En Haïti, les ONG en action malgré des conditions déplorables*. <https://www.proquest.com/docview/2562511638/citation/705695FFC64160PQ/41>
- UCLBP. (2016, novembre). *Evaluation des besoins post cyclone dans le secteur logement*. Unité de construction de logements et de bâtiments publics. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/ht/UNDP-HT-Rapport-sectoriel-Logement-sm.pdf>
- UNESCO. (2020, octobre 26). *L'abandon scolaire, un phénomène chronique en Haïti | IPE-UNESCO L'abandon scolaire en Haïti : Obstacle majeur à l'éducation*. <https://www.iiep.unesco.org/fr/labandon-scolaire-un-phenomene-chronique-en-haiti-13486>

- UNHCR. (2015). *L'évaluation multisectorielle initiale rapide (MIRA)*. The UN Refugee Agency. <https://emergency.unhcr.org/fr/coordination-and-communication/syst%C3%A8me-de-clusters/1%E2%80%99%C3%A9valuation-multisectorielle-initiale-rapide-mira>
- UNICEF. (s. d.-a). *Catastrophes naturelles dans le monde*. UNICEF. Consulté 8 avril 2023, à l'adresse <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/urgences/catastrophes-naturelles-monde/>
- UNICEF. (s. d.-b). *Haïti : 6 mois après le séisme, quel sort pour les enfants ?* UNICEF. Consulté 30 juillet 2023, à l'adresse <https://www.unicef.fr/article/haiti-6-mois-apres-le-seisme-quel-sort-pour-les-enfants/>
- UNICEF. (2017). *Education | UNICEF*. <https://www.unicef.org/haiti/education>
- UNICEF. (2019, septembre 5). *L'UNICEF organise le Forum des adolescents et des jeunes sur l'employabilité*. UNICEF. <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/lunicef-organise-le-forum-des-adolescents-et-des-jeunes-sur-lemployabilit%C3%A9>
- UNICEF. (2022, août 5). *Haïti : Des milliers d'enfants en proie à la malnutrition aiguë*. UNICEF. <https://www.unicef.fr/article/haiti-des-milliers-denfants-en-proie-la-malnutrition-aigue/>
- UNICEF. (2023). *Ce que nous faisons | UNICEF*. UNICEF. <https://www.unicef.org/haiti/ce-que-nous-faisons>
- UNICEF, & Dara. (2018). *Evaluation de la Réponse d'UNICEF à l'Ouragan Matthew en Haïti* (volume 1). <https://www.unicef.org/haiti/media/551/file/Evaluation-de-la-r%C3%A9ponse%20d-UNICEF-a%20l-Ouragan-Matthew-en-Ha%C3%Afti-Vol-1.pdf>

Van Lier, M. (2015, janvier 13). *Haiti – 5 ans après le séisme*. Le site de l’Eglise Catholique en Belgique. <https://www.cathobel.be/2015/01/haiti-5-ans-apres-le-seisme/>

Veitl, S. (2020). *Quelles interventions humanitaires internationales pour la reconstruction ? : Le cas des écoles fondamentales dans le département Sud d’Haïti, après l’ouragan Matthew de 2016*. <http://journals.openedition.org/echogeo/19081>

World Bank Open Data. (2021). World Bank Open Data. <https://data.worldbank.org>